



LE MONDE. diplomatique

Mensuel - 28 pages

UNE HISTOIRE
DU PRÉSERVATIF
PAR PAULINE MORTAS
Pages 14 et 15.

Nº 856 - 72^e année. Juillet 2025

UN BESOIN DE POLITIQUE

Le vrai sens des « fake news »

Déclenchée après le vote pour le Brexit et l'élection de M. Donald Trump en 2016, la grande bataille des gouvernements libéraux contre les « fake news » part d'un présupposé : si les gens étaient correctement informés, ils voterait bien, c'est-à-dire pour eux. Se pourrait-il, au contraire, que la contestation parfois délirante du discours dominant exprime une authentique aspiration populaire au changement ?

PAR DANIEL ZAMORA *

QUELQUES jours après l'inauguration du second mandat présidentiel de M. Donald Trump sous le regard bienveillant des oligarques de la Silicon Valley, le pape François alertait contre la « désinformation ». « Trop souvent, notait alors le souverain pontife, la communication simplifie la réalité pour provoquer des réactions instinctives(1). » Si l'on ne peut s'empêcher de sourire à l'idée que l'Église catholique – celle de l'Immaculée Conception, de la résurrection des morts et de la transformation de l'eau en vin – se place aux avant-postes du combat pour la vérité, ce diagnostic n'en est pas moins partagé par de larges franges du monde intellectuel et médiatique.

* Professeur de sociologie à l'Université libre de Bruxelles.

Depuis la victoire du Brexit au référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne en juin 2016, la prolifération de titres accrocheurs concernant les « fake news » et la « post-vérité » repose, à quelques variations près, sur un même récit : les algorithmes, qui valorisent la viralité, le clivage et les communautés de semblables, renforcent nos biais cognitifs et avantageant les fausses informations aux dépens des « faits ». La sphère publique se serait ainsi fractionnée en d'innombrables « tribus » autoréférentielles nichées dans des médias compartimentés : les universitaires en résistance sur Bluesky, les néofascistes vociférant sur X.

(Lire la suite page 13.)

(1) Pape François, Rome, 24 janvier 2025.



TAHA HEYDARI. – « Tightrope » (Funambule), 2023

L'Iran rejoindra-t-il la liste des pays dont les États-Unis, intervenant cette fois dans le sillage de Tel-Aviv, ont obtenu un changement de régime par la force ? La guerre déclenchée par le premier ministre israélien a ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire tourmentée de la région. Mais la menace de chaos et de propagation de la violence ne semble guère effrayer MM. Benjamin Netanyahu et Donald Trump.

PAR AKRAM BELKAÏD

mier ministre israélien Benjamin Netanyahu n'a pas simplement démontré qu'il avait de la suite dans les idées(1). Il a surtout fait monter de plusieurs crans les tensions régionales et déclenché une nouvelle guerre dont même Washington, allié et grand protecteur de Tel-Aviv, prétendait ne pas vouloir.

Après quelques tergiversations du président américain Donald Trump, les États-Unis sont intervenus à leur tour contre la République islamique par le biais de bombardiers stratégiques et de missiles visant les installations nucléaires de Téhéran. Une attaque qui a déclenché des représailles iraniennes contre une base américaine au Qatar. À l'heure où nous mettons sous presse, il reste à savoir si l'Amérique entend reprendre ses bombardements, voire à faire sien l'un des objectifs proclamés de M. Netanyahu, pour qui la chute du régime iranien n'est pas à exclure. Quant au cessez-le-feu annoncé par Washington, il durera le temps que le voudra M. Netanyahu. Tel-Aviv a besoin de la puissance de feu des États-Unis afin d'en finir avec des installations nucléaires et militaires souterraines. Il n'a pas non plus la capacité logistique pour envahir le territoire iranien – cela imposerait à son

armée un long transit périlleux à travers la Syrie et l'Irak – contrairement à ce qu'il a pu entreprendre au cours des derniers mois au Liban.

Outre les enjeux de politique intérieure américaine, cette incertitude sur la position de Washington est à rapporter au flou qui entoure les objectifs réels de M. Netanyahu. Alors que son armée continue de semer la dévastation à Gaza – où le bilan frôle les 60 000 morts et où une grande majorité de la population souffre de la faim, conséquence directe d'un implacable blocus –, le chef du gouvernement israélien a d'abord annoncé que son pays entend empêcher l'Iran de se doter de l'arme atomique. Un discours obsessionnel qui tourne en boucle depuis deux décennies et dont la véracité reste à prouver.

Quelques heures avant le début des hostilités, Washington et Téhéran négociaient à Oman un accord d'encadrement du programme de développement nucléaire iranien et, contrairement aux multiples affirmations de M. Netanyahu, aucune preuve officielle, y compris en provenance de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), ne confirme l'imminence de la réalisation d'une bombe iranienne(2).

(Lire la suite page 7.)

(1) Lire « Israël-Iran, la guerre qui vient », *Le Monde diplomatique*, mai 2024.

(2) David Gritten, « Was Iran months away from producing a nuclear bomb ? », 14 juin 2025, www.bbc.com

Les architectes du chaos

PAR BENOÎT BRÉVILLE

Puis vint l'Iran. Après Gaza, la Cisjordanie, le Liban, la Syrie et le Yémen. Il sera bientôt plus facile de dresser la liste des pays et territoires du Proche-Orient qu'Israël n'a pas bombardés en 2025. Pour justifier sa nouvelle offensive, Tel-Aviv a, comme d'habitude, invoqué son droit à la « légitime défense ». Comme d'habitude également, les dirigeants occidentaux ont embrayé. « Nous affirmons qu'Israël a le droit de se défendre et nous réitérons notre soutien à la sécurité d'Israël(1) », ont réagi les chefs d'État et de gouvernement du G7.

Les faits ne laissent pourtant guère de place au doute. C'est Israël qui, le 13 juin, a démarré les hostilités, unilatéralement et sans sommation, en ciblant notamment des quartiers résidentiels, en tuant des civils. Avec le feu vert de Washington, qui menait simultanément des pourparlers avec Téhéran. « Permettre au premier ministre israélien Benjamin Netanyahu d'attaquer l'Iran, au moment même où des émissaires américains étaient engagés dans des négociations avec Téhéran, rend la présidence américaine aussi peu digne de confiance qu'Al Capone ou Joaquin "El Chapo" Guzmán », constate le journaliste David Hearst(2). Tel-Aviv affirme avoir agi de manière préventive, contre une attaque « imminente » que seul l'usage de la force pouvait empêcher. Mais « il n'y a tout simplement aucun moyen d'affirmer de manière plausible que l'Iran était sur le point d'attaquer Israël avec une bombe nucléaire qu'il ne possède même pas », remarque le juriste Marko Milanović(3). Avant d'en venir aux armes, Israël disposait de nombreuses options diplomatiques et juridiques. En dernier recours, il pouvait demander au Conseil de sécurité des Nations unies l'autorisation légale d'employer la force. Sur le plan du droit international, son offensive du 13 juin s'apparente donc à une agression.

Tout comme les bombardements américains du 21 juin contre trois sites nucléaires iraniens. M. Netanyahu cherchait à obtenir l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Iran depuis près de trente ans. Il l'aura arrachée au président qui a fait campagne contre les « guerres sans fin » et qui, trois jours avant d'or-

donner son attaque illégale, se plaignait de ne pas avoir obtenu le prix Nobel de la paix. Quand il s'agit du Proche-Orient, la question de comprendre ce que veut Washington est de plus en plus corrélée à celle de savoir jusqu'où ira Tel-Aviv. « Dieu bénisse le Proche-Orient, Dieu bénisse Israël et Dieu bénisse les États-Unis », a d'ailleurs conclu M. Trump en annonçant son opération, avant de décréter dans la foulée un cessez-le-feu.

Le comportement de l'Union européenne n'est guère plus reluisant : celui d'un larbin rangé derrière une superpuissance mafieuse, elle-même alignée sur un État colonialiste. L'Europe s'est montrée non seulement incapable de condamner la violation caractérisée d'un droit international qu'elle feint de défendre ailleurs, mais elle l'a justifiée en reprenant, par la voix du chancelier allemand, la rhétorique du « sale boulot » qu'Israël (et par voie de conséquence les États-Unis) accomplirait pour l'humanité entière en attaquant l'Iran.

Il y a un peu plus de vingt ans, la France était ovationnée par une majorité de la population mondiale. Elle s'opposait alors – aux côtés de l'Allemagne, de la Belgique, de la Grèce, du Luxembourg... – à une « guerre préventive » illégale déclenchée par les États-Unis au prétexte d'une menace iranienne imaginaire. Avec M. Emmanuel Macron, cette voix indépendante achève de s'éteindre. La France se contredit, gestuelle tout en laissant les deux nations autoritaires soumettre le Proche-Orient à leur volonté. Et écraser par la famine et par les bombes quiconque se dresse sur leur chemin.

(1) Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni. Déclaration commune du 17 juin.

(2) David Hearst, « By allowing Israel to bomb Iran, Trump is pushing Tehran to go nuclear », 15 juin 2025, www.middleeasteye.net

(3) Marko Milanović, « Is Israel's use of force against Iran justified by self-defence ? », Blog of the European Journal of International Law, 13 juin 2025, www.ejiltalk.org

SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

EDITION ABONNÉS
INTERDIT À LA VENTE

Un film noir incandescent.
LA CROIX

Un polar chinois vertigineux.
★★★★ PREMIÈRE

DES FEUX DANS LA PLAINE

平原上的火焰

UN FILM DE ZHANG JI

CINE+ OCS PREMIÈRE

AU CINÉMA LE 9 JUILLET

Télérama memento

COURRIER DES LECTEURS

Histoire des idées

À propos de l'article de Perry Anderson « De la force des idées » (mai), M. Jean-Jacques Gandini nuance l'affirmation selon laquelle la révolution mexicaine n'a pas engendré un grand système d'idées :

Concernant l'histoire du Mexique, il est important de connaître le rôle-clé joué par les trois frères Flores Magón : Enrique (1877-1954), Jesús (1871-1930) et surtout Ricardo (1873-1922) qui fut une figure de proue de l'opposition au président Porfirio Díaz. Ces trois personnalités lancèrent le journal *Regeneración* qui avait pour devise « *Tierra y libertad* » (« Terre et liberté »). Fondateurs du Parti libéral mexicain, de tendance anarchiste, ils y manifestent leur adhésion à l'idéal libertaire et combattent l'autorité, le capitalisme et l'Église. En lien avec les syndicalistes américains de l'*Industrial Workers of the World*, ils planifièrent en janvier 1911 l'invasion du nord de la Basse-Californie, instaurant pendant cinq mois une république socialiste libertaire, indépendante du Mexique et des États-Unis.

Apprentissage

M. Arthur Thomas apporte quelques précisions sur l'« Essor de l'apprentissage » analysé par Maëlle Mariette (juin) :

Les centres de formation privés appartenant à des grands groupes (« éducatifs ») internationaux et/ou à des fonds d'investissement ont des pratiques commerciales douteuses : contenus des cours encore plus faibles que ce qui est demandé par les programmes officiels, cours fictifs, formateurs bouche-trous,

frais de dossier aberrants, manque de suivi en entreprise, etc. Ils ont également des pratiques déplorables vis-à-vis de leur personnel : rotation extrême, contrats sous-payés... Tout cela afin de garantir des marges très élevées, sur des fonds publics.

Adolescence

L'article « « Adolescence », la série fait sa crise » d'Emilie Bickerton (mai) conduit M. Patrick Rion à s'interroger sur la notion d'autorité parentale et sur le rôle de l'État en tant que substitut :

Jack Thorne, l'un des réalisateurs de la série, demande au législateur britannique d'interdire les réseaux sociaux au moins de 16 ans. Dans un système libéral tel que le nôtre qui se dit opposé à l'embrigadement de nos enfants par l'État, cette charge ne revient-elle pas aux parents ? À cela, il pourra évidemment être répondu, non sans raison, que la pression exercée par l'omniprésence des réseaux sociaux rend cette tâche difficile. Il n'en reste pas moins que les parents se sont souvent rendus complices de ce phénomène à plus d'un titre. Et tout spécialement en promouvant activement le recours aux instruments numériques. (...) Par la généralisation de son usage, l'industrie des réseaux exerce désormais une autorité quasi dictatoriale et pourtant diffuse autant qu'anonyme. Cet usage étant devenu une injonction tacite faite à l'adolescent en quête d'identité et réputé seul à même de lui garantir une intégration sociale. En conséquence de quoi il faudrait donc que l'État se substitue désormais à l'autorité parentale pour exercer une autorité à laquelle des

parents, devenus impuissants, renonceraient. Un autoritarisme d'État, donc, dont la critique avait précisément permis les libéralités, libéralités dont on demande aujourd'hui à la puissance publique de combattre les effets.

2005

Le 29 mai 2005, un peuple disait « non » d'André Bellon (mai) a encore suscité quelques réactions, notamment celle de M. Guy Montariol :

Ce n'est pas Jacques Chirac qui a voulu passer par le référendum, mais Nicolas Sarkozy, alors ministre, lequel, s'autorisant tout, avait déclaré : « *Bien sûr que c'est par référendum qu'il faudra procéder* » [le 9 mai 2004, le ministre de l'économie déclara en effet : « Je ne vois pas comment il serait possible de dire aux Français que la Constitution européenne est un acte majeur et d'en tirer la conséquence qu'elle doit être adoptée entre parlementaires, sans que l'on prenne la peine de solliciter directement l'avis des Français]. Ainsi, c'est celui qui avait posé le principe du référendum contre lequel Chirac n'avait su aller qui jugeait utile de s'asseoir sur le vote [en faisant adopter le traité de Lisbonne par le Parlement réuni en congrès en 2008]. (...) Les instances européennes avaient laissé le choix quant au mode de ratification de chaque État. Mais une fois le choix de l'État fait, il devenait intangible, comme on dit en droit. Dès lors que c'était l'Europe qui fixait le cadre de validation et que la validation française était le « non », ni M. Sarkozy, ni M. Hollande, ni aucun autre Français ou Européen n'avait le pouvoir d'aller contre

le vote populaire. Et il serait loisible à tout chef d'État français, voire d'un autre État, de dire que, le peuple français n'ayant pas été appelé à voter à nouveau, aucune disposition légale ne pouvait être prise contre ce choix et que tout ce qui contrevient au « non » français est juridiquement nul sur le plan européen. Ce sont donc les instances européennes et pas seulement M. Sarkozy qui ont violé leurs propres textes.

Retraites

Réagissant à l'article « Mythes et mensonges de la capitalisation » de Simon Arambourou (juin), M. Pablo Mariani estime nécessaire d'élargir la réflexion à l'échelon européen pour bien saisir l'ensemble d'une transformation du système de retraites français :

Un des intérêts de la retraite par capitalisation repose sur le fait qu'on puisse diversifier son portefeuille dans des secteurs économiques et géographiques plus dynamiques et décorrélés de notre société vieillissante. Aucun plan de retraite par capitalisation ne focaliserait ainsi entièrement son capital sur des valeurs purement françaises (hors entreprises multinationales), sauf à prendre beaucoup de risques pour un rendement plutôt faible. (...) Une analyse plus approfondie devrait prendre en compte les dernières projections de la Commission européenne quant aux dépenses futures de retraite. L'une de ses recommandations est de faire baisser la retraite publique perçue en moyenne par chaque Français au cours des prochaines décennies, alors que la part des plus de 65 ans continuera d'augmenter ! En l'absence d'une vraie « Europe

sociale », les pressions pour une retraite par capitalisation par les défenseurs d'une Union européenne néolibérale deviennent plus claires. L'harmonisation des différents systèmes de retraite de l'UE, en concurrence à cause de la libre circulation des biens et des travailleurs, trouvera alors son salut dans la libre circulation des capitaux. (...) L'avenir de notre système de retraite se jouera surtout lors des réunions des commissaires européens.

Influenceurs

À la lecture de « Tous influenceurs ! » de Benoît Bréville (juin), M. Éric Varin s'interroge sur une autre tendance :

Si les influenceurs se multiplient à un rythme inimaginable il y a quelques années, cela s'explique aussi (et surtout ?) par l'augmentation significative des « influençables ». « Crétin digital », « poisson rouge », peu importe le qualificatif : sommes-nous devenus incapables de juger, mesurer, évaluer ? Sommes-nous aujourd'hui condamnés à suivre les tendances y compris pour adapter nos valeurs et nos convictions ? Je devine une réponse immédiate, tendant à m'imputer une approche élitiste de la problématique. Il n'en est rien, comme je m'inclus dans ce groupe hétérogène qui semble condamné à attendre ses directives pour agir...

RECTIFICATIFS

La thèse consacrée aux influenceurs que citait l'encadré « Marché de dupes » (juin) a pour auteur Joseph Godefroy (et non Jérôme Godefroy).

La carte « Fleuves et frontières disputées » (juin) figurait à tort une rivière qui prendrait sa source au sud-ouest de New Delhi et se jette dans l'Indus. Il s'agit en fait de cours d'eau intermittents formant aujourd'hui un sous-bassin endoréique.

**Vous souhaitez réagir
à l'un de nos articles :**

**Courrier des lecteurs,
1, av. Stephen-Pichon 75013 Paris
ou courrier@monde-diplomatique.fr**

Bernard Cassen

Il fut pendant trente-quatre ans membre de la rédaction du « Monde diplomatique » et durant onze ans (de février 1996 à décembre 2007) directeur général du Monde diplomatique SA. Bernard Cassen est mort à Paris le jeudi 12 juin 2025 à l'âge de 87 ans.

Il était la fougue, la fermeté et l'engagement. Il faudrait tout un livre pour raconter les passionnantes facettes politique, universitaire et médiatique de cette personnalité hors norme. J'ai connu Bernard Cassen au début des années 1970 dans l'entourage de Claude Julien, qui venait d'être nommé à la tête du *Monde diplomatique* et s'apprêtait à entreprendre une véritable refondation. Bernard l'avait rencontré en 1967. Chef du service étranger du *Monde* à l'époque, Claude Julien avait également créé cette année-là, au sein du quotidien, le supplément *Le Monde des livres*. Dans le but de suivre « la littérature à l'étranger », il avait fait appel à des critiques locaux mais surtout à des chercheurs français spécialisés dans les belles-lettres des différents pays, dont Bernard Cassen pour le Royaume-Uni et l'Irlande. Il faut relire ses remarquables chroniques sur James Joyce, Sean O'Casey ou Flann O'Brien pour mesurer l'étendue de sa culture littéraire, son extrême finesse d'analyse et sa très grande sensibilité poétique.

Bernard était un adepte de l'engagement multi-fronts : cofondateur de l'université de Vincennes, directeur entre 1981 et 1985 de la Mission interministérielle de l'information scientifique et technique (Midist), secrétaire général de la Maison de l'Amérique latine, créateur de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac), du Forum social mondial, combattant du « non » au référendum sur le traité constitutionnel européen (TCE) de mai 2005... L'exhaustivité n'est pas permise ici(1).

Ensemble, nous avons mené à bien plusieurs projets au sein et autour du *Monde diplomatique*. En 1990, quand j'en fus élu directeur, j'ai décidé de suivre l'idée de Claude Julien et d'obtenir la filialisation de notre mensuel. Celui-ci n'était à l'époque qu'une sorte de supplément du *Monde*. L'opération se réalisa en 1996 grâce au don de Gunter Holzmann, ancien militant antinazi qui admirait notre journal, et à la générosité des lecteurs, qui répondirent nombreux à notre appel. Bernard déploya alors sa formidable créativité en matière de montage administratif pour bâtir une structure juridique blindée qui garantisse, dans la longue durée, les intérêts de l'équipe et des lecteurs du « *Diplo* » (au sein, respectivement, de l'association Gunter Holzmann et des Amis du *Monde diplomatique*).

Né en 1937 au sein d'une famille modeste, Bernard Cassen demeura toujours fidèle à ses origines populaires. Il ne put échapper au déter-

minisme social que grâce à son intelligence exceptionnelle. Reçu, très jeune, premier à l'agrégation d'anglais, il fit une carrière prodigieuse dans l'enseignement jusqu'à atteindre, titulaire d'un doctorat d'État en civilisation britannique, les plus éminentes fonctions universitaires. Cette éclatante réussite, qui eût comblé n'importe qui, se révéla insuffisante pour Bernard, intellectuel possédé par une donquichottesque volonté de redresser des torts. Notamment ceux causés, par les privilégiés et les nantis, aux plus humbles. Si une idée caractérise les divers engagements de Bernard Cassen, c'est non seulement le combat républicain pour une société d'égalité et de justice sociale, mais également le refus de laisser dépourvu les classes laborieuses de droits conquis de haute lutte.

Sa disparition constitue une immense perte qui emplit d'un profond chagrin tous ses amis, ses camarades et le cœur des membres de l'équipe du *Monde diplomatique*. Que son épouse Dominique et ses filles Marianne, Clémence et Loraine reçoivent ici l'expression de notre amitié et de notre solidarité.

IGNACIO RAMONET.

Journaliste, ancien directeur du *Monde diplomatique* (1990-2008).

(1) Une version plus longue de cet article est disponible sur notre site : www.monde-diplomatique.fr/68522

Vous souhaitez réagir à l'un de nos articles :

**Courrier des lecteurs,
1, av. Stephen-Pichon 75013 Paris
ou courrier@monde-diplomatique.fr**

Édité par la SA Le Monde diplomatique.

Actionnaires : Société éditrice du Monde, Association Gunter Holzmann,

Les Amis du Monde diplomatique

1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris

Tél. : 01-53-94-96-01

Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr

Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directoire :

Benoit BRÉVILLE, président directeur de la publication

Anne-Cécile ROBERT, directrice adjointe

Autres membres :

Vincent CARON, Élodie COURATIER, Pierre RIMBERT

Conseiller editorial auprès du directeur de la publication : Serge HALMI

Conseiller en finance et développement auprès du directoire : Bruno LOMBARD

Secrétaire général : Anne CALAIT-CHAVANEL

Directeur de la rédaction : Benoit BRÉVILLE

Rédacteur en chef : Akram BELKAÏD

Rédacteurs en chef adjoints : Evelyne PIELLER, Grégoire RZEPSKI

Cheffes d'édition :

Angélique MOUNIER-KUHN (*Manière de voir*), Anne-Lise THOMASSON (*Le Monde diplomatique*)

Rédaction : Philippe DESCAMPS, Renaud LAMBERT, Hélène RICHARD,

Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT, Christophe VENTURA

Cartographie : Cécile MARIN

Site Internet : Guillaume BAROU

Conception artistique :

Nina HALMER, Boris SÉMÉNIKO

(avec la collaboration de Delphine LACROIX pour l'iconographie)

Archives et données numériques :

Suzi GAIDOZ, Maria IERARDI

Mise en pages et photographie :

Jérôme GRILLIÈRE, Patrick PUECH-WILHEM

Correction : Pauline CHOPIN, Xavier MONTHEARD

Directeur commercial et administratif : Vincent CARON

Directrice des relations sociales : Élodie COURATIER

Responsable du contrôle de gestion : Zaïa SAHALI

Administration : Sophie DURAND-NGÔ (9674), Sylvia DUNCKEL (9621), Eleonora FALETTI (9601)

Courriel : prenom.nom@monde-diplomatique.fr

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY.

Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN, Ignacio RAMONET, Serge HALMI

Publicité : Elisabeth CIALDELLA : elisabeth.ciadella@mppublicite.fr

Diffusion, mercatique : Maureen DECARPIGNY, Sophie GERBAUD, Sabine GUDE, Kevin JOLIVET, Adeline KRUG DONAT, Christiane MONTILLETT, Martine PRÉVOT

Relations marchands de journaux (numéro vert) : 0805-050-147

Service relations abonnés

• Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé) www.monde-diplomatique.fr

• Depuis l'étranger : (33) 3-21-13-04-32

Conditions générales de vente : www.monde-diplomatique.fr/cgv

Reproduction interdite de tous articles,

sauf accord avec l'administration

© ADAGP, Paris, 2025,

pour les œuvres de ses adhérents

Prix au numéro : 5,90 €

Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée :

France métropolitaine : 65 €

Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo

Merci à nos acheteurs chez les marchands de journaux

LES CHIFFRES SUFFISENT-ILS À MOBILISER ?

Mesurer la gloutonnerie numérique

L'industrie de l'intelligence artificielle dévore toujours plus d'énergie. Pourtant, quantifier son empreinte carbone s'avère difficile : la Silicon Valley ne communique pas les données. Au demeurant, l'accent mis sur le chiffrage d'un danger ne favorise pas toujours l'action collective pour le combattre. Faut-il plaider pour la transparence des activités néfastes ou pour leur interdiction ?

PAR SÉBASTIEN BROCA *

UNE requête ChatGPT consomme 2,9 watt-heures, soit l'équivalent d'un four à micro-ondes allumé pendant douze secondes. Ce serait dix fois plus d'électricité qu'une recherche Google. Ces données ont été abondamment reprises par les médias. Mais on a également pu lire que la consommation de ChatGPT serait seulement six fois(1) ou quatre fois(2) supérieure à celle de Google, voire plus ou moins comparable(3). Quels sont donc les bons chiffres ?

On serait tenté de répondre qu'ils sont aussi vrais – ou aussi faux – les uns que les autres. Une chose pourtant ne fait aucun doute : ChatGPT consomme beaucoup d'énergie. Pour répondre aux requêtes, le service recombine des éléments piochés dans de gigantesques bases de données, moyennant l'usage d'importantes infrastructures de calcul. Cependant, quantifier avec précision l'empreinte énergétique de chaque utilisation relève de la gageure. L'électricité consommée pour satisfaire une requête particulière dépend d'une foule de variables : le modèle d'intelligence artificielle (IA) utilisé, la complexité de la demande, le centre de données vers lequel elle est dirigée. Quant aux émissions de dioxyde de carbone (CO₂) occasionnées, elles fluctuent en fonction de la source d'électricité, qui varie d'un endroit à l'autre, mais aussi d'un moment de la journée à l'autre. Pour corser le

tout, nombre de ces éléments sont impossibles à connaître. OpenAI ne révèle ni le nombre de paramètres de ses modèles les plus récents, ni les centres de données où il traite les demandes de ses utilisateurs, ni les sources d'énergie employées pour alimenter ses infrastructures(4). L'empreinte énergétique d'une requête ChatGPT s'apparente à une énigme conçue de manière à ce que personne ne puisse la résoudre.

Le mystère qui entoure OpenAI n'est pas un phénomène isolé. Tous les principaux acteurs de l'IA se retranchent aujourd'hui derrière l'argument du secret industriel pour livrer le moins d'informations possible sur l'impact énergétique (et, plus largement, environnemental) de leurs technologies. En 2022, Google pouvait encore publier un article soulignant que l'*«apprentissage machine»* avait représenté entre 10 et 15 % de sa consommation énergétique globale entre 2019 et 2021(5). Après l'irruption de ChatGPT en décembre de la même année, les entreprises du secteur ont drastiquement réduit les informations communiquées au public et aux chercheurs indépendants. Le géant des semi-conducteurs Nvidia n'est pas plus discret. Impossible de connaître l'empreinte carbone de ses processeurs graphiques (GPU) et leur taux de renouvellement, alors même qu'ils se comptent par milliers dans les grands centres de données qui accélèrent l'essor de l'IA.

Autant que la Suisse

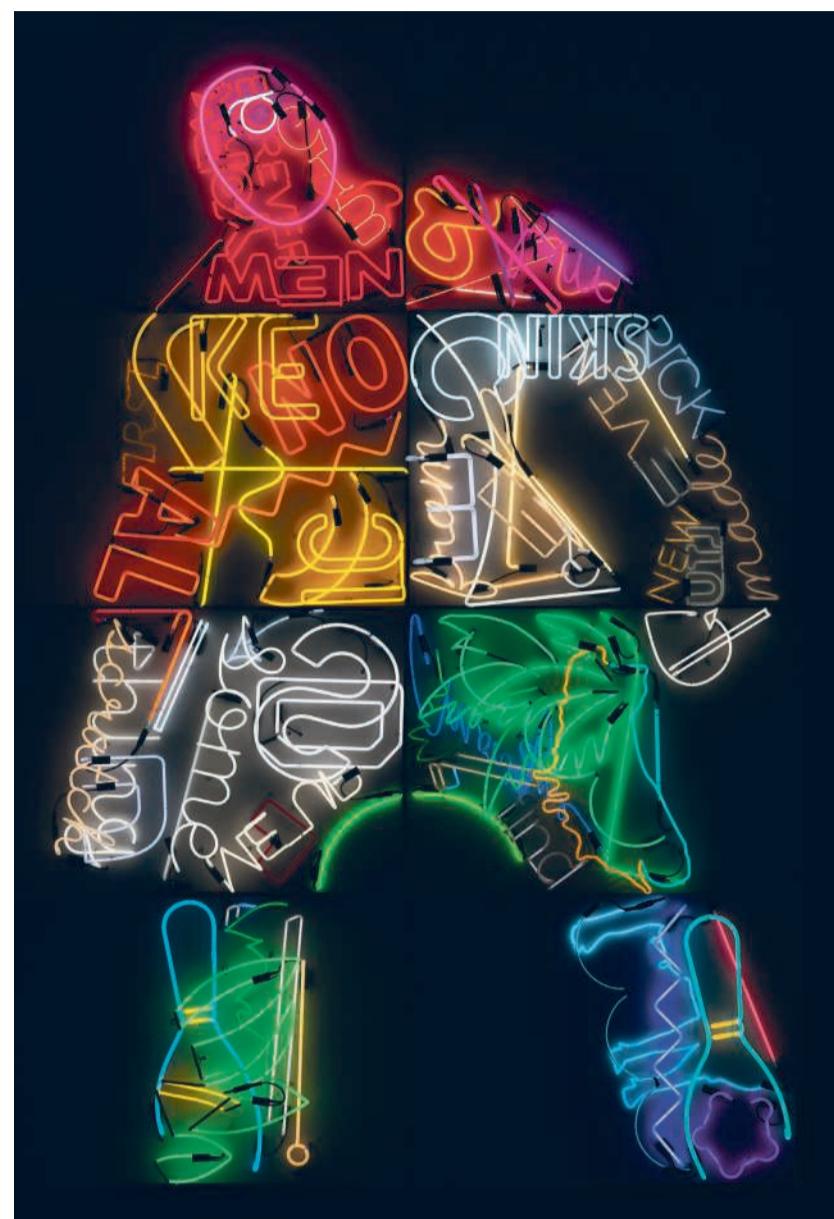
LES géants de la tech ont tout de même été obligés d'admettre qu'ils ne pourraient probablement pas tenir leurs objectifs annoncés en matière climatique. Selon le dernier rapport environnemental de Microsoft, ses émissions de gaz à effet de serre «réelles» – c'est-à-dire occasionnées par l'ensemble de ses activités, sans tenir compte des mécanismes de compensation – ont plus que doublé entre 2020 et 2024(6) ! De fait, l'industrie numérique ne peut aujourd'hui se passer de sources d'énergie fortement carbonées, comme le charbon et le gaz naturel. Aux États-Unis, de nombreux centres de données sont installés en Virginie, en Virginie-Occidentale et en Pennsylvanie, des États où les énergies renouvelables sont peu développées. Les investissements récents des entreprises technologiques dans le nucléaire – depuis la réouverture de la vieille centrale de Three Mile Island jusqu'aux projets hautement spéculatifs autour de la fusion – ne laissent par ailleurs planer aucun doute quant à la croissance à venir de leurs besoins énergétiques.

Au flou entretenu concernant l'empreinte environnementale de leurs technologies, les géants du secteur ajoutent une deuxième stratégie. Des dirigeants comme MM. Sam Altman (OpenAI), Dario Amodei (Anthropic) ou Eric Schmidt (ancien président de Google) prétendent que l'IA résoudra, à terme, les problèmes liés au réchauffement climatique(7). En somme, les émissions de gaz à effet de serre engendrées par les développements actuels seraient une bonne affaire pour la planète ! En réalité, les formes d'intelligence artificielle qui peuvent apporter certains bénéfices en matière environnementale (pour modéliser l'évolution du climat ou optimiser

c certains processus) diffèrent de celles dont l'essor entraîne l'explosion de la consommation énergétique du secteur. Prétendre qu'un outil généraliste d'IA génératrice, comme ChatGPT, aide à lutter contre le réchauffement climatique tient davantage du canular que du propos scientifique.

Afin de dissiper ces écrans de fumée, différents acteurs s'emploient à mesurer l'empreinte énergétique de l'IA. Universitaires, collectifs militants et «outsiders» de l'industrie publient des chiffres, convaincus que «ce qui ne peut pas être mesuré ne peut pas être amélioré» – conformément à l'adage attribué au physicien Lord Kelvin (1824-1907). Pour réduire la consommation énergétique de l'IA, il faudrait commencer par la quantifier. Le jeune chercheur néerlandais Alex de Vries anime ainsi le site Digicnomist, créé en 2014 afin de documenter les effets environnementaux du Bitcoin. On lui doit l'estimation selon laquelle ChatGPT consommerait dix fois plus d'électricité que le moteur de recherche de Google(8), un chiffre repris depuis sa publication en 2023 par l'Agence internationale de l'énergie (AIE)(9). Dans un article plus récent, Vries estime que l'IA nécessite déjà autant d'électricité qu'un pays comme la Suisse et qu'elle représentera bientôt 50 % de la consommation électrique des centres de données au niveau mondial(10). En France, le cercle de réflexion The Shift Project, créé à l'initiative de l'ingénieur Jean-Marc Jancovici, avance des chiffres comparables. Les *data centers* pourraient d'ici à quelques années être responsables de 2 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, dont près de 1 % pour l'IA uniquement(11).

Sur ces questions, la chercheuse canadienne Sasha Lucioni excelle. Chargée de la question du climat au sein de l'entreprise franco-américaine Hugging Face (qui promeut l'IA *open source* contre



IVÁN NAVARRO. — «The Cyclops», 2025. Cette œuvre fait partie d'une exposition à la galerie Templeton Paris - Grenier-Saint-Lazare jusqu'au 19 juillet 2025

les modèles fermés des grands acteurs du secteur), elle a montré dès 2023 que l'empreinte carbone de l'IA était deux fois plus importante qu'estimé, si l'on prenait en compte toutes les étapes de la construction du modèle, depuis la fabrication des équipements jusqu'aux usages finaux(12). Classée en 2024 par le magazine *Time* parmi les «cent personnalités les plus influentes en matière d'IA», elle utilise aujourd'hui sa notoriété pour dénoncer le manque de transparence des grandes entreprises technologiques et défendre le développement de modèles d'IA plus frugaux.

Si le travail de mesure effectué par Digicnomist, The Shift Project, Hugging Face et d'autres offre un contre-poids aux discours trompeurs de l'industrie, il incite également à conduire une réflexion critique sur ce que produit cette avalanche de chiffres parfois contradictoires et scientifiquement fragiles. Du point de vue méthodologique, quantifier la consommation énergétique et l'empreinte carbone de l'IA se révèle d'autant plus ardu que le périmètre même de ce qu'on doit mesurer suscite le débat : où commence et où s'arrête l'IA ? Faut-il prendre en compte les répercussions de la fabrication des puces GPU ? Celles de la construction des bâtiments qui abritent les centres de données ? Celles des activités nocives pour le climat, comme l'exploration pétrolière, dont l'IA renforce l'efficacité ? En outre, l'opacité de l'industrie contraint les chercheurs à des approximations et à des suppositions que les lobbyistes du secteur montent ensuite en épingle pour dénoncer le manque de fiabilité des résultats présentés. Enfin, la focalisation sur l'empreinte carbone relègue souvent au second plan d'autres enjeux environnementaux cruciaux liés à l'IA : la consommation d'eau, l'emprise foncière, l'extractivisme, les déchets produits.

Mais l'effort de quantification pose une question plus fondamentale encore, qu'affrontent depuis des décennies les militants altermondialistes, écologistes, féministes, antiracistes : celle de l'efficacité politique des chiffres pour faire prendre conscience au public de la gravité d'un problème. Les partisans de cette forme de mobilisation adhèrent de manière plus ou moins consciente au présupposé selon lequel l'information produirait des transformations sociales

positives. Comme un lointain écho à l'esprit des Lumières, ils se montrent convaincus que le savoir, exprimé dans les chiffres, objective la menace et transforme les pratiques. Une fois inscrits sur la consommation électrique de l'IA, les utilisateurs renonceraient à des usages inutilement énergivores, les entreprises privilieraient des solutions informatiques plus sobres et adaptées à leurs besoins, les régulateurs agiraient de manière plus éclairée.

Lucioni fonde son engagement sur cette conviction : si le public savait combien d'énergie consomme chaque requête, estime-t-elle, il se montrerait «plus réticent à utiliser l'IA pour des tâches super-

Contraindre l'industrie

CAR l'enjeu est avant tout réglementaire. En matière environnementale, le droit européen exige des acteurs économiques qu'ils publient des données à propos des conséquences de leurs activités. La directive européenne relative à l'efficacité énergétique (DEE) impose par exemple aux grands centres de données de se doter de systèmes d'évaluation et de suivi, afin de renseigner leur consommation énergétique au sein d'une base de données commune. Cette évolution, qui semble marquer un pas dans la bonne direction, illustre une transformation de la fonction du droit. Celui-ci n'a plus vocation à contraindre les acteurs éco-

nomiques (en imposant par exemple des plafonds à leur consommation énergétique) mais à améliorer l'information du marché(14) : plutôt que d'interdire des pratiques néfastes, l'Union européenne exige qu'elles soient transparentes !

flues comme la recherche de la capitale d'un pays»(13). Dans cette perspective, l'idée a germé de créer un «écoscore» de l'IA, suivant le modèle de l'étiquette-énergie attribuée aux produits électroménagers, du Nutri-Score figurant sur l'emballage des produits alimentaires ou des données sur la consommation de carburant des véhicules. Cela permettrait, croit-on, d'orienter les consommateurs vers des usages plus soutenables.

Mais l'histoire contemporaine de la mobilisation par les chiffres est jalonnée d'échecs. Un consensus scientifique solidement établi et chiffré, celui formé autour du réchauffement climatique et de ses conséquences, n'a pas empêché l'affaiblissement ces trois dernières années de la préoccupation environnementale. Un Nutri-Score alarmiste n'a pas dissuadé les Français d'augmenter leur consommation de chips de 42 % en dix ans. Quant au fait de savoir qu'un SUV consomme en moyenne 15 % de carburant de plus qu'une voiture standard, cela ne semble pas en avoir détourné les ménages de ce type de véhicule. Quinze ans plus tôt, la profusion de statistiques documentant l'accaparement du monde par les 0,1 % de personnes les plus riches n'avait allumé que des feux de paille. Plus récemment, les chiffres concernant les violences sexistes et sexuelles et les aléas de leur prise en charge judiciaire ont paru moins efficaces que la multiplication de récits d'expériences concrètes à l'origine du mouvement #MeToo.

Chez les partisans de la quantification de l'empreinte environnementale de l'IA, l'espoir de verdir les pratiques grâce aux données chiffrées s'accompagne souvent de la croyance dans les vertus de l'autorégulation marchande, pour peu que toutes les parties prenantes disposent de l'information adéquate. Or, en matière de réchauffement climatique ou de réduction des pollutions chimiques, la régulation par l'information du marché a échoué. On ne voit pas pourquoi il en irait différemment s'agissant de l'IA, un domaine où l'évolution des usages dépend moins des demandes éclairées des utilisateurs que des acteurs de la tech, qui poussent à l'intégration de leurs solutions dans l'ensemble des secteurs économiques et des tâches de la vie quotidienne. L'idée consistant à mettre sur le marché des produits ou des services toxiques ou dangereux puis à inciter les clients à ne les utiliser qu'avec modération suppose un partage des rôles dont l'inefficacité n'est aujourd'hui plus à démontrer : aux entreprises et aux investisseurs, la liberté ; aux clients, la responsabilité.

(1) Sasha Lucioni, «We still don't know how much energy AI consumes», *The Financial Times*, Londres, 20 mai 2023.
 (2) Kaye Crawford, «Generative AI's environmental costs are soaring – and mostly secret», *Nature*, n° 626, Londres, 20 février 2024.
 (3) Josh You, «How much energy does ChatGPT use?», 7 février 2025, <https://epoch.ai>

(4) Casey Crownhart et James O'Donnell, «We did the math on AI's energy footprint. Here's the story you haven't heard», *MIT Technology Review*, Cambridge (États-Unis), 20 mai 2025.
 (5) David Patterson *et al.*, «The carbon footprint of machine learning training will plateau, then shrink», *Computer*, vol. 55, n° 7, Long Beach (États-Unis), juillet 2022.

(6) Microsoft, «2025 Environmental sustainability report : Accelerating progress to 2030», 2025, www.microsoft.com.
 (7) Troy Wolverton, «AI boosters' climate claims warrant skepticism, critics argue», *San Francisco Examiner*, 26 mai 2025.

(8) Alex de Vries, «The growing energy footprint of artificial intelligence», *Joule*, vol. 7, n° 10, Cambridge (États-Unis), 18 octobre 2023.
 (9) «Electricity 2024 : Analysis and forecast to 2026», janvier 2024, www.iea.org.

(10) Alex de Vries-Gao, «Artificial intelligence : Supply chain constraints and energy implications», *Joule*, vol. 9, n° 5, Cambridge (États-Unis), 21 mai 2025.

(11) «Intelligence artificielle, données, calcul. Quelles infrastructures dans un monde décarboné?», rapport intermédiaire, 6 mars 2025, <https://theshiftproject.org>.

(12) Anne-Laure Ligozat, Sasha Lucioni et Sylvain Viguier, «Estimating the carbon footprint of Bloom, a 176B parameter language model», *Journal of Machine Learning Research*, vol. 24, Cambridge (États-Unis), 2023.
 (13) Sasha Lucioni, «We still don't know how much energy AI consumes», *op. cit.*
 (14) Aude-Solveig Epstein, «La régulation environnementale du numérique : critique juridique de la transition jumelle (twin transition)», séminaire du GDR Internet, IA et Société, CNRS, 13 mai 2025.

* Maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'université Paris-VIII. Auteur de *Pris dans la toile. De l'utopie d'Internet au capitalisme numérique*, Seuil, Paris, 2025.

LE CENTENAIRE DE LA PLUS GRANDE ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE DU MONDE

Au cœur de la machine suprémaciste hindoue

L'extrême droite gagne du terrain un peu partout sur la planète. Dans certains cas, elle semble surgir de façon inattendue à l'issue d'un scrutin. Il arrive aussi qu'elle récolte les fruits d'un long travail de labour. C'est par exemple le cas en Inde où l'organisation phare du suprémacisme hindou, qui a contribué à porter M. Narendra Modi au pouvoir, étend sa toile dans toute la société.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL GUILLAUME DELACROIX *

S

HANKAR Nagar, un quartier résidentiel de Nagpur, ville d'un peu plus de trois millions d'âmes dans l'État du Maharashtra, au centre de l'Inde. Chaque matin vers 6 heures, avant que les premiers rayons du soleil ne fassent grimper le mercure, une vingtaine de personnes se retrouvent sur la pelouse du parc Shivaji. Adolescents, pères, grands-pères, toutes les générations sont représentées. Mais uniquement les hommes. La circulation automobile est encore calme, et le petit groupe, réuni pour le lever du drapeau safran, peut entendre les oiseaux chanter dans les frondaisons. La bannière porte la couleur orange fétiche des nationalistes hindous. Elle appartient au Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), le Corps des volontaires nationaux, organisation nationaliste hindoue tentaculaire qui tisse sa toile dans le sous-continent depuis septembre 1925. Un siècle d'existence au service d'une cause : la promotion de la suprématie hindoue, dans un pays où cette confession rassemble 80 % de la population.

«*Sangh daksh!*» («Garde à vous!»), ordonne un instructeur. Disposés en rang au pied du drapeau, les participants posent la main droite sur le cœur, paume vers le sol, et inclinent la tête jusqu'à entendre «*Aaram!*» («Repos!»). La séance peut alors démarrer. Elle dure une heure : quelques minutes d'échauffements, course à pied, assouplissements, respirations, arts martiaux, quelques postures de yoga, dix minutes d'enseignement doctrinal... et, enfin, une prière. Le drapeau redescend, et chacun part vaquer à ses occupations quotidiennes.

Le RSS «irrigue la santé, le sport, l'éducation»

Le groupe de Shankar Nagar est une antenne locale du RSS, une *shakha*. Il en existe dans tous les quartiers de Nagpur, comme dans toutes les campagnes et villes du pays. Impossible de les dénombrer : l'organisation a le culte du secret. Elle n'a déposé aucun statut ; ses membres ne paient pas de frais d'adhésion et ne possèdent pas de carte officialisant leur appartenance. En tout, elle compterait entre 8 et 10 millions d'adeptes, ce qui en ferait, s'il était possible de le vérifier, la plus grande organisation non gouvernementale (ONG) de la planète. Une assertion plausible dans ce pays devenu en 2023 le plus peuplé du monde, avec plus de 1,4 milliard d'habitants, et où les pèlerinages hindous attirent des foules qui se comptent parfois en centaines de millions de personnes.

Éparpillées sur tous les territoires, les *shakhas* développent leurs multiples branches. À l'image de celles du banian, l'arbre caractéristique du sous-continent, elles projettent ensuite en tous sens des racines aériennes appelées, lorsqu'elles rejoignent le sol, à donner naissance à de nouveaux arbres. Cette proximité leur permet d'enlever des équipes de cinq ou six bénévoles pratiquer le porte-à-porte, dans le but d'enrôler de nouvelles recrues. Elle leur offre aussi le moyen de voler au secours de la population quand se produit une catastrophe. «Les membres du RSS sont formés à aider leur prochain», souligne le politiste Balveer Arora, ancien recteur de l'université Jawaharlal-Nehru (JNU) à New Delhi. Ils se pensent investis d'une mission de service à la communauté et sont les premiers à arriver en cas d'accident de train, de tremblement de terre ou d'inondation... Ce faisant,

ils pallient les défaillances d'un État rarement à la hauteur de ses devoirs.»

Depuis des décennies, l'organisation fait montre d'une extraordinaire plasticité face aux régimes et gouvernements qui se succèdent en Inde, y compris le Raj britannique, avec lequel elle a collaboré. «C'est comme si elle avait fait *sien* le best-seller de l'Américain Dale Carnegie écrit dans les années 1930, *How to Win Friends and Influence People* [«Comment se faire des amis et influencer les gens»], vendu à trente millions d'exemplaires dans le monde», observe Arora. Les *shakhas*

sommes tous là pour apprendre la sociabilité telle que la conçoit la «*Bhagavad-Gita*». Ce chef d'entreprise de 67 ans œuvrant dans le commerce de lentilles et de fruits secs fait référence au «Chant du bienheureux», au cœur du *Mahabharata*, ce poème épique fondateur de l'hindouisme qui aurait été rédigé entre le V^e et le II^e siècle avant Jésus-Christ. Il porte sur le front le *tilak*, une marque rouge verticale, signe de dévotion religieuse de certains hindous. Au sein du RSS, il n'est qu'un simple *swayamsevak*, un bénévole. Ses parents étaient membres de l'organisation, ses deux enfants le sont désormais. «Je serais sûrement un autre homme si je n'avais pas fréquenté le RSS.»

Entre la fin de juin et le début de juillet, les membres du RSS sont invités à honorer les gourous de l'hindouisme, en versant une obole à leur *shakha*. «On place de l'argent liquide dans une enveloppe que l'on vient déposer au pied du drapeau safran. Chacun donne en fonction de ses moyens, ça peut aller de 100 roupies [environ 1 euro] à 1 lakh [100 000 roupies, soit un peu plus de 1 000 euros]», rapporte M. Mantri. Seule ressource officielle de l'organisation, les dons sont destinés à financer l'activité des *pracharakas*, les prêcheurs, six mille membres permanents qui, après avoir fait voeu de célibat, travaillent à temps plein pour elle. Issu des rangs du RSS où il est entré dès l'âge de 8 ans, l'actuel chef du gouvernement indien, M. Narendra Modi, a lui-même occupé cette fonction de 1971 à 1987, après avoir été un *swayamsevak* ordinaire pendant treize ans.

Le RSS se trouve à la tête du plus grand réseau d'établissements scolaires du sous-continent. Dans un pays où la moitié de la population a moins de 25 ans, la pédagogie est la clé de voûte de l'endoctrinement nationaliste. Selon le conseiller du ministère de l'information indien K. A. Badarinath, chargé de coronaquer les journalistes étrangers de passage en Inde, la branche éducation du RSS, la Vidya Bharati («Savoir indien»), gère quelque trente mille établissements. Leur nombre aurait plus que doublé ces dix dernières années, ce qui aurait permis de détourner environ sept millions d'enfants de l'école publique. «Le RSS est très puissant dans l'enseignement primaire et secondaire, à travers ses écoles mais également au sein de l'éducation nationale», détaille Arora. Ses membres occupent de plus en plus de postes d'enseignant ou de proviseur et influent sur l'élaboration des programmes pédagogiques.»

Du «problème juif» au «problème musulman»

Résultat, les petits Indiens croient descendre des Aryens, n'entendent plus parler de la période moghole de l'Inde, se voient expliquer que leur pays a inventé l'aviation, la chirurgie esthétique et Internet il y a de cela cinq mille ans, ignorent l'existence du premier dirigeant de l'Inde indépendante, Jawaharlal Nehru, maudit parce que socialiste et «laïque», dont le nom est systématiquement gommé des cours d'histoire... Même phénomène dans l'enseignement supérieur : c'est un membre du RSS qui dirige désormais l'organe de contrôle des universités d'État, la University Grants Commission (UGC). «Depuis que le BJP est au pouvoir, l'université Jawaharlal-Nehru, bastion historique de la pensée libérale, a été complètement reprise en main», conclut Arora.

L'infiltration des rouages de l'État a pris une ampleur nouvelle en juillet 2024. À peine reconduit pour un troisième quinquennat à la tête de l'Inde – à l'issue d'élections qui lui ont fait perdre la majorité absolue à la Lok Sabha, la Chambre des députés –, le BJP a ouvert en grand les portes de l'administration aux membres du RSS. Pourtant, la personnalisation du pouvoir et le narcissisme qui caractérisent M. Modi ne sont pas du goût de l'organisation et de ses traditions. En pleine campagne, l'administrateur en chef du RSS depuis 2009, M. Mohan Bhagwat, a même ouvertement critiqué l'«arrogance» du BJP (1). L'organisation n'a pas mobilisé ses militants aussi massivement que lors des précédents scrutins.

Sans doute fragilisé par ses mauvais résultats, M. Modi ne barguigne pas : quelques semaines après sa réélection, il supprime par décret l'interdiction faite aux fonctionnaires de participer aux activités du RSS. Depuis l'époque coloniale, tout candidat à un poste dans la fonction publique faisait l'objet d'une vérification préalable, notamment pour devenir policier ou juge. Les membres du RSS étaient automatiquement écartés en raison des trois interdictions dont l'organisation a fait l'objet au cours de son histoire : en 1948, après l'assassinat du Mahatma Gandhi perpétré par l'un de ses sympathisants; en 1975, lors de l'état d'urgence décrété par la première ministre Indira Gandhi; et en 1992, après la destruction d'une mosquée par des hindous enragés à Ayodhya.

Hier comme aujourd'hui, les dirigeants du RSS se réfèrent tous à l'idéologue d'extrême droite Vinayak Damodar Savarkar (1883-1966), connu pour avoir théorisé le suprémacisme hindou. Dans un pamphlet publié en 1923, *Essentials of Hindutva* («Les bases de l'Hindutva»), il popularisait l'idée d'*hindouïté* selon laquelle la nation indienne ne ferait qu'un avec l'hindouisme, conçu non comme une religion ordinaire, mais comme un «art de vivre» civilisationnel. «Cette vision est en complète contradiction avec la Constitution de l'Inde et l'organisation fédérale qui en découle, avec une logique territoriale reposant sur des critères linguistiques et donc, implicitement, ethniques», souligne le chercheur Eswaran Sridharan, directeur académique de l'Institut de l'université de Pennsylvanie pour l'étude avancée de l'Inde (Upasi), à New



JOHANN ROUSSELOT. — De la série «Ville sainte d'Ayodhya – le temple de la discorde» : les frères Kothari, tués alors qu'ils participaient à la destruction de la mosquée en 1992, érigés au rang de martyrs, 2020

constituent en tout état de cause un formidable outil de prosélytisme au plus près du terrain, ce qui leur vaut d'être parfois comparées aux cellules du Parti communiste chinois ou à celles du Parti du Congrès de la dynastie Nehru-Gandhi au temps de leur expansion. À ceci près que ces formations politiques s'imposaient en tant que telles, pour ensuite entraîner des troupes derrière elles. Dans le cas des nationalistes hindous, c'est le contraire, pointe Arora : «Le RSS était initialement un mouvement socio-culturel. Il ne s'est doté d'une aile politique qu'en 1951, avec la création du Bharatiya Jana Sangh (BJS), le Mouvement du peuple indien, lequel cédera la place en 1980 au Bharatiya Janata Party (BJP), le Parti du peuple indien, qui portera Narendra Modi au pouvoir en 2014.»

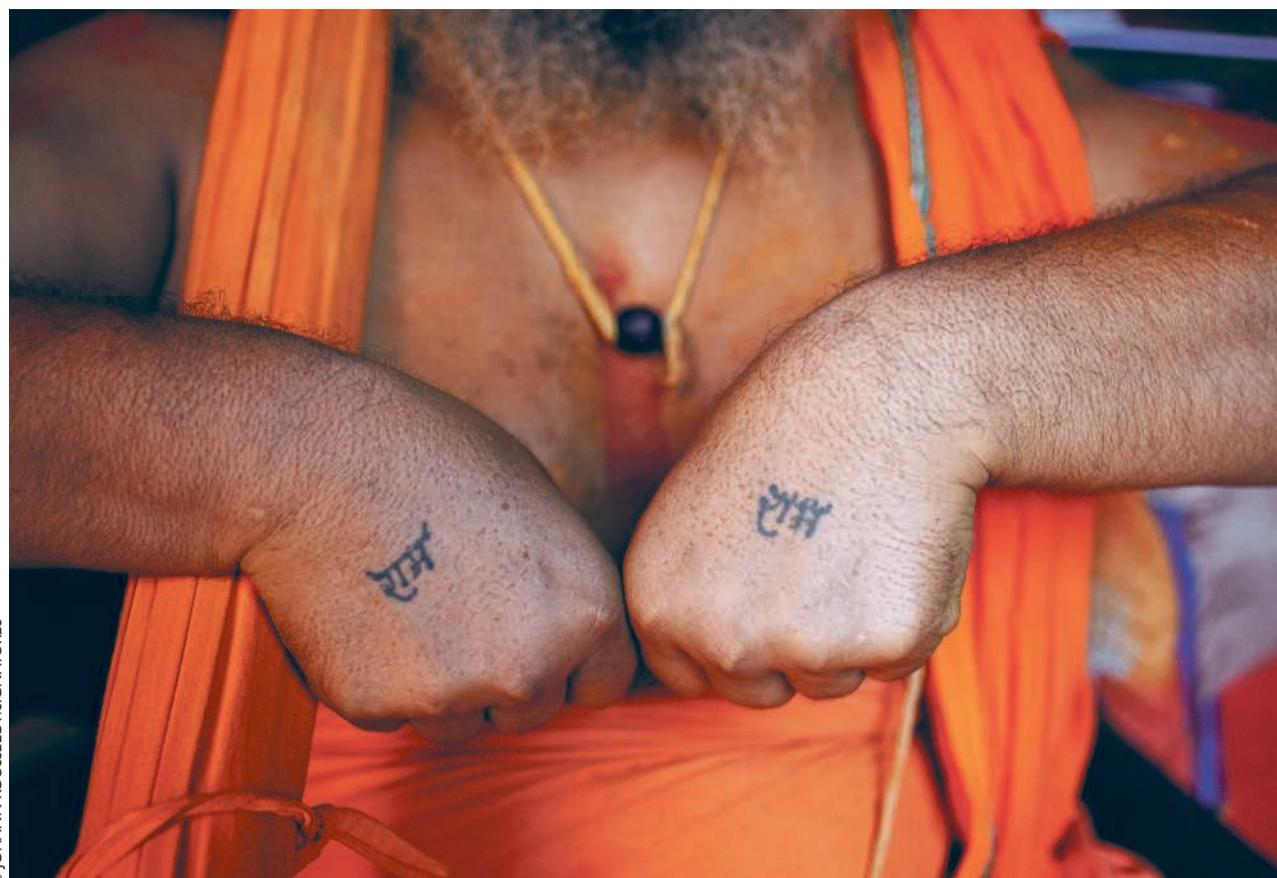
Pour pénétrer la société indienne dans toutes ses dimensions – religieuse, éducative, sociale, culturelle, humanitaire, politique –, la nébuleuse nationaliste s'est au fil du temps dotée d'une quarantaine de structures qui forment le Sangh Parivar, la «famille» (*parivar*) des organisations gravitant autour du RSS : associations de bienfaisance et de secours populaire, syndicats étudiants, agricoles et ouvriers, congrégations religieuses, clubs de promotion de la culture et de la littérature, maisons d'édition, organes de presse... Au sein des *shakhas*, cette réalité est palpable. «Le RSS fonctionne comme une franchise socioculturelle, nous explique M. Ramesh Mantri. Il irrigue tous les domaines d'activité, l'éducation, la santé, l'industrie, la finance, le sport... Un jeune ouvrier peut se retrouver à côté du directeur d'une entreprise. Nous sommes tous égaux. Et nous

Les *pracharakas* doivent adopter un train de vie rigoureux, sans ostentation. Ils prennent souvent leurs repas dans des familles d'accueil et passent le plus clair de leur temps à silloner le pays pour assurer le bon fonctionnement de l'organisation. Les offrandes permettent de couvrir leurs frais de déplacement. Dans les rues de Nagpur, ville où a été fondé le RSS et où siègent ses dirigeants, cette présentation des choses fait sourire : ici, les allées et venues de jets et d'hélicoptères privés sur le tarmac de l'aéroport alimentent régulièrement la rumeur de transport de valises en provenance des grandes fortunes du pays, qui rallongeraient généralement les recettes du mouvement.

La ville, célèbre en Inde pour la production d'oranges, présente l'avantage d'être située au centre géographique du pays, presque à équidistance des quatre plus grandes métropoles que sont New Delhi, Mumbai, Chennai et Calcutta. C'est là que la banque centrale stocke ses réserves d'or et que les principaux axes routiers et ferroviaires du sous-continent se croisent. Mais Nagpur est aussi la ville natale du fondateur du RSS, le médecin brahmane Keshav Baliram Hedgewar (1889-1940), qui la dota d'un camp d'entraînement de la jeunesse, sur le modèle mussolinien. À l'origine conçu comme une milice identitaire hindoue, le RSS enseigne le maniement du *lathi*, le bâton de bambou qui équipe aujourd'hui la police indienne, aux jeunes garçons. Ceux-ci portent l'uniforme : chemise blanche et calot noir, le bermuda kaki bouffant traditionnel ayant été remisé en 2016 et remplacé par un pantalon marron foncé.

* Journaliste. Auteur, avec Sophie Landrin, de *Dans la tête de Narendra Modi*, Actes Sud, Arles, 2024.

(1) Deepiman Tiwary, «Mohan Bhagwat : "True sevak is never arrogant... in polls, decorum was not kept"», *The Indian Express*, New Delhi, 11 juin 2024.



© JOHANN ROUSSELOT/SIGNATURES

JOHANN ROUSSELOT. – De la série « Ville sainte d'Ayodhya – le temple de la discorde » : sur les mains d'un suprémaciste hindou est tatoué le nom du dieu Ram, 2020

Delhi. Savarkar présidait l'Hindu Mahasabha, la Grande Assemblée hindoue, un parti nationaliste fondé en 1915 pour contrer les deux formations dominantes de l'époque, la Ligue musulmane et le Parti du Congrès, qui allaient de concert mener l'Inde à l'indépendance.

En visite à Marseille, le 12 février 2025, pour découvrir le chantier du réacteur expérimental de fusion nucléaire ITER de Saint-Paul-lès-Durance, dont l'Inde envisage de s'équiper, M. Modi a salué publiquement la « bravoure » de l'inspirateur du RSS, au motif qu'en 1909 Savarkar serait arrivé à la nage dans le port de la cité phocéenne en fuyant le navire qui le renvoyait en Inde après son arrestation à Londres(2). Une anecdote qualifiée de « pure invention » par M. Arun Shourie, ministre dans le premier gouvernement BJP de l'Inde au tournant des années 1990 et 2000, dans un livre qui dénonce les mythes construits autour du fondateur de l'Hindu Mahasabha(3).

En novembre 2022 déjà, le gouvernement de M. Modi avait profité des préparatifs du G20 qui allait être présidé l'année suivante par l'Inde pour emmener des diplomates étrangers dans les îles indiennes Andaman visiter l'ancienne prison coloniale où Savarkar avait été incarcéré de 1911 à 1921. Aucun diplomate n'avait alors jugé bon de rappeler ses prises de position concernant le présumé « problème musulman » que les hindous devaient, selon lui, « résoudre » en s'inspirant des pratiques nazies face au « problème juif ».

Dangereuse politisation des basses castes

Madhav Sadashivrao Golwalkar (1906-1973), promoteur de l'avènement de l'Hindu Rashtra, la « nation hindoue », a, lui, théorisé le projet qui vise à transformer un État laïque en État ethnonationaliste. Successeur de Hedgewar à la présidence du RSS, cet homme aux cheveux longs et à la barbe broussailleuse a occupé la fonction durant plus de trente ans. Considéré comme un demi-dieu, il s'est distingué par ses louanges envers Adolf Hitler. Il a par ailleurs contribué au succès du RSS en rédigeant deux ouvrages-cultes que tout membre de l'organisation doit lire : *We or Our Nationhood Defined* (« Nous autres ou la définition de notre nation », 1939) et *Bunch of Thoughts* (« Collection de pensées », 1966). Deux ouvrages qui ciblent ses trois bêtes noires : les musulmans, les chrétiens et les communistes. « Les non-hindous doivent soit adopter la religion hindoue, soit être autorisés à séjourner dans le pays mais en restant complètement subordonnés à la nation hindoue, sans revendiquer quoi que ce soit, sans mériter aucun privilège et, encore moins, un traitement de faveur, même pas les droits accordés aux citoyens », avançait-il dans *We or Our Nationhood Defined*.

À Nagpur, dans l'enceinte d'immeubles sans allure qui abritent la direction du RSS, près du gigantesque terrain de sport poussiéreux de Reshimbagh, le visiteur se voit servir un autre discours. En déambulant jusqu'à la statue géante du docteur Hedgewar, il entend que l'organisation est « inclusive » et qu'elle accueille « à bras ouverts » toutes les bonnes volontés, « y compris les musulmans et les chrétiens ». Alors qu'aucune femme n'est visible ailleurs, on lui vante l'existence d'une branche féminine « parallèle », dont le siège se trouve à un kilomètre à vol d'oiseau, dans le quartier de Dhantoli. Le Rashtra Sevika Samiti (Comité national des femmes volontaires), fondé en 1936, est toutefois infiniment plus modeste que son grand frère. Il ne disposeraient que d'environ quatre

mille shakhas destinées à défendre les valeurs traditionnelles de la famille, à travers l'enseignement des textes védiques et des arts martiaux(4).

« Les militants du RSS excellent dans l'usage du double langage, nous explique le journaliste Nilanjana Mukhopadhyay, auteur de *The RSS : Icons of the Indian Right* (« Le RSS. Icône de la droite indienne », 2019). Ils jurent n'avoir rien contre les musulmans, alors que le ministre de l'Intérieur Amit Shah, qui a été formé par le RSS comme M. Modi, traite les mêmes musulmans de « termites » dont l'Inde doit se débarrasser. Ils répètent que le gouvernement actuel distribue des aides aux plus démunis sans aucune discrimination, mais ne parlent jamais des droits humains qui sont sans cesse piétinés par le régime, en contradiction totale avec l'article 14 de la Constitution qui garantit à tous les citoyens l'égalité devant la loi. » M. Bhagwat peut déclarer publiquement que la communauté LGBTQ+ « a le droit de vivre comme les autres », alors que les caciques de son organisation qualifient régulièrement l'homosexualité de « maladie »(5).

Pour les idéologues du RSS, les choses sont simples, comme l'explique Jyotirmaya Sharma, professeur de sciences politiques à l'université de Hyderabad, dans un ouvrage de référence(6) : les hindous forment une race d'origine aryenne et habitent une terre qui n'appartient qu'à ceux qui considèrent l'Inde comme leur patrie (*pitribhumi*) et leur terre sainte (*punyahbumi*), ce qui est le cas des hindous, des jaïns, des sikhs et des bouddhistes, mais pas des musulmans, des chrétiens, des zoroastriens ou des juifs. En conséquence, ces quatre dernières confessions sont étrangères à l'Inde. « Vinayak Damodar Savarkar a été le premier à redonner aux hindous confiance en eux-mêmes, à rappeler que l'hindouisme n'était pas un paganism, contrairement à ce qu'affirmaient les Occidentaux. Cela a pris du temps. Même après l'indépendance obtenue en 1947, les hindous avaient encore honte de leur religion. Le RSS a permis de dépasser ce sentiment, et M. Modi, arrivé au pouvoir en 2014, a parachevé ce travail de restauration de notre fierté », nous explique M. Vilas Kale, négociant en joaillerie à Nagpur.

Âgé de 74 ans, ce notable réside dans une villa cossue posée au milieu d'un jardin tropical taillé au cordeau. Lui aussi assiste chaque matin au lever du drapeau de sa shakha. Il a poussé la porte du RSS dès l'enfance, sur incitation de son

père et de ses oncles. « Le plus intéressant de ce que j'y ai appris est culturel. Le principal enjeu de l'organisation est de préserver l'héritage de notre civilisation, les valeurs sur lesquelles notre société a été fondée. Il ne s'agit pas de dire que les divinités hindoues sont supérieures aux autres, mais de se demander pourquoi l'Inde a été soumise pendant des siècles à des agressions extérieures, à d'autres cultures, d'autres religions, de comprendre où a été le maillon faible. » Une allusion à la présence musulmane dans le sous-continent à partir du VIII^e siècle de notre ère, présence qui devait durer près d'un millénaire et aboutir à l'Empire moghol, à son tour remplacé par l'Empire britannique. « Mille deux cents ans d'esclavage », a l'habitude de lancer M. Modi, quand le travail des historiens établit des assimulations croisées avérées entre hindous et musulmans au Moyen Âge, à la Renaissance et au début des Temps modernes.

M. Kale se garde bien d'évoquer la recrudescence des exactions antimusulmanes depuis une dizaine d'années dans les États de l'Union indienne dirigés par le BJP : l'Uttar Pradesh, le Madhya Pradesh, l'Uttarakhand... « Hindouisme et fanatisme sont antinomiques, assure-t-il. Par essence, les hindous sont pacifiques et laïques. Si certains individus s'en prennent à d'autres religions, ils restent des exceptions. » Pour preuve, ajoute-t-il, l'Inde est l'un des très rares pays à n'avoir jamais déclenché de guerre. Le RSS aurait simplement œuvré à « unir » des hindous trop longtemps « divisés ». M. Kale met ici le doigt sur le levier d'action qui a fini par rendre le mouvement si populaire auprès de la classe moyenne émergente et des masses défavorisées. Et qui a fait entrer son projet politique en résonance avec les aspirations de la population.

Lorsque le premier ministre Modi jure devant les foules qui l'acclament que le XXI^e siècle sera « le siècle de l'Inde », il signifie à ses concitoyens qu'il est en train de guérir ce que l'écrivain Vidiadhar Surajprasad Naipaul, Prix Nobel de littérature en 2001, appellait la « civilisation blessée »(7). Il prétend laver l'humiliation subie par son peuple sous le joug des envahisseurs et lui redonner la place qu'il « mérite ». « En raison de douze siècles d'occupation étrangère, les hindous nourrissent encore aujourd'hui le sentiment de ne pas contrôler leur souveraineté. Très émotionnelle, l'idée d'esclavage s'ajoute au complexe d'infériorité qui caractérise jusqu'à une période toute récente les hindous, vis-à-vis des musulmans, réputés virils, et vis-à-vis des Occidentaux, qui les voient comme subalternes », analyse le politiste Swapan Dasgupta, proche des milieux nationalistes hindous et ancien membre de la Rajya Sabha, la Chambre haute du Parlement.

Accomplir ce grand dessein implique toutefois de faire abstraction des castes qui structurent et fracturent la société indienne depuis au moins trois millénaires. Ce système inégalitaire, hiérarchique et endogame assigne à chacun une place dans la société. On naît dans une caste, on se marie en son sein et on en respecte les lois. « Les divisions consubstantielles à l'hindouisme sont perçues comme un danger interne contre lequel il faut se serrer les coudes. D'où l'intérêt de désigner un ennemi commun, en la personne du musulman », décrypté Hartosh Singh Bal, rédacteur en chef politique au mensuel *The Caravan*, l'un des derniers titres indépendants de la presse indienne.



JOHANN ROUSSELOT. – De la série « Ville sainte d'Ayodhya – le temple de la discorde » : mur de briques dépareillées provenant de dons de fidèles hindous ou de l'ancienne mosquée, 2020

Pour les hautes castes, qui estiment que le pouvoir leur revient de droit, la politisation progressive des basses castes après l'indépendance de l'Inde, par la dénonciation du système dont elles souffrent, a constitué une menace à laquelle le RSS a fini par offrir une réponse opportune. À compter des années 1990, le dispositif des quotas d'emplois dans la fonction publique ou l'armée, et de sièges dans les institutions politiques se voit élargi aux basses castes, afin de ne plus les condamner à n'exercer que des métiers pénibles. Des étudiants des hautes castes vont jusqu'à s'immoler par le feu pour protester contre la perte de débouchés que le mécanisme occasionne pour eux et, d'une manière générale, contre cette remise en cause de l'ordre social.

Le RSS, opposé à la logique de la discrimination positive, épouse leur combat et dépense beaucoup d'énergie à détourner les hindous de la contestation du système des castes. Au fil des élections, le BJP s'emploie à noyer la rancœur des basses castes dans une autre colère, tournée vers les musulmans. Le parti s'oppose du reste à tout recensement des castes (le dernier remonte à 1931), de peur que les basses castes et les catégories sociales à ce point opprimées qu'elles n'entrent même pas dans la classification ne découvrent qu'elles représentent plus de 90 % de la population.

Le mouvement pousse ses pions à l'étranger

C'est la raison pour laquelle le RSS a déployé tant d'efforts dans l'affaire d'Ayodhya. La petite ville de la plaine du Gange, aujourd'hui présentée, non sans paradoxe, comme « la Mecque des hindous », devait autrefois sa notoriété à sa mosquée construite au XVI^e siècle sur ordre de Babur, premier empereur de la dynastie moghole. L'organisation s'était promis depuis sa création de la raser et de construire à sa place un temple dédié à Rama, au motif qu'elle occupait le terrain où ce souverain divinisé serait né. Remis au goût du jour à des fins politiques, le dieu hindou a fini par gagner. En 1992, des fanatiques affiliés au Vishva Hindu Parishad (VHP), le Conseil hindou mondial, branche religieuse et caritative du Sangh Parivar, ont démolie la mosquée à la pioche et au marteau, provoquant des émeutes confessionnelles meurtrières dans toute l'Inde. En 2024, après de longues péripéties juridiques, M. Modi a inauguré sur place un temple à la gloire de Rama. « Au cours du siècle écoulé, le RSS a réussi à établir un système politique dans lequel tous les partis finissent par lui faire allégeance, de peur de passer pour anti-hindou », observe Singh Bal. Signe que le RSS a changé le pays, aucune formation ne conteste plus la construction du temple d'Ayodhya, de même qu'aucune ne propose de rétablir l'article 370 [de la Constitution] supprimé en 2019 par le gouvernement Modi, qui accordait une forme d'autonomie au Cachemire, seul État à majorité musulmane de l'Inde. »

Le RSS a lui aussi changé. « Il avait été fondé pour rassembler autour d'un drapeau les gens qui n'avaient rien d'autre à faire à l'époque. Les parents étaient contents qu'une association offre des activités à leurs enfants. Aujourd'hui, avec les smartphones, les gens n'ont plus besoin de trouver des occupations, c'est un gros défi pour le RSS », reconnaît Dasgupta. L'organisation, toutefois, a très tôt adopté les nouveaux moyens de communication et d'information. Elle dispose d'une armée de « trolls » évaluée à dix mille individus qui, dans tout le pays, animent des cellules de propagande et de harcèlement sur les réseaux sociaux déclinés dans toutes les langues du sous-continent.

En février 2025, sa direction s'est installée dans un nouveau siège, à New Delhi, signe qu'elle a pris goût au pouvoir. L'immeuble flambant neuf dresse ses douze étages dans le quartier de Jhandewalan, à dix minutes en voiture de Connaught Place, cœur de la capitale. Tournant dans l'histoire du mouvement, Nagpur se retrouve ainsi reléguée. Le RSS pousse aussi ses pions à l'étranger, pour rallier la diaspora indienne à sa cause dans vingt-cinq pays, en particulier aux États-Unis et au Royaume-Uni(8). En France, elle achèvera en 2026 la construction du premier temple hindou traditionnel jamais bâti en Europe, sur la commune de Bussy-Saint-Georges, en Seine-et-Marne.

GUILLAUME DELACROIX.

(2) « Modi mentioned Savarkar's "courageous escape" in Marseille. Was it that? », 13 février 2025, <https://thewire.in>

(3) Arun Shourie, *The New Icon : Savarkar and the Facts*, Penguin Viking, New York, 2025.

(4) Cf. « How women inspired by RSS built their own pan India organisation » et « How an all-women organisation inspired by the RSS is making rapid strides », <https://rssfacts.org>

(5) Rupam Jain et Arpan Chaturvedi, « Leader of influential Hindu group backs LGBT rights in India », Reuters, 11 janvier 2023, www.reuters.com; « Doctors think homosexuality is a disorder; "cure" them instead of legalising same-sex marriage : RSS body survey », Mint, New Delhi, 6 mai 2023

(6) Jyotirmaya Sharma, *Hindutva : Exploring the Idea of Hindu Nationalism*, Penguin Books, New Delhi, 2003.

(7) Vidiadhar Surajprasad Naipaul, *India : A Wounded Civilization*, Knopf, New York, 1977

(8) Lire Ingrid Therwath, « La pieuvre de l'Internationale hindoue », et Lou-Eve Popper, « L'ombre de Narendra Modi plane sur les affrontements à Leicester », *Le Monde diplomatique*, février 2023.

« PLUTÔT MOURIR QUE DEVENIR UN TRAÎTRE »

Un défi à la nation iranienne

L'agression déclenchée par M. Benyamin Netanyahu contre l'Iran en violation du droit international témoigne d'une fuite en avant permise par un rapport de forces militaire très favorable. Mais bafouer la souveraineté iranienne au prétexte du rejet qu'inspire le régime des mollahs à sa population ne rend pas service aux aspirations exprimées par ce peuple.

PAR SHERVIN AHMADI
ET MARMAR KABIR *

Des immeubles détruits en plein Téhéran, des colonnes de fumée à l'horizon. Ce 13 juin, l'attaque redoutée depuis des années vient de commencer. Dès les premières heures, les plus aisés fuient la capitale iranienne pour rejoindre leur villa sur les bords de la mer Caspienne. Les files d'attente s'allongent devant les stations-service et les magasins alimentaires. Les nombreux travailleurs journaliers perdent leurs maigres revenus et plongent dans la précarité, tandis que le chef de la police fait appel aux témoins pour débusquer les «terroristes» dissimulés dans la population.

Très vite, l'aviation israélienne prend le contrôle du ciel iranien, détruit au moins en surface des centres de recherche nucléaire et des bases de lancement de missiles. L'attaque revêt un caractère spectaculaire avec l'élimination de scientifiques, ainsi que la décapitation du commandement de l'armée et des «gardiens de la révolution» (pasdarans), l'organisation paramilitaire qui dépend directement du Guide suprême. Des infiltrations audacieuses et des capacités technologiques hors norme semblent donner un

avantage majeur et rapide à Israël, qui peut compter sur l'entrée en scène, une semaine plus tard, de son protecteur américain capable d'infliger «des dégâts monstres» aux sites nucléaires, selon le président Donald Trump.

Avec une population dix fois moindre et un territoire quatre-vingts fois plus petit, David aurait triomphé de Goliath en douze jours. Mais ces succès démontrent aussi l'exagération de la menace. Les dépenses militaires de l'Iran ne représentaient que 14% de celles d'Israël en 2024. Et cette proportion tend à diminuer. Les coups portés contre les mandataires de Téhéran – Hezbollah au Liban, forces alliées de Bachar Al-Assad en Syrie, houthistes au Yémen – montrent déjà que beaucoup de proclamations martiales de l'«axe de la résistance» relevaient de la forfanterie. Même s'il prétendait «maîtriser parfaitement le théâtre de cette guerre hybride et totale» à l'issue des bombardements américains, le Corps des gardiens de la révolution restait bien en peine de porter des coups importants à un État doté de l'arme nucléaire, assuré du soutien occidental et de l'appui des États-Unis.

L'autocensure n'est plus de mise

Le choc produit dans les rues de Téhéran rappelle celui provoqué par l'invasion irakienne en septembre 1980. Le pays était à l'époque en pleine dynamique révolutionnaire et avait pu mobiliser la population pour reprendre les terres conquises par les troupes de Saddam Hussein. Mais seule une minorité d'Iraniens actuels a connu la société de cette époque, majoritairement rurale et analphabète. À présent, 80% de la population habite en ville, la plupart des enfants vont à l'école et beaucoup de jeunes gens, notamment de femmes, passent par l'université.

L'Iran ne compte plus d'inconditionnels de l'islamisme politique aujourd'hui qu'il y avait de communistes enthousiastes en Union soviétique à la fin des années 1980. En dépit de sa stabilité, cette mollahie constitutionnelle – un pouvoir aux atours démocratiques, mais contrôlé en dernier ressort par le clergé (*dire le schéma des institutions ci-contre*) – a perdu beaucoup de sa légitimité. La répression féroce du mouvement «Femme, vie, liberté» a ébranlé le pays en 2022, s'ajoutant à celle qui avait décimé les manifestants contre la vie chère en 2019(2).

Mais l'autocensure n'est plus de mise. Les Iraniens ne se privaient pas de prendre la parole dans les semaines qui ont précédé l'agression israélienne. Le gouvernement a été contraint de lâcher du lest. Le 15 décembre dernier, il a suspendu une nouvelle loi répressive sur «le voile et la chasteté». Dans les rues des villes, plus du tiers des femmes ne portent pas le foulard. Plus surprenant, cela s'observe dans certaines administrations.

La rhétorique sur les «fous de Dieu» et l'entretien de fantasmes par les médias occidentaux ne doivent pas faire oublier que le régime n'ignore rien des rapports de forces et sait se montrer pragmatique. En 1988, le premier Guide de la révolu-

rité, l'Allemagne et l'Union européenne. En mars 2023, la Chine a œuvré à la normalisation des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite. En juillet 2024, le Guide ne s'est pas opposé à l'élection à la présidence de la République du «réformateur» Masoud Pezeshkian, qui avait le mérite de représenter deux minorités ethniques importantes, avec une mère kurde et un père azéri.

En justifiant sa guerre par l'enjeu du nucléaire iranien, M. Benyamin Netanyahu a pris plusieurs risques, dont le moindre n'est pas celui de contaminer toute la région. Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Rafael Mariano Grossi, a rappelé que les infrastructures nucléaires ne devaient jamais être visées : «Ces attaques sont lourdes de conséquences pour la sûreté, la sécurité et les garanties nucléaires, et nuisent également gravement à la paix et à la sécurité régionales et internationales(3).»

L'objectif de détruire les capacités de produire une bombe à moyen terme a peu de chance d'être atteint. Les tirs en profondeur ont peut-être détruit des installations mais pas les stocks d'uranium enrichi. Seul un mécanisme international de contrôle peut garantir la fin d'un tel programme. Si la finalité était d'amener les Iraniens à la table des négociations, pourquoi avoir demandé à M. Donald Trump de torpiller en 2018 l'accord nucléaire de Vienne, puis attaqué le pays en pleins pourparlers ?

Le blanc-seing offert à Israël par les membres du G7 (*lire l'éditorial de Benoît Bréville*) apparaît irresponsable en matière de prolifération nucléaire. Les vingt principaux pays de l'aire arabo-musulmane, hors l'Iran, ont rappelé dans un communiqué commun «l'urgence de créer une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, s'appliquant à tous les États de la région sans exception(4)». L'allusion vise bien sûr Israël, non signataire du traité de non-prolifération (TNP). Des puissances comme la Turquie, l'Arabie saoudite ou l'Égypte pourraient s'interroger sur la meilleure façon d'être protégées des ingérences perpétuelles de leur voisin.

Depuis la prison où il est détenu pour ses idées, M. Mostafa Tajzadeh, ancien vice-ministre de l'intérieur sous le président Khatami (1997-2005), a pu faire passer un message : «Soutenir une agression militaire étrangère, ordonnée par quelqu'un accusé de crimes de guerre par la Cour pénale internationale, est politi-

que et moralement injustifiable. Même si cette guerre aboutissait à changer ce régime religieux défaillant, l'Iran serait laissé en ruines, où très probablement s'imposeraient l'anarchie et le chaos(6).» Il suggère une transition pacifique vers la démocratie par la formation d'une assemblée constituante. L'agression donne aussi aux autorités actuelles des prétextes pour renforcer la répression intérieure et étouffer les mouvements sociaux. Mais une anecdote en dit long : à la suite de remontrances envoyées par textos à des femmes dévoilées après le 13 juin, le chef du service d'information du gouvernement a promptement présenté ses excuses pour cette «erreur du système».

Plusieurs organisations sociales indépendantes, dont un syndicat de conducteurs de bus et un autre de retraités en lutte, ont dénoncé les mensonges israéliens : «Nous (...) ne nourrissons aucune illusion quant à une éventuelle volonté des États-Unis et d'Israël d'apporter liberté, égalité et justice – pas plus que nous ne nous faisons d'illusions sur la nature et l'action répressive, interventionniste, aventureuse et anti-ouvrière de la République islamique(7).»

Aucun allié étatique

TRAQUÉS par la police et assignés à résidence depuis le «mouvement vert» de 2009, en réaction aux résultats de l'élection présidentielle, les principaux chefs du camp réformateur ont condamné l'offensive en termes non équivoques. «La main criminelle et la nature agressive de Netanyahu, en violation flagrante de toutes les règles internationales, ciblent notre nation avec des frappes militaires qui touchent les infrastructures, les scientifiques, et même la vie de civils innocents, hommes, femmes et enfants», écrit dans un communiqué envoyé à l'agence officielle IRNA Mme Zahra Rahnavard, l'épouse de M. Mir Hossein Moussavi, l'ancien premier ministre et candidat déclaré battu en 2009.

À l'opposé des Occidentaux réunis pour le G7 au Canada, le président turc Recep Tayyip Erdogan considère que «Netanyahu a démontré une fois de plus qu'il est la plus grande menace pour la sécurité de la région. (...) C'est un droit très naturel, légitime et légal pour l'Iran de se défendre contre la brutalité et le terrorisme d'État d'Israël». Les cinquante-sept États membres de l'Organisation de la coopération islamique, échaudés par le «deux poids deux mesures» en matière de droit international, s'affichent à l'unisson, rejoints par beaucoup de pays du «Sud global». Mais si ces positions peuvent rassurer les Iraniens, il paraît clair que leur pays compte quelques amis, comme la Russie ou la Chine, mais aucun allié étatique susceptible de l'aider militairement.

Après la panique des premiers jours, la vie reprend sous les bombes, dans la lassitude et l'inquiétude. Les produits de première nécessité ne semblent pas manquer, mais Internet a subi des coupures fréquentes. Acculer davantage le régime aurait pu le conduire à des décisions radicales, déjà évoquées au Parlement : bloquer le détroit d'Ormuz, sortir du TNP. Un retour aux négociations après le cessez-le-feu ne pourra que soulager la population.

(1) Fox News, 15 juin 2025.

(2) Cf. Shervin Ahmadi, «Iran. En attendant la tempête» et «L'espérance israélienne d'une révolte populaire en Iran», Orient XXI, respectivement 28 octobre 2024 et 16 juin 2025.

(3) «Déclaration sur la situation en Iran», 13 juin 2025, www.iaea.org

(4) AFP, 17 juin 2025.

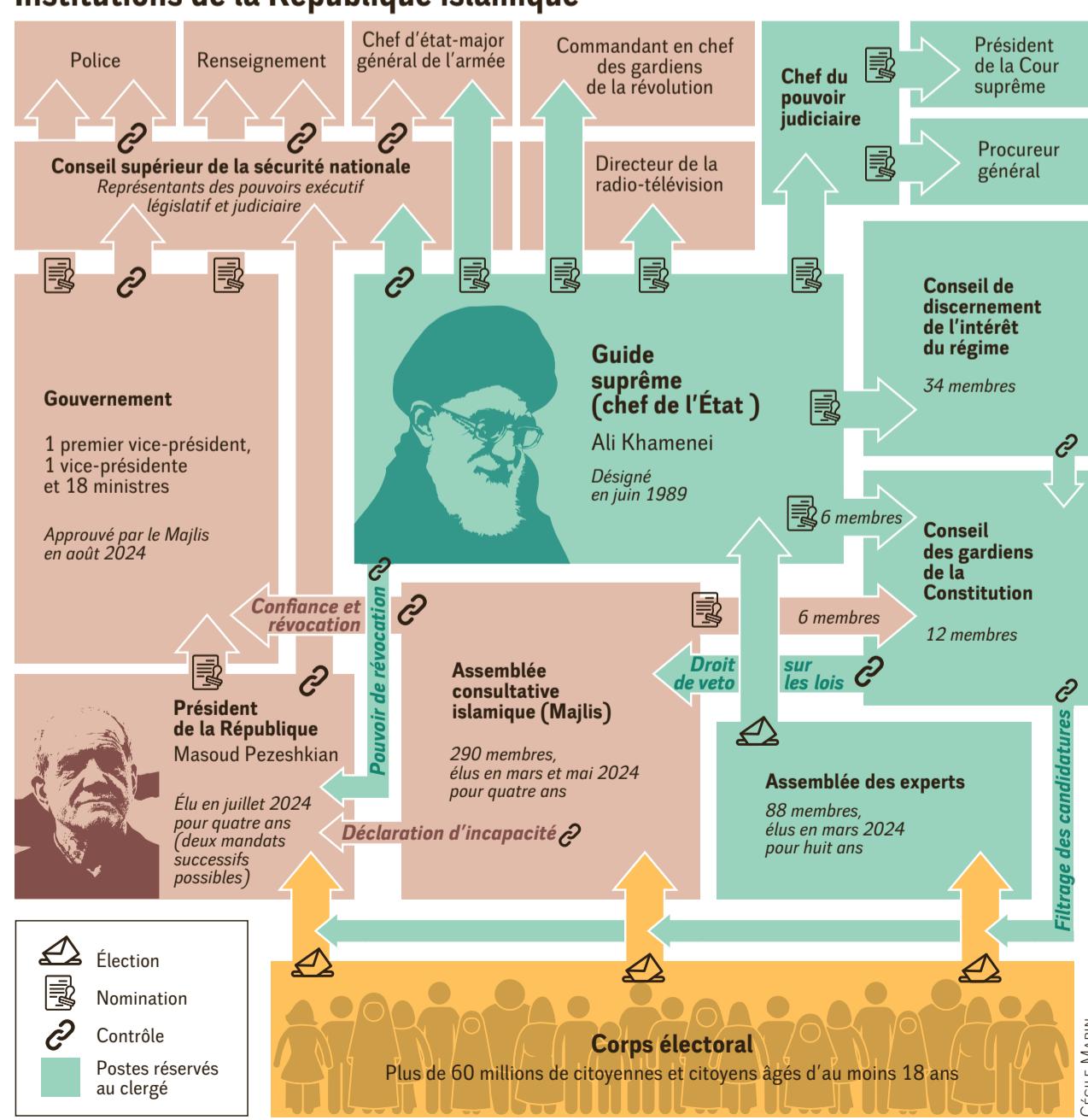
(5) Lire Mark Gasiorowski, «Quand la CIA complétait en Iran», Le Monde diplomatique, octobre 2000.

(6) Etemad, 16 juin 2025, www.etemadnewspaper.ir

(7) 17 juin 2025, https://akhbar-rooz.com

* Respectivement directeur et journaliste-traductrice de l'édition en farsi du *Monde diplomatique*, avec la contribution de Philippe Descamps.

Institutions de la République islamique



CÉCILE MARIN

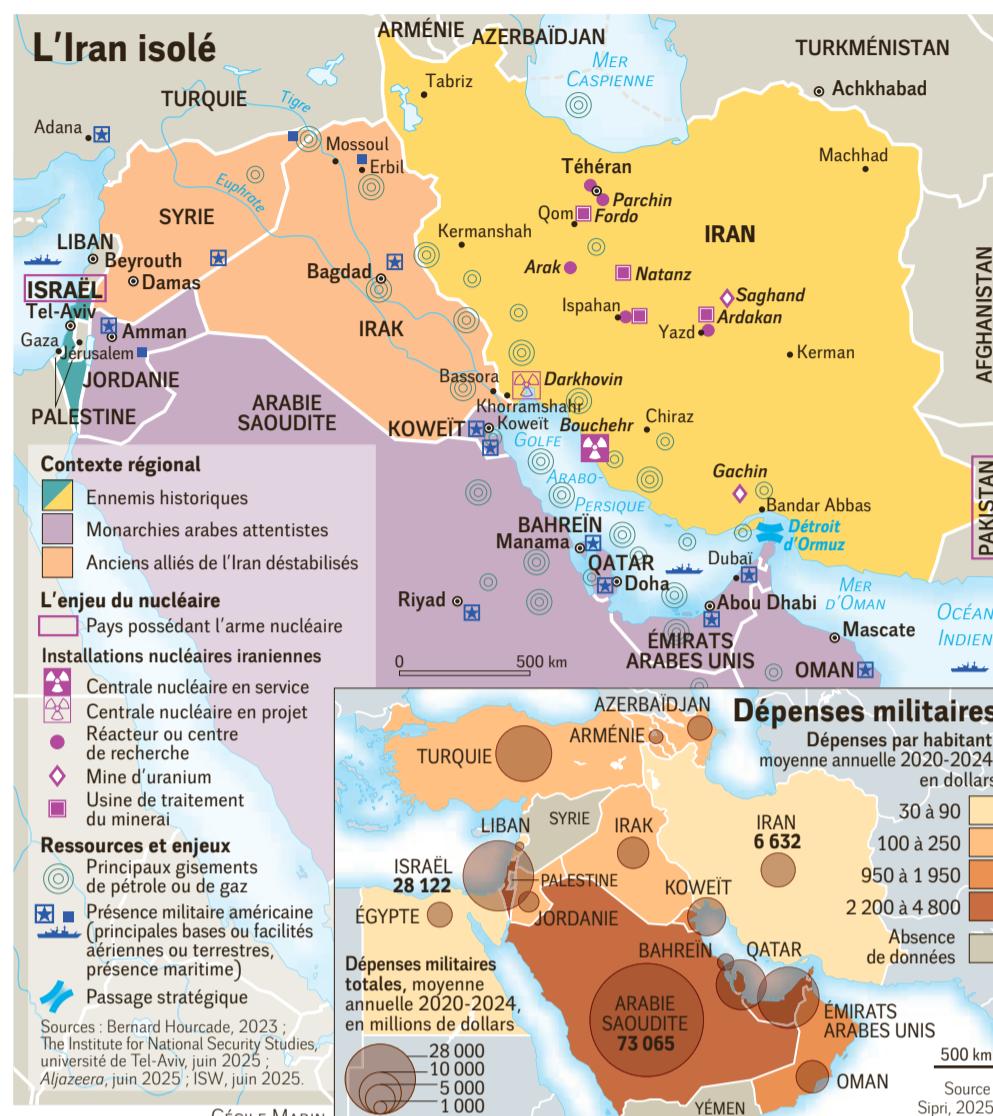
LA SOUMISSION OU LES BOMBES

Ce que cherche Tel-Aviv au Proche-Orient

(Suite de la première page.)

Certes, dans son rapport du 31 mai dernier, l'AIEA estime que les réserves de matières enrichies de l'Iran se situeraient à un niveau de concentration proche de 60%, soit les deux tiers des 90% nécessaires pour élaborer une arme nucléaire. Mais encore faut-il qu'il dispose des capacités militaires et d'ingénierie pour exploiter ce stock et mener les diverses simulations nécessaires avant la phase de tests réels. Si l'on met de côté les «experts» médiatiques mobilisés par Israël et ses soutiens en Occident – annonçant depuis près de quarante ans que l'Iran serait «à quelques mois d'avoir la bombe» (3) –, la majorité des spécialistes estiment qu'il faudrait un à cinq ans à Téhéran pour parvenir à un tel résultat. Le 25 mars, lors d'une audition devant le Congrès, Mme Tulsi Gabbard, la directrice nationale du renseignement, reconnaissait que l'Iran avait considérablement augmenté ses capacités balistiques conventionnelles, mais catégoriquement rejeté l'idée selon laquelle ce même pays était engagé dans la production d'une bombe (4). Près de deux mois plus tard, M. Donald Trump la désavouait de manière abrupte (5).

Il faut aussi rappeler que la République islamique a toujours affirmé vouloir développer un programme civil tout en niant chercher à se doter de l'arme atomique. En 2003, M. Ali Khamenei, le guide suprême iranien, émettait une fatwa (avis juridique) qui sera officialisé en 2005 prohibant l'usage d'armes de destruction massive, assimilé à «*un grand péché*» dans la mesure où il offre à l'être humain la possibilité de se substituer au pouvoir de destruction du Créateur (6). Israël, lui, qui se refuse à tout commentaire sur le sujet, disposerait de quatre-vingt-dix têtes nucléaires. Certaines voix au sein de son personnel politique appellent même à l'usage de ces armes, si les ripostes de l'Iran montent en intensité ou si ses dirigeants refusent de mettre genou à terre. On imagine sans mal les conséquences internationales d'un tel usage que M. Netanyahu n'a jamais déclaré impossible. Les informations contradictoires autour du Pakistan – puissance détenant également l'arme ato-



mique – qui viendrait au secours de l'Iran ajoutent à l'incertitude dans un contexte où ni la Chine ni la Russie ne semblent vouloir s'impliquer dans cette crise.

Empêcher l'Iran de se doter d'une bombe, fût-elle rudimentaire, n'est certainement pas le seul objectif de M. Netanyahu. En ouvrant un nouveau front et en plongeant son pays dans l'angoisse des bombardements, il s'offre un répit bienvenu : qui irait exiger la démission ou la mise en accusation d'un premier ministre en temps de guerre ? Très critiqué au cours des dernières semaines, il a réussi l'exploit d'empêcher toute enquête officielle sur les dysfonctionnements de l'armée et des services de sécurité à la veille des attaques du 7 octobre 2023. Il continue aussi de jouer au chat et à la souris avec la justice de son pays, et sa décision d'attaquer l'Iran lui a même apporté

un regain de popularité. Mais, au-delà de sa survie politique, M. Netanyahu estime qu'il est temps pour Israël de mettre au pas ses ennemis, et pas simplement l'Iran.

Fort de l'impunité dont son pays jouit malgré les crimes de guerre commis contre les populations civiles à Gaza et au Liban – dont l'armée israélienne continue d'occuper une portion de territoire –, le premier ministre israélien ne craint plus de déclarer que son but est de faire tomber le régime théocratique. Il a même appelé les Iraniens à se révolter contre leurs dirigeants. Dans un entretien accordé à la chaîne américaine ABC, il a considéré l'élimination de M. Khamenei comme une option : «*Cela n'aggraverait pas le conflit, cela y mettrait fin.*» Il y a encore un an, une telle déclaration aurait semblé relever de la forfanterie irresponsable, mais la disparition, en septembre dernier, du

cheikh Hassan Nasrallah – le chef du Hezbollah libanais tué dans un bombardement israélien qui le ciblait directement – démontre que Tel-Aviv ne s'interdit plus rien.

Forgé par les États-Unis à la fin des années 1990 pour mettre au pas ses adversaires – ce fut notamment le cas de l'Irak de Saddam Hussein soumis à une invasion militaire anglo-américaine sous des motifs

fallacieux en 2003 –, le concept de changement de régime par la force est désormais brandi par Israël pour tordre le bras des pays arabo-musulmans qui continuent de lui refuser toute normalisation tant que la question palestinienne n'aura pas été réglée de manière équitable. Jusque-là, Tel-Aviv se contentait de l'activisme diplomatique des États-Unis ; désormais, il montre les muscles. Et le message est clair : le sort de Gaza et du Hamas, celui du Liban et du Hezbollah peut se répéter partout.

La Sparte du Machrek

CETTE attitude belliqueuse déjà en place lors de la présidence de M. Joseph Biden est plus affirmée depuis le retour de M. Donald Trump à la Maison Blanche. L'adhésion de Bahreïn, des Émirats arabes unis (EAU) et du Maroc aux accords Abraham en 2020 ont ouvert la voie ; la diplomatie américaine est de plus en plus opiniâtre et agressive sur cette question. Ce n'est pas un hasard si M. Abou Mohammed Al-Joulani, l'actuel président intérimaire de la Syrie – qui cherche à se concilier les États-Unis –, évite toute confrontation avec son voisin qui pourtant occupe une partie de son territoire et exige un désarmement de ses régions du Sud. En Algérie, pays qui fut longtemps un pilier du «front du refus» face à Tel-Aviv, le président Abdelmadjid Tebboune a déconcerté nombre de

ses concitoyens en déclarant au quotidien français *L'Opinion* (2 février) que «*l'Algérie serait prête à normaliser ses relations avec Israël le jour même où il y aura un État palestinien*». Une concession qui tranche avec l'habituelle hostilité à l'égard d'un État hébreu et qui est destinée à s'assurer les bonnes grâces de Washington, alors qu'Alger s'inquiète du rapprochement militaire entre Tel-Aviv et son voisin marocain. En Tunisie, selon les milieux diplomatiques sur place, le nouvel ambassadeur américain, M. Bill Bazzi, ancien militaire et proche de M. Trump, a pour mission d'obliger Tunis à entamer un dialogue avec Israël.

Le pari iranien de M. Netanyahu repose sur un postulat et un calcul. Le premier consiste à croire qu'un nouveau pouvoir à Téhéran fera forcément la paix avec Israël et que la population en sera satisfaite. Mais cela ne signifie pas pour autant que Tel-Aviv

le souhaite démocratique car il table sur la conviction, peu avouable, qu'un régime autoritaire mais en paix avec Israël sera préférable à une démocratie. Le cas égyptien étaye cette certitude. Que deviendrait l'accord de paix entre Tel-Aviv et Le Caire si, demain, une démocratie remplaçait le pouvoir de M. Abdel Fattah Al-Sissi sachant que la population, largement privée aujourd'hui de ses droits politiques, demeure très hostile à Israël ? Dans l'immédiat, les autorités du Caire ont pu démontrer une nouvelle fois à qui va leur allégeance, quand ils empêchent des centaines de militants venus du monde entier de mener une marche pacifique et solidaire vers Gaza.

M. Netanyahu et ses pairs savent très bien qu'Israël ne sera jamais pleinement accepté par les populations de la région tant que les Palestiniens n'auront pas obtenu justice. Dès lors, la «seule démocratie du Proche-Orient», comme l'appellent ses thuriféraires, a besoin que les régimes de ses voisins restent des dictatures et, s'ils venaient à se rebiffer, qu'ils soient punis par l'Occident. La seule menace pour Israël serait d'être entouré de démocraties et que le droit international joue encore, Tel-Aviv, qui se transforme peu à peu en Sparte, dont la raison sociale et la passion sont de faire la guerre, peut être serein.

AKRAM BELKAÏD.

(3) Lire Alain Gresh, «Quand l'Iran aura-t-il l'arme nucléaire?», Nouvelles d'Orient, 4 septembre 2006, <https://blog.mondediplo.net>

(4) «DNI Gabbard Opening Statement for the SSCI As Prepared on the 2025 Annual Threat Assessment of the U.S. Intelligence Community», Office of the Director of National Intelligence, 25 mars 2025, www.dni.gov

(5) Jonathan Landay, «Trump contradicts spy chief Tulsi Gabbard on Iran's nuclear program», Reuters, 17 juin 2025, www.reuters.com

(6) Bertrand Besancenot, «La fatwa de Khamenei excluant une bombe nucléaire iranienne est-elle toujours d'actualité?», ESL Rivington, 20 septembre 2024,

Pour les États-Unis, c'est « Israël d'abord ! »

PAR SERGE HALIMI

L'AMÉRIQUE d'abord», mais pas quand il s'agit d'Israël ? La question est embarrassante pour l'actuel locataire de la Maison Blanche car elle suggère que l'homme fort qui la ramène énormément est à la remorque d'un dirigeant étranger. Lequel ne vit pas à Moscou mais à Jérusalem. Une conclusion a priori d'autant moins renversante qu'on peine à déteindre à Washington un lobby russe de quelque ampleur, alors que celui d'Israël exhibe sa puissance depuis au moins quarante ans (1). Entre 80 et 95 % des élus du Congrès, républicains et démocrates mêlés, le relaient. Observer le 15 juillet dernier, côté à côté sur le plateau de l'émission de CBS «Face the nation», le sénateur républicain néoconservateur Lindsey Graham, «faucon» parmi les «faucons», et son collègue démocrate Richard Blumenthal avait quelque chose d'à la fois caricatural et très banal. En bons ventiloques des exigences d'Israël qui venait de bombarder l'Iran, tous deux menaçaient cet État de destruction. Avant de réclamer, là encore d'une même voix, de nouvelles sanctions pour l'agression russe contre l'Ukraine.

C'est là le type même de scène consensuelle qui enrage nombre de partisans de M. Donald Trump. En particulier ceux qui ont rejoint son combat parce qu'ils partageaient sa détestation des néoconservateurs, républicains et démocrates, amoureux des croisades «pour la démocratie» ou «contre le terrorisme» au bilan accablant, humain et financier. Au début de cette année, ils étaient confiants. Contraire-

ment à 2017, M. Trump avait peuplé son administration non pas de faucons, mais d'adversaires résolus de l'engagement américain au Proche-Orient et en Europe. Au nombre desquels le vice-président James Davis Vance et la directrice du renseignement national, ex-députée démocrate, Tulsi Gabbard.

Le comportement du président des États-Unis vis-à-vis de l'Ukraine les a également satisfaits dans la mesure où il semblait signaler – mais avec M. Trump mieux vaut ne jurer de rien au-delà des trois ou quatre heures qui suivent – un refus de s'engager davantage dans ce conflit européen. L'annonce de l'ouverture de négociations directes entre Washington et Téhéran, faite le 7 avril dernier dans le bureau Oval de la Maison Blanche devant M. Netanyahu, complétait alors ce tableau presque idyllique.

« Vous devez connaître leurs noms dès à présent... »

Et puis la douche froide. D'autant plus glacée, en vérité, que certains trumpistes, en particulier le célebrissime Tucker Carlson, ex-véronde de Fox News dont les podcasts peuvent totaliser des millions d'écoutes, sonnent le tocsin depuis des années : alliés au premier ministre israélien, les néoconservateurs américains ont selon lui résolu d'engager Washington dans une guerre contre l'Iran. Et ils s'emploient à lui forcer la main en profitant à la fois de la puissance extravagante du lobby pro-israélien aux États-Unis et de la longue animosité qu'y suscite la République islamique depuis la chute du régime impérial et l'interminable prise d'otages à

l'ambassade des États-Unis (1979-1981). Après les pseudo-«armes de destruction massive» en Irak et la guerre qui détruisit ce pays, l'agression israélo-américaine de l'Iran a confirmé leurs craintes et menacé le monde d'une nouvelle «guerre sans fin», d'un nouveau tourbillon américain.

Carlson espérait relever ce défi. L'ex-enfant gâté qui pérorait avec un noeud papillon sur CNN, l'ex-journaliste néoconservateur de la revue pro-israélienne *The New Republic* a viré sa cuti après l'invasion de l'Irak en 2003, dont il avait été l'un des plus chauds partisans. Et il a dénoncé cinq «fauteurs de guerre» : l'animateur vedette de Fox News Sean Hannity, l'éditorialiste néoconservateur Mark Levin, le propriétaire de Fox News et du *Wall Street Journal* Rupert Murdoch, le milliardaire israélo-américain «Ike» Perlmutter et Miriam Adelson, médaille d'or (avec Elon Musk) des bailleurs de fonds du Parti républicain. Carlson avait ponctué l'énoncé de «cette liste» d'un avertissement : «*Le moment venu, ils auront à répondre de tout ça, mais vous devez connaître leurs noms dès à présent.*»

Le président américain vient d'ajouter le sien à la liste en faisant bombarder l'Iran. Les autres noms, il les connaît bien : Hannity est un de ses journalistes préférés tant il sait pouvoir compter sur sa docilité doublée d'une scrupuleuse absence de talent ; Mme Adelson, militante de la colonisation israélienne, a versé 100 millions de dollars pour sa dernière campagne. Quant à Carlson, il était assis à ses côtés lors de la convention du Parti républicain de juillet 2024, proche parmi les proches. Et son discours avait été l'un des plus applaudis.

M. Trump fut réélu grâce au soutien inattendu d'isolationnistes «antisystème» et d'animateurs de podcasts libertariens qui ont élargi la coalition républicaine au-delà des néoconservateurs et de la droite évangélique inconditionnelle d'Israël. Il a paru favoriser les premiers, plus militants et plus jeunes. Son virage guerrier valide presque le mot d'esprit de l'humoriste libertarien Dave Smith, qui avait qualifié M. Netanyahu de «*pire président des États-Unis du XXI^e siècle*». Procureur implacable des néoconservateurs qui justifient les massacres israéliens à Gaza, scandalisé que le soutien à la Palestine puisse valoir à un résident étranger d'être expulsé du pays ou incarcéré, Smith a annoncé qu'il regrettait d'avoir voté pour M. Trump. Et réclamé qu'il soit destitué...

Le président américain estime que sa base lui restera fidèle. Mme Kamala Harris avait aussi fait le pari qu'un soutien constant à Israël ne comporterait aucun risque pour elle. Mais que contrôlent vraiment les deux partis ? Sur certains sujets, pas grand-chose, juge le célèbre géopoliticien John Mearsheimer (2) : «*Quand il s'agit de la politique étrangère au Proche-Orient, Israël nous possède. Et ceux qui veulent le retenir ne pèsent rien. Parce qu'Israël fera ce qu'il veut. C'est une situation vraiment étonnante que la plupart des Américains ne comprennent pas : un petit pays peuplé de quelques millions d'habitants peut obtenir presque tout ce qu'il réclame, avec le soutien inconditionnel des États-Unis.*»

(1) Lire «Le poids du lobby pro-israélien aux États-Unis», *Le Monde diplomatique*, août 1989, et John Mearsheimer et Stephen Walt, *Le Lobby pro-israélien et la Politique étrangère américaine*, La Découverte, Paris, 2007.

(2) Chaîne YouTube «Judge Napolitano - Judging Freedom», 13 juin 2025.

LECTURES POUR COMPRENDRE L'HISTOIRE

De Gaza à la Cisjordanie, un siècle

Depuis près de deux ans, nombre d'ouvrages rendent compte de ce que l'on appelle souvent à tort le « conflit israélo-palestinien ». Certains restituent sa dimension coloniale et éclairent les enjeux de l'embrasement actuel au Proche-Orient. D'autres pointent aussi la complicité de l'Occident dans la guerre à Gaza ou taillent en pièces la peu probable « solution à deux États ».

PAR OLIVIER PIRONET *

Le 7 novembre 2023, un mois après les attaques palestiniennes en Israël et tandis que les représailles promises par le premier ministre Benjamin Netanyahu s'abattent sur la bande de Gaza, Fayard, éditeur du livre *Le Nettoyage ethnique de la Palestine* (2008) de l'historien israélien Ilan Pappé, parti initialement en anglais en 2006, décide d'arrêter la commercialisation de l'ouvrage malgré la hausse des demandes. La maison d'édition du groupe Hachette, en voie de rachat par le milliardaire d'ultradroite Vincent Bolloré, invoque la caducité du contrat avec OneWorld, l'éditeur original. Mais la véritable raison de cette décision est plus probablement liée au caractère engagé du livre de Pappé, intellectuel antisioniste et figure de proue des « nouveaux historiens » israéliens dont les travaux ont démonté le récit national sur la création de l'État d'Israël (proclamé le 14 mai 1948). L'ouvrage, qui a finalement été réédité par La Fabrique (1), fait office de référence concernant les racines du « conflit » israélo-palestinien et la question des réfugiés, mais aussi la dimension coloniale du mouvement sioniste (promoteur, à partir de la fin du XIX^e siècle, du projet d'un État juif en Palestine).

Pappé entreprend dans cet ouvrage de réfuter, preuves à l'appui, l'argument israélien selon lequel l'exode de 800 000 Palestiniens en 1948 (sur 1,4 million au total à l'époque) serait dû à des départs volontaires pour fuir les combats lors de la guerre entre Israël et les armées arabes (15 mai 1948-20 juillet 1949). Selon lui, cette idée est un «mythe», une «pure fabrication» destinée notamment à occulter la responsabilité d'Israël dans la «catastrophe» palestinienne (Nakba). De fait, explique l'historien, l'exil massif résulte directement de l'*«expulsion systématique des Palestiniens de vastes régions du pays»*, des destructions et des exactions commises par les troupes juives au lendemain du vote de la partition inégale de la Palestine en deux États par les Nations unies (29 novembre 1947), poursuivies par l'armée israélienne (crée fin mai 1948), en vue de garantir l'homogénéité ethnique de l'État attribué aux Juifs et d'agrandir son territoire.

Indifférence persistante

SUR la base d'archives militaires et administratives de première main, de journaux de bord de responsables politiques, mais également de documents palestiniens, d'entretiens avec des rescapés ou des témoins oculaires, Pappé évoque un «nombre considérable d'atrocités» commises par les sionistes contre les «autochtones» arabes : exécutions sommaires, massacres d'ampleur, bombardements de villages, viols, pillages, création de «camps de travail spéciaux»... Il raconte comment le «plan de nettoyage ethnique» («plan Dalet») fut finalisé par les dirigeants juifs le 10 mars 1948, soit plus de deux mois avant le début du conflit israélo-arabe : lorsque la guerre éclata, «les forces juives avaient déjà réussi à expulser par la violence près de 250 000 Palestiniens», précise l'historien. Moins d'un an plus tard, environ 60% de la population palestinienne croupit dans des camps de réfugiés répartis entre la Cisjordanie, la bande de Gaza et les pays voisins. De son côté, Israël a conquis un tiers de territoire supplémentaire par rapport à ce que stipulait le plan de «partage» des Nations unies (ONU) et occupe 78% de la Palestine historique (il mettra la main sur les 22% restants à l'issue de la guerre de juin 1967).

L'étude de Pappé, qui révèle les circonstances dans lesquelles est né Israël, insiste sur la nature selon lui coloniale et raciste du sionisme, qui prône la substitution d'une population indigène par une autre venue d'ailleurs. Cette épuration ethnique ne peut que s'appuyer sur une logique d'extermination et «doit s'ancre dans notre mémoire et notre conscience», écrit l'historien, *en tant que crime contre l'humanité*. C'est pourquoi il appelle à changer d'approche concernant la formation de l'État israélien, qui n'a pas eu lieu à la faveur d'une «guerre d'indépendance», d'après le discours établi, mais sur la base d'une spoliation : «Le paradigme du nettoyage ethnique doit remplacer celui de la guerre», estime Pappé.

* Journaliste.

sait qu'il bénéficie d'une impunité liée au soutien des États-Unis et de l'Union européenne.

Le livre le plus récent de Pappé (non traduit en français), rédigé, lui, à l'aune de la situation actuelle en Palestine, a une vocation didactique (2). L'historien consacre un chapitre au «contexte moral et politique du 7 octobre 2023». Selon lui, le feu couvrait depuis longtemps en raison du «siège impitoyable imposé à Gaza depuis dix-sept ans», des guerres ravageuses lancées au cours de cette période par Tel-Aviv contre l'enclave, sans parler de la question des milliers de prisonniers politiques palestiniens en Israël, ses provocations des colons sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem-Est, etc. Il rappelle également que la bande de Gaza, où affluent plus de 200 000 Palestiniens en 1948 (3), dont une partie étaient originaires de villages environnants, a été créée par Israël comme un «enclos afin de mener à bien le nettoyage ethnique d'autres régions de la Palestine historique». Ce territoire de 365 kilomètres carrés qui comptait 80 000 habitants à la veille de 1948 (dont 35 000 pour la ville de Gaza) abrite aujourd'hui plus de 70% de réfugiés et leurs descendants.

Sur le sujet. Tordant le cou à la doxa, l'historien israélo-britannique Avi Shlaim y souligne que l'attaque du 7 octobre 2023 «n'est pas tombée du ciel» mais de l'*«occupation militaire israélienne illégale et extrêmement brutale des territoires palestiniens depuis juin 1967»* ainsi

que du «blocus économique asphyxiant» mis en place contre Gaza en 2006 (suivi du siège total), après la large victoire du Hamas aux élections législatives, en janvier de cette année-là, face au Fatah du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas.

«Tragédie épique»

AREBOURS du récit selon lequel le Hamas se vole à la destruction d'Israël, Shlaim, l'universitaire palestinien Khaled Hroub et le chercheur britannique Colter Louwense rappellent dans ce livre que le mouvement islamiste a multiplié les signes de compromis avec Tel-Aviv dès son accession au gouvernement : il a indiqué «à plusieurs reprises qu'il était prêt à assouplir son programme pour parvenir à un règlement négocié» avec les Israéliens et leur a «proposé une trêve durable» à cet effet; ses dirigeants ont reconnu implicitement l'existence d'Israël *«en acceptant la solution à deux États»* (au moins temporairement, pour plusieurs décennies), sur la base du retrait israélien dans les frontières du 4 juin 1967 (à la veille de la guerre des six jours); en mars 2007, après des mois de boycott du pouvoir islamiste par Tel-Aviv et les Occidentaux, au motif que le Hamas serait une «organisation terroriste», celui-ci a constitué un cabinet d'union nationale avec le Fatah (*«un gouvernement modéré composé de technocrates au lieu d'hommes politiques»*), en dépit de leur inimitié. Mais tous ces gestes d'ouverture ont été balayés d'un revers de main par Israël.

Parmi les contributeurs de *Deluge*, Ahmed Alnaouq livre un récit très personnel sur la vie quotidienne sous le blocus et le siège. Originaire de l'enclave et installé à Londres depuis 2019, ce journaliste palestinien a perdu une vingtaine de membres de sa famille lors d'un bombardement israélien de la maison parentale en octobre 2023 (un de ses frères avait déjà péri pendant la guerre de 2014). *«Pour moi et les survivants de ma famille, c'est une tragédie épique, raconte-t-il. C'est aussi une tragédie épique pour le monde. Car ce qu'il a laissé se passer à Gaza, en 2023 et avant 2023, est une tache qui ne pourra jamais être effacée.»* Alnaouq est également le cofondateur, aux côtés entre autres du poète et enseignant gazaoui Refaat Alarere (tué en décembre 2023), du collectif We Are Not Numbers (WANN, «Nous ne sommes pas des chiffres»), né en 2015. Ce dernier entend restituer la voix de la jeunesse palestinienne en permettant à des aspirants écrivains de Gaza, aidés par des auteurs de métier, de publier leurs textes sur son site Internet, afin de retracer le drame vécu par les Palestiniens, mais aussi *«leurs espoirs et leurs passions»*, et de lutter contre leur déshumanisation par Israël et les médias occidentaux. WANN a ainsi publié un recueil d'écrits sélectionnés parmi les milliers parus sur son site entre 2015 et 2024 (6). Classés par années, les dix chapitres de l'ouvrage contiennent des textes de diverses formes (récits, essais, poèmes). Le livre s'ouvre et s'achève sur des extraits du désormais célèbre poème de Refaat Alarere, *Si je dois mourir*, rédigé peu avant sa mort : *«Si je dois mourir/Tu dois vivre/pour raconter mon histoire/pour vendre mes affaires/pour acheter un morceau de tissu /et des bouts de ficelle/... Pour qu'un enfant quelque part à Gaza/regardant le paradis dans les yeux/... voie le cerf-volant/... et pense un instant qu'un ange est là.»*

Combattre la déshumanisation des Palestiniens *«en relatant l'horreur»* qu'ils subissent et *«en réfutant l'argumentaire des facilitateurs du génocide»*, c'est également l'objet de l'ouvrage de la journaliste

(1) Ilan Pappé, *Le Nettoyage ethnique de la Palestine*, traduit de l'anglais par Paul Chemla, La Fabrique, Paris, 2024, 396 pages, 20 euros.

(2) Ilan Pappé, *A Very Short History of the Israel-Palestine Conflict*, OneWorld Publications, Londres, 2024, 160 pages, 9,99 livres sterling.

(3) Sur l'histoire de Gaza depuis l'Antiquité, lire en particulier Gerald Butt, *Gaza, un carrefour de l'histoire*, traduit de l'anglais par Christophe Oberlin, Erick Bonnier, Paris, 2011, 285 pages, 21 euros, et Jean-Pierre Filii, *Histoire de Gaza*, Fayard, Paris, 2024 (1^{re} éd. : 2012), 600 pages, 13 euros.

(4) Avi Shlaim, avant-propos à Jamie Stern-Weiner (sous la dir. de), *Deluge : Gaza and Israel from Crisis to Cataclysm*, OR Books, New York, 2024, 320 pages, 22 dollars.

(5) Cf. Sara Roy, *The Gaza Strip : The Political Economy of De-development*, Institute for Palestine Studies, Washington, 2016 (1^{re} éd. : 1995), 616 pages.

(6) Ahmed Alnaouq et Pam Bailey (sous la dir. de), *We Are Not Numbers : The Voices of Gaza's Youth*, Hutchinson Heinemann, Londres, 2025, 368 pages, 14,99 livres sterling.



MOHAMED ABUSAL. — «Tourism Through a Window» (Voyager par la fenêtre), 2020

La majeure partie des Gazaouis, dont 65% ont moins de 25 ans, a grandi sous le siège militaire israélien (terrestre, aérien et maritime) imposé depuis 2007 et sous les bombardements. *«Les combattants du Hamas qui ont attaqué Israël le 7 octobre, pointe Pappé, étaient pour la plupart des jeunes qui ont appris le langage de la violence sous les bombes qu'Israël a lâchées sur eux.»* Selon l'historien, Tel-Aviv a utilisé cet assaut *«comme un prétexte pour appliquer sa politique génocidaire»* à l'encontre des plus de 2 millions de personnes vivant dans cette prison à ciel ouvert qu'est Gaza.

Replacer *«dans son contexte historique spécifique»* la guerre d'anéantissement décidée après l'assaut mené par les principales factions gazaouies, sous la houlette du Hamas, est aussi l'objet du livre collectif *Deluge : Gaza and Israel from Crisis to Cataclysm* (*«Déluge : Gaza et Israël, de la crise au cataclysme»*, non traduit en français). Rassemblant treize contributeurs palestiniens, israéliens et d'autres nationalités (universitaires, experts, journalistes, etc.), cet ouvrage est l'un des premiers parus en anglais

Si les attaques du 7 octobre 2023 n'ont pas survécu ex nihilo mais sont le produit de décennies d'oppression, pour quelles raisons le Hamas a-t-il choisi ce moment pour lancer l'assaut, et quels étaient ses objectifs? Sur ce point, les auteurs de l'ouvrage divergent dans leurs interprétations. Selon Shlaim, les attaques palestiniennes ont été déclenchées principalement pour contre-carrer le rapprochement alors en cours entre Israël et l'Arabie saoudite, favorisé par Washington afin que Riyad rejoigne les accords de normalisation signés en 2020 par les Émirats arabes unis (EAU), Bahreïn, le Soudan et le Maroc. D'après Hroub et l'analyste palestino-néerlandais Mouin Rabbani, il s'agissait plutôt

D'UN PEUPLE PRIVÉ DE SES DROITS

d'oppression et de résistance



© MOHAMED ABUSAL

MOHAMED ABUSAL. – «Life Under Isolation» (La vie en isolement), 2014

liste Meriem Laribi (7). Du 7 octobre 2023 au 7 octobre 2024, elle a tenu le journal d'une année de la guerre d'extermination en cours à Gaza. S'appuyant sur de nombreuses sources – informations rapportées par des correspondants palestiniens présents sur place et des médias indépendants arabophones, anglophones, francophones, y compris israéliens (comme le site +972 Magazine), rapports d'organisations de défense des droits humains, etc. –, son travail contribue à «reconstituer le puzzle de cette tragédie». À travers une approche «anticolonialiste» et un «point de vue désoccidentalisé», Laribi expose la passivité coupable de la «communauté internationale» ainsi que les manipulations d'une presse partielle. «En France, écrit-elle, la plupart des journalistes des

plateaux de télévision sont à plat ventre devant le porte-parole francophone de l'armée israélienne. Olivier Rafowicz, un petit homme arrogant mais pas très impressionnant que l'on voit absolument partout et tout le temps.» L'auteure insiste sur le fait qu'Israël interdit aux journalistes internationaux de se rendre à Gaza pour mieux «cacher le massacre». Elle relève que «les médias occidentaux s'accordent de cette censure, et en remettent une couche en ignorant ou dénigrant le travail des journalistes gazaouis, qui risquent leur vie à chaque instant (...). Sans eux, on ne saurait rien de ce qui se passe à Gaza. Ce dénigrement de la profession leur fait courir un danger plus important encore car l'armée israélienne se sent autorisée à les éliminer sans qu'il y ait de protestations».

«Cartes fantômes»

Acôté des livres d'histoire et des essais parus ces derniers mois, un certain nombre d'ouvrages combinant cartes, illustrations, chronologies et données chiffrées permettent de se représenter concrètement la situation actuelle et d'en comprendre les racines. Plusieurs d'entre eux se distinguent par l'originalité de la documentation fournie et la clarté des analyses. Ainsi de celui du géographe-cartographe Philippe Rekacewicz et du journaliste Dominique Vidal (8). À partir d'une profusion d'éléments cartographiques et d'archives souvent méconnues, les deux auteurs se proposent de «retracer ainsi un siècle et demi d'histoire très mouvementé». Le livre, enrichi d'éléments chronologiques et d'encadrés thématiques, explique comment le Royaume-Uni appuya le sionisme au début du XX^e siècle et l'idée de créer en Palestine un État juif – destiné à former une pointe avancée de l'Océan –, au nom, notamment, d'intérêts géostratégiques. Il dévoile également des «cartes fantômes» issues de projets de paix conçus dans les années 2000 restés lettre morte. Pour mieux comprendre la «matrice de l'occupation» et le paradigme de l'annexion, il montre la fragmentation de la Cisjordanie au moyen d'un vaste réseau de colonies israéliennes, de routes de contournement exclusivement à l'usage des colons et de l'armée, de centaines de points de contrôle destinés à assurer le maillage du territoire palestinien, du «mur de séparation», etc. Il se penche enfin sur la judaïsation au forceps de Jérusalem-Est, à la faveur de la radicalisation des gouvernements israéliens successifs.

Publié initialement en 2011 et plusieurs fois actualisé, l'atlas du professeur émérite des universités Jean-Paul Chagnollaud et de l'enseignant-chercheur en géopolitique Pierre Blanc

fait référence (9). Il suit le chemin parcouru par les Palestiniens de la fin du XIX^e siècle, sous l'ère ottomane, jusqu'aux événements récents. Il revient sur le «choc du 7 octobre» mais aussi les divisions diplomatiques entre les pays européens, l'«indéfectible soutien» de Washington à Israël ainsi que la duplicité des régimes arabes à l'égard de la Palestine depuis 1948. Si le caractère pédagogique de l'ouvrage est indéniable, certains développements demeurent discutables. C'est le cas de la «solution à deux États» que les

auteurs jugent «politiquement nécessaire et matériellement possible», malgré les réalités coloniales sur le terrain et son rejet par une large majorité de la jeunesse palestinienne.

On en prend conscience à la lecture de *Comprendre la Palestine* (10). Dans ce livre, fruit de dix ans d'enquête, la dessinatrice Alizée De Pin et le chercheur Xavier Guignard proposent une synthèse approfondie sur l'histoire palestinienne – une histoire, selon eux, «de dépossession, de lutte, de ségrégation et d'une souveraineté rendue impossible». Les deux auteurs apportent des éclairages utiles sur des sujets souvent peu étudiés en profondeur : le fonctionnement précis de l'Autorité palestinienne de M. Mahmoud Abbas («État de papier») et «instrument de contrôle des Palestiniens des territoires occupés»), la question du droit à la résistance armée, la mainmise des autorités d'occupation sur les ressources naturelles palestiniennes (dont l'aquifère de Cisjordanie) au profit des colons, le mouvement des prisonniers lancé dans les années 1980, etc. L'un des principaux intérêts de ce travail tient au choix de prendre comme fil conducteur la question de la partition de la Palestine décidée par l'ONU en 1947, rejetée à l'époque par les Palestiniens, qui étaient favorables à un État unique regroupant Arabes et Juifs. Les auteurs entreprennent de montrer comment l'idée de la partition en deux entités politiques «a émergé, avant de prendre la forme d'une chimère». Au vu

de la situation actuelle, ils estiment que la «solution à deux États», «véritable mantra diplomatique» de la «communauté internationale», est un «leurre» : «La séparation, qui supposerait le partage, n'a jamais été aussi impossible, renforçant la domination» d'Israël sur les Palestiniens. Selon eux, «la seule alternative est la cohabitation» au sein d'un même État, «fondé sur l'égalité concrète entre tous [ses] habitants».

Cette opinion va à l'encontre des réflexions de plusieurs spécialistes du «conflit» israélo-palestinien, parmi lesquels Jean-Pierre Filii, fervent défenseur de la «solution à deux États», avec un État palestinien «démocratique et démilitarisé» aux côtés de l'État israélien. Dans son ouvrage *Comment la Palestine fut perdue* (11), l'historien explique que ce modèle constitue «le seul horizon d'avenir pour la coexistence de deux peuples sur la même terre, et ce sur la base d'un rapport de forces désormais écrasant en faveur d'Israël». «Car sans ce cadre de coexistence, ajoute-t-il, un tel rapport de forces n'apportera à l'État juif ni la sécurité ni la stabilité.» Au contraire, selon Pappé, qui rejette la position de De Pin et Guignard, la seule façon de résoudre le problème des réfugiés et de la minorité palestinienne en Israël est de créer un «État unique et démocratique où chacun, Palestinien ou Israélien, jouira[rait] de droits égaux et de la liberté de mouvement dans toute la Palestine historique».

À l'heure où le système d'apartheid mis en place par les Israéliens se renforce, tandis que l'annexion des territoires occupés s'intensifie, il est plus que jamais nécessaire d'examiner les moyens de sortir du paradigme colonial inhérent au sionisme afin de bâtir un État commun. Dès 2006, dans un passage visionnaire en conclusion de son ouvrage sur le nettoyage ethnique de la Palestine, Pappé avertissait : «Jamais [les Palestiniens] ne pourront faire partie de l'État et de l'espace sionistes. Ils vont donc continuer à se battre. Leur lutte sera, espérons-le, pacifique et victorieuse. Sinon, elle sera désespérée et vengeresse, et, comme un cyclone, elle nous aspirera tous dans une immense et perpétuelle tempête de sable.» Deux décennies plus tard, ces mots résonnent à grand fracas.

OLIVIER PIRONET.

(7) Meriem Laribi, *Ci-gît l'humanité. Gaza, le génocide et les médias*, préface d'Alain Gresh, Éditions Critiques, Paris, 2025, 312 pages, 19 euros.

(8) Philippe Rekacewicz et Dominique Vidal, *Palestine-Israël. Une histoire visuelle*, Seuil, Paris, 2024, 256 pages, 33 euros.

(9) Pierre Blanc et Jean-Paul Chagnollaud, *Atlas des Palestiniens. Itinéraire d'un peuple sans État*, cartographie de Madeleine Benoit-Guyod, Autrement, Paris, 2025 (4^e éd.), 96 pages, 24 euros.

(10) Alizée De Pin et Xavier Guignard, *Comprendre la Palestine. Une enquête graphique*, Les Arènes, Paris, 2025, 232 pages, 20 euros.

(11) Jean-Pierre Filii, *Comment la Palestine fut perdue. Et pourquoi Israël n'a pas gagné. Histoire d'un conflit (XIX^e-XXI^e siècle)*, Seuil, 2024, 432 pages, 24 euros.



La gêne en deçà du Rhin; au-delà, le plaisir. En France, les dockers syndiqués de Fos-sur-Mer ont refusé début juin de charger des équipements militaires à destination de Haïfa. Le ministre des armées jurait pourtant que «la France ne fournit pas d'armes à Israël», mais un rapport commandité par plusieurs associations a démontré le contraire à partir des données fiscales israéliennes (1). Le montant d'une dizaine de millions d'euros classe néanmoins l'Hexagone dans la catégorie des petits joueurs. Rien de tel en Allemagne, où les marchands de canons déjà dopés par le conflit russe-ukrainien encaissent avec décontraction les dividendes des guerres israéliennes. «Entre le 7 octobre 2023 et le 13 mai 2025, des autorisations ont été accordées pour l'exportation définitive vers Israël de biens d'équipement militaire d'une valeur totale de 485 103 796 euros», soit près d'un demi-milliard, a admis le gouvernement fédéral le 2 juin dernier en réponse à une question du groupe parlementaire de gauche Die Linke. «Les livraisons comprenaient notamment des armes à feu, des munitions, des pièces d'armes, des matériels spéciaux pour l'armée de terre et la marine, des équipements électroniques et des véhicules blindés» (2).

Deuxième partenaire militaire de Tel-Aviv entre 2019 et 2023 après Washington, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, Berlin n'entend pas brider ce secteur florissant à cause de quelques dizaines de milliers de Palestiniens massacrés par son client. Certes, le premier article de la Loi fondamentale proclame que «la dignité de l'être humain est intan-

Au salon du génocide

gible», mais pas autant que l'alliance avec M. Benyamin Netanyahu. «L'Allemagne continuera à soutenir Israël en lui fournissant des armes, a carillonné le 5 juin 2025 le ministre des affaires étrangères Johann Wadephul. Cela n'a jamais fait de doute.» Du moins dans l'esprit des dirigeants : la veille, les trois quarts des personnes interrogées par sondage réclamaient un «contrôle plus strict» de ces exportations (Reuters, 4 juin 2025).

Les juristes feront-ils pencher la balance de leur côté? En avril 2024, la Cour internationale de justice (CIJ) avait repoussé une requête du Nicaragua qui accusait l'Allemagne d'enfreindre les conventions de Genève et demandait la suspension immédiate de ses livraisons d'armes à Tel-Aviv. Les juges avaient refusé d'imposer ces mesures conservatoires sur la foi de deux arguments avancés par Berlin. D'une part, plaidait la défense, «le volume total des exportations a fortement diminué après octobre» jusqu'à atteindre en février et mars 2024 «respectivement un demi-million puis un million d'euros». D'autre part, 98% des licences concernaient non pas des armes offensives mais des «équipements militaires divers» comme des appareils optiques ou des pièces de radar : «aucun obus d'artillerie, aucune munition», affirmait Berlin. Or, écrit le professeur de droit à l'université Rutgers Adil Ahmad Haque, les informations divulguées début juin par le gouvernement «soulèvent de sérieuses questions sur l'histoire que l'Allemagne a racontée à la Cour» (3) : non seulement les exportations militaires vers Israël ont retrouvé un niveau très élevé sitôt

Berlin blanchi, mais elles concernent également, selon les termes mêmes de la réponse à Die Linke, «des armes à feu, des munitions, des pièces d'armes». De quoi inciter le Nicaragua à refourbir sa requête à La Haye.

En attendant, l'efficacité des équipements israéliens déployés pour raser les hôpitaux gazaouis ou liquider des familles affamées devant les centres de distribution alimentaire semble éblouir les états-majors européens. En 2024, Tel-Aviv a battu son record d'exportations militaires : 14,8 milliards de dollars, dont 54% payés par des clients issus de l'Union – leur part a crû de près de 20% en un an. «Cette formidable réussite découle directement des victoires remportées par les forces armées israéliennes et les industries de défense contre le Hamas à Gaza, le Hezbollah au Liban, les houthistes au Yémen, le régime des ayatollahs en Iran et dans d'autres zones où nous menons des opérations contre les ennemis d'Israël», a estimé le ministre de la défense Israël Katz (www.timesofisrael, 4 juin). Pour parler sans ambages, le salon du génocide connaît un franc succès.

PIERRE RIMBERT.

(1) Attac et al., «Livraisons d'armes de la France vers Israël : un flux ininterrompu», 10 juin 2025, www.france-palestine.org

(2) «Lieferung von Rüstungsgütern an Israel», 2 juin 2025, www.bundestag.de

(3) Adil Ahmad Haque, «The Fall and Rise of German Arms Exports to Israel : Questions for the International Court of Justice» (les citations précédentes de ce paragraphe en sont tirées), 13 juin 2025, www.justsecurity.org

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE M. JAVIER MILEI SEMBLE NE PAS ENTAMER SA POPULARITÉ

Les Argentins se soulèveront-ils ?

La «tronçonneuse» austéritaire du président a rétabli les équilibres macroéconomiques de l'Argentine. Au prix d'une contraction de la consommation et d'un endettement aggravé de l'État, notamment auprès des bailleurs internationaux. Qu'en est-il du front de la contestation sociale ?

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE EVA TAPIERO *

«**V**oisin, voisine, ne sois pas indifférent !» Tandis que la nuit porteña (de Buenos Aires) s'avance, des voix montent au coin des avenues Corrientes et Medrano, au centre de la ville. Une poignée d'habitants du quartier se retrouvent ce soir d'automne austral pour un *cacerolazo*. L'idée est simple : tambouriner bruyamment sur des casseroles ou autres ustensiles afin de protester contre le gouvernement. Autour, taxis et voitures klaxonnent en soutien, quelques passants s'arrêtent et clament : «*Qu'ils s'en aillent tous !*», le slogan historique du soulèvement populaire de décembre 2001. À l'époque, les révoltes contre la crise économique et la classe politique atteignirent une telle ampleur qu'elles entraînèrent la démission du gouvernement, puis la fuite en hélicoptère du président Fernando de la Rúa (Parti radical, centre). Les assemblées de quartier – *asambleas de barrio* – formaient alors un maillon essentiel de la chaîne de protestation.

Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Javier Milei en décembre 2023, elles ont refait surface, chaque semaine. Pourtant, dans la capitale argentine, l'ambiance n'est pas à l'insurrection. Le *cacerolazo* organisé ce soir-là par les membres de l'assemblée d'Almagro – quartier paisible de la classe moyenne – ne compte qu'une petite vingtaine de personnes, qui ne se découragent pas pour autant. Mme Su Clarasó, dessinatrice industrielle, n'est d'ailleurs pas là pour le « grand soir ». Ce qui l'intéresse, c'est « construire un contre-pouvoir, parler politique ». Cette quadragénaire, présente dès la première réunion, à la fin de 2023, souhaite que l'initiative « continue, même si la gauche revient au pouvoir ». Selon elle, le « manque de politisation au sein de la population » a favorisé l'ascension de l'extrême droite ces dernières années et « empêché de riposter ».

Impuissance péroniste face à la crise sociale

Ces lieux de mobilisation restent aujourd'hui « marginaux », nous explique le sociologue Emilio Cafassi, qui a étudié les assemblées des années 2000(1). Toutefois, insiste-t-il, « l'existence de ces espaces organisés déjà en place est fondamentale » si un mouvement social d'ampleur renaissait. Mais, pour déclencher une telle contestation, il faudrait un fort mécontentement. Or M. Milei bénéficie pour l'instant du soutien – actif ou attentiste – d'une large partie de la population. Selon les enquêtes d'opinion, entre 40 et 50 % des Argentins approuvaient son action. L'alliance des classes populaires et moyennes contre l'oligarchie et le néolibéralisme, au cœur du mouvement de 2001, a fait long feu. Si une forme de convergence subsiste encore entre elles, il faut la chercher dans le vote ayant conduit à la victoire du président « libertarien », qui incarne un élan contestataire... de droite. Gabriel Vommaro, professeur de sociologie politique à l'Université nationale de San Martín, nous précise : « M. Milei a été un "2001" de droite radicale, qui s'est exprimé à travers les canaux institutionnels. » Les « kirchnéristes » (péronistes de gauche) ont gouverné le pays de 2003 à 2015 (Néstor puis Mme Cristina Kirchner), puis de 2019 à 2023 durant le mandat de M. Alberto Fernández. Leur échec à résoudre la crise économique et sociale ainsi que l'usure du pouvoir expliquent principalement leur défaite de 2023 au profit du nouveau président. Une gestion controversée de la pandémie de Covid-19 également. M. Fernández a, entre autres raisons, été fragilisé

en 2021 par le scandale des « vaccins privilégiés » fournis par le ministère de la santé à des responsables politiques et syndicaux, des ministres, des entrepreneurs ou des célébrités, en dehors du protocole sanitaire imposé à tous. Les kirchnéristes sont ainsi devenus la composante centrale de « la caste » vilipendée par M. Milei depuis son surgissement dans la vie politique cette année-là, aux côtés des fonctionnaires accusés de militantisme et de favoritisme, des syndicalistes et de la presse. Par extension, c'est l'État en général que le libétaire juge inefficace, inutile et corrompu. Le journaliste Pablo Stefanoni analyse son élection comme un « qu'ils s'en aillent tous ! » réactionnaire(2). Il a su mobiliser « une jeunesse post-adolescente désenchantée [qui a essentiellement connu le péronisme au pouvoir], y compris dans les classes populaires urbaines, avec un discours anti-establishment de droite », nous explique-t-il.

Depuis son arrivée au pouvoir, le nouveau président a placé au centre de sa stratégie la lutte contre l'inflation. Elle avait atteint des niveaux stratosphériques sous le précédent gouvernement – d'environ 54 % en 2019 à 211 % en 2023, avant de retomber à 118 % en 2024 durant la première année d'exercice de M. Milei(3). « L'inflation est systémique en Argentine, mais la spirale actuelle démarre en 2014-2015 », indique Juliette Dumont, directrice du Centre franco-argentin des hautes études en sciences sociales de l'université de Buenos Aires. La situation a laissé une marque indélébile, en particulier chez les plus démunis, minés par un quotidien suspendu à la valse des étiquettes. « C'est très déstabilisant de ne jamais connaître le coût de ce dont on a besoin. Si on

Le gouvernement se targue d'une autre réussite : le recul de la pauvreté au second semestre 2024. Son taux s'établirait à environ 38 % de la population, contre 53 % au cours des six premiers mois de l'année(7). Mais ces estimations ne font pas consensus. Luci Cavallero, sociologue de l'économie, en conteste la méthodologie. « Ces chiffres sont calculés en revenus monétaires et ne tiennent pas compte de certaines hausses, comme celles des loyers et de l'énergie », explique-t-elle. Et la chercheuse d'ajouter : « M. Milei a adopté des mesures qui ont fait bondir la pauvreté de quinze points au premier semestre 2024. Les chiffres annoncés en décembre 2024 ne sont qu'un retour à la situation antérieure, mais des dégâts sociaux majeurs sont intervenus dans l'intervalle. » Selon le programme du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) en Argentine, près de « dix millions d'enfants [dans le pays] mangent moins de viande par rapport à l'année précédente par manque d'argent, dans un contexte où les revenus de presque la moitié des foyers avec enfants ne parviennent pas à couvrir les dépenses de base concernant l'alimentation, la santé et l'éducation(8) ».

Des supporteurs de foot et des syndicats dans la rue

Dans ce contexte, la manifestation hebdomadaire pour la défense des retraites constitue l'autre rendez-vous de protestation dans la capitale. Carmen, 65 ans, ancienne professeure d'an-

l'État (ATE). Dans son bureau au confort spartiate, elle s'anime : « On dit : « L'urgence, c'est la faim. » Or ce sujet est totalement lié au féminisme et à l'écologie. L'extractivisme et la domination des femmes font partie intégrante de l'ultralibéralisme économique. » Luci Cavallero, très active au sein du puissant mouvement féministe Ni una menos (« Pas une de moins »), dresse le même constat. En dehors de la marche organisée chaque année le 8 mars, « les collectifs LGBT et féministes ne sont pas assez intégrés par les syndicats et les partis qui dirigent les espaces où se coordonnent les mobilisations du pays, estime-t-elle. Certains demeurent très fermés et il existe en leur sein une résistance à considérer nos organisations comme des acteurs politiques ».

Une convergence de ces luttes sera nécessaire pour faire basculer le rapport de forces et inquiéter le gouvernement. Ce dernier, sous la houlette de la ministre de la sécurité nationale Patricia Bullrich, n'hésite pas à durcir sa politique répressive. La violence des forces de l'ordre a franchi un cap lors de la marche pour les retraites du 12 mars 2025 à laquelle différents syndicats et des supporteurs de clubs de foot, principalement de la capitale, s'étaient joints. Des dizaines de blessés ont été dénombrés et plus de cent personnes arrêtées.

Pour beaucoup de militants, de nouvelles questions se posent désormais. La confirmation par la Cour suprême (10 juin 2025) de la condamnation de Mme Kirchner à une peine de six ans de prison (purgée à domicile) et d'inéligibilité à vie pour administration frauduleuse durant sa prési-



AGUSTIN MARCARIAN. – Chapelle consacrée à la Vierge de Caacupé, dans le quartier défavorisé de Villa 21-24 à Buenos Aires, 2025

© AGUSTIN MARCARIAN/REUTERS

gagne mal sa vie, c'est épaisant, pour le corps et pour l'esprit », poursuit-elle. En mai 2025, la hausse des prix s'établissait à 1,5 % – le chiffre le plus bas depuis cinq ans(4). La banque centrale estime qu'elle s'élèvera à 28,6 % sur l'ensemble de l'année. Avoir jugulé la pression inflationniste s'apparente à une victoire politique pour M. Milei. Malgré ses coupes drastiques dans les dépenses publiques – équivalentes à plus de 5 % du produit intérieur brut (PIB) en 2024(5) – qui affectent de nombreux domaines de la vie sociale : transports publics, électricité, gaz, eau, accès à certains médicaments, budgets gelés dans les universités, suspension des programmes de prévention des grossesses non désirées et de lutte contre les violences faites aux femmes, licenciements massifs dans les services publics comme la santé ou la justice – près de 44 000 postes de fonctionnaires concernés(6) –, suppression de la moitié des ministères. Ces coûts n'entament guère la popularité du président, tant les classes populaires ont souffert auparavant. « Ça ne va pas mieux aujourd'hui, nous explique le sociologue et directeur de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL-Sorbonne-nouvelle) Denis Merklen. Mais ils ont voté pour un changement et se disent : « On lui a donné sa chance, c'est le prix à payer, attendons de voir. »

Autre champ de contestation, la question des droits des femmes et des minorités sexuelles et de genre, domaine dans lequel l'Argentine a longtemps fait figure de pays pionnier. Aussi, quand M. Milei établit une analogie entre homosexualité et pédocriminalité dans son discours au Forum économique mondial de Davos le 23 janvier dernier, il choque et mobilise contre lui. Ces thématiques sont pourtant encore peu prises en compte par les syndicats et les organisations politiques, déplore Mme Clarisa Spataro, qui en a la charge au sein du syndicat des travailleurs de

glaïs et membre de l'assemblée de quartier d'Almagro, ne manque aucun mercredi. « Cela me remplit d'émotion de voir que nous étions une poignée et que le mouvement grandit », nous confie-t-elle. Au fil des semaines, les assemblées de quartier et les syndicats ont rejoints ces marches. Et d'autres mobilisations se développent, notamment celle des personnels administratifs et médicaux du plus grand centre pédiatrique d'Amérique du Sud, l'hôpital Garrahan, à Buenos Aires, frappé par les mesures d'austérité. La Confédération générale du travail (CGT) a lancé trois grèves générales qui ont partiellement bloqué le pays, dont la dernière s'est tenue le 10 avril 2025.

Autre champ de contestation, la question des droits des femmes et des minorités sexuelles et de genre, domaine dans lequel l'Argentine a longtemps fait figure de pays pionnier. Aussi, quand M. Milei établit une analogie entre homosexualité et pédocriminalité dans son discours au Forum économique mondial de Davos le 23 janvier dernier, il choque et mobilise contre lui. Ces thématiques sont pourtant encore peu prises en compte par les syndicats et les organisations politiques, déplore Mme Clarisa Spataro, qui en a la charge au sein du syndicat des travailleurs de

dence (2007-2015) créera-t-elle un électrochoc ? Le péronisme, jusque-là affaibli et divisé, va-t-il se ressouder autour de l'ancienne présidente qui dénonce sa persécution judiciaire ? A quelques mois des élections législatives de mi-mandat, prévues en septembre et octobre, la capacité de celui-ci à engager le pays dans un nouveau cycle de mobilisation et à se remettre au cœur du jeu politique demeure une question ouverte.

(1) Emilio Cafassi, *Olla a presión. Cacerolazos, piquetes y asambleas, sobre fuego argentino*, Universidad de Buenos Aires, 2002.

(2) Pablo Stefanoni, « Peinar el 2001 a contrapelo : del "Argentina a la nueva derecha", Nueva sociedad, n° 308, Buenos Aires, novembre-décembre 2023.

(3) Selon les chiffres de l'Instituto nacional de estadística y censos (Indec), www.indec.gob.ar.

(4) « Indices de precios, vol. 9, n° 18. Índice de precios al consumidor (IPC). Mayo de 2025 », 12 juin 2025, www.indec.gob.ar

(5) Lire Anne-Dominique Correa, « Comme avant, la violence en plus », *Le Monde diplomatique*, février 2024.

(6) « La dotación de personal del sector público nacional : datos a enero 2025 », Centro de economía política argentina (CEPA), 1er mars 2025, https://centrocepa.com.ar

(7) « Condiciones de vida, vol. 9, n° 7. Incidencia de la pobreza y la indigencia en 31 aglomerados urbanos. Segundo semestre de 2024 », 31 mars 2025, www.indec.gob.ar

(8) « 10 millones de niñas y niños consumen menos carnes y lácteos por falta de ingresos », 11 juin 2024, www.unicef.org

COMMENT LE STAND-UP EST-IL PASSÉ À DROITE ?

Donald Trump, seul en scène

Au pays de Lenny Bruce, Johnny Carson et Jon Stewart, les saillies des stand-uppers ont longtemps révulsé les caciques du Parti républicain. Et puis celui-ci s'est donné un nouveau chef qui adore les provocations. Il a vite compris quels médias il devait privilégier : des podcasts tenus par des humoristes sur Internet, dont l'audience dépasse souvent celle des émissions conventionnelles.

PAR GUILLAUME ORIGNAC *

Un tweet a retenu l'attention dans le flot de commentaires qui a suivi la défaite de Mme Kamala Harris en novembre dernier. Le journaliste Elie Mystal y observait que « les progressistes américains ont besoin de créer leur propre Rogan, quelqu'un qui peut parler aux gens à qui il s'adresse ». Dix jours avant l'élection présidentielle, le podcasteur Joe Rogan avait accueilli dans son studio M. Donald Trump pour une conversation de trois heures (*lire l'encadré*). L'épisode a été vu plus de cinquante millions de fois sur YouTube, un total excédant de loin celui des émissions conventionnelles, ce qui a permis au candidat républicain de toucher un public majoritairement blanc, jeune et masculin.

Rogan est issu de la *stand-up comedy*, cette communauté de soutiens du rire qui mêlent expression intime et blagues impertinentes. Or le président

américain, conseillé, dit-il, par son fils Barron, a centré sa dernière campagne électorale sur les nouveaux médias tenus par des humoristes. À chaque fois, il a obtenu de très bonnes audiences. Le mariage de l'humour et de la politique se faisait, jusqu'à présent, sans y convier les républicains. Le stand-up a-t-il changé de camp ?

Profondément enraciné dans la culture nord-américaine, cet aimable bavardage a connu dans les années 1950 une révolution formelle qui l'a transformé en un art d'expression personnelle. Abandonnant une formule qui consistait à mitrailler de blagues inoffensives un public de night-club, il s'est ouvert au commentaire politique et social en prenant l'apparence d'une conversation. Cette mutation fut portée par deux figures, aux tempéraments pourtant opposés.

Le satiriste et le provocateur

D'ABORD Mort Sahl, qui surgit sur scène en 1955, en serrant dans ses mains le journal du jour qu'il commentait d'un ton alerte et malicieux. L'humoriste abordait frontalement la vie politique de son pays en s'en faisant l'exégète sarcastique. Calquant son débit sur les rythmes d'un jazz-band, Sahl connut une popularité croissante auprès d'un public d'étudiants et d'intellectuels, au point d'être qualifié de « philosophe politique ».

Trois années après son apparition, Lenny Bruce reprit sa formule conversationnelle dans les clubs de strip-tease où il officiait entre deux numéros d'effeuillage. Face à ce public plus canaille, il se fit le lanceur kamikaze d'une satire davantage sociale que politique. Dans un mélange

d'improvisations éruptives et de sketches soigneusement élaborés, Bruce soulevait le rideau des hypocrisies sociales, pointait les contradictions des valeurs américaines et brisait le consensus pour faire droit aux minorités. Son goût de la provocation mit l'accent sur des sujets jusqu'alors refoulés du débat public comme la sexualité, la religion ou la ségrégation. Bruce a influencé des générations d'humoristes auxquels est depuis attaché le qualificatif de *truth-teller* : des bouffons usant du rire pour dire ses quatre vérités à la société américaine.

Sahl et Bruce ont dessiné pour les décennies suivantes les deux visages critiques du stand-up : le satiriste politique ou le provocateur moraliste. Ils ont également façonné deux attitudes vis-à-vis du pouvoir : pendant que Bruce



PETER SAUL. – « Abstract Expressionist Portrait of Donald Trump »
(Portrait expressionniste abstrait de Donald Trump), 2018

des humoristes troqua à son tour l'ironie contre l'invective. L'animatrice de l'émission satirique « Full frontal with Samantha Bee » traita en 2018 Mme Ivanka Trump (la fille ainée de M. Trump) de « salope irresponsable ». L'année précédente, l'actrice et scénariste Kathy Griffin avait de son côté posté sur les réseaux sociaux une photo d'elle tenant la tête décapitée et sanguinolente de M. Trump entre ses mains. Elle exprima ensuite des regrets en prétendant que sa mise en scène relevait du second degré.

Pendant que la rage et l'offense gagnaient provisoirement les rangs du camp démocrate, l'humour commençait symétriquement à faire une percée chez les trumpiques. La chaîne conservatrice Fox News produisit un pendant au « Daily show » de Stewart, « The Greg Gutfeld show ». Le site de fausses informations parodiques The Onion s'est également vu concurrencer par un homologue conservateur, The Babylon Bee. Enfin, une série de podcasts et

d'émissions a contribué à tisser une toile inédite de satire de droite en profitant de la liberté offerte par Internet.

À l'annonce de la candidature de M. Trump à un second mandat, l'humoriste Ari Shaffir confessa qu'il y discernait l'occasion réjouissante de voir couler « les larmes des gens vertueux ». Il résumait l'état d'esprit d'une frange du monde du stand-up qui dénonce les effets sur son travail des politiques de défense des minorités. La comédienne Judy Gold a ainsi regretté dans son ouvrage au titre explicite *Yes, I Can Say That* (« Oui, je peux dire ça ») que le circuit des universités, traditionnellement ouvert aux spectacles humoristiques, réclame de connaître par avance les sujets abordés ainsi que les expressions « offensantes » qui pourraient être employées. Face à ce qu'ils perçoivent comme un assaut de la censure, des stand-uppers pensent reprendre le combat de Lenny Bruce, sans s'inquiéter de savoir s'ils le font au nom des dominés ou des dominants. Indifférents à leur propre position de pouvoir, ils préfèrent revendiquer leur droit à la provocation et voir dans l'humour une force assise par les exigences de respect à l'égard des minorités.

Le premier mandat de M. Trump (2017-2021) marqua à la fois le sommet de cette distinction et son chant du cygne. Le dirigeant entretenait une vieille querelle avec les humoristes. En 2011, lors de ce même dîner annuel auquel participaient nombre de sommités new-yorkaises, la presse n'avait retenu que son visage grimaçant au moment où le président Barack Obama décochait des blagues toujours plus méprisantes à son encontre. Tassé sur sa chaise, le milliardaire avait encaissé l'humiliation, sans même lui opposer un sourire de façade, et promis, en privé, qu'il prendrait sa revanche.

Elle vint avec son élection. Devenu président, il fit annuler ce rendez-vous mondain. Et, à travers son compte Twitter, attaqua nommément tous ceux qui se moquaient de lui. Peu enclin à l'autodérision, il persista dans la veine qui avait été la sienne lors de la campagne de 2015-2016 : un mélange de colère, d'éloge du « bon sens » et de quolibets contre ses adversaires. L'insulte demeura plus que jamais son terrain d'expression privilégié. Désarçonnée par les outrances de ce président atypique, une frange

Réintroduire des mots interdits

LE podcast de Joe Rogan prospère à l'intérieur de ce nouveau paysage. Ancien animateur de télé-réalité et présentateur de spectacles de sport de combat, il a démarré une carrière d'humoriste il y a près de trente-cinq ans. Les valeurs du stand-up ont nourri ses idées concernant ce qui fonde la qualité d'une conversation publique : le droit d'exprimer toutes les opinions. Chef de file des comiques aux convictions libertariennes (à l'instar de Dave Smith), Rogan aime piocher ses invités parmi une liste de bouffons controversés et de figures politiques maniant l'outrage, dont M. Trump demeure le meilleur représentant. D'autres podcasteurs ont également critiqué la campagne de diabolisation qu'aurait subie l'actuel président américain de la part des institutions, tout en louant son audace de réintroduire des mots interdits sans craindre les censeurs.

Les provocations de M. Trump sont désormais perçues par une partie des stand-uppers comme l'expression d'un affranchissement langagier qu'ils professent eux-mêmes. Ce rapprochement se fait au prix d'une confusion entre la fonction historique du stand-up et l'attitude du président sur les estrades. Ces humoristes libertariens tronquent l'héritage des figures tutélaires : ils abandonnent souvent la distance ironique de Sahl pour ne retenir que l'humour anti-institutionnelle de Bruce. Or c'est précisément ainsi qu'il aime se présenter le président américain : celui qui dit la vérité avec des mots que les progressistes interdisent. D'où la séduction qu'il a pu exercer sur une partie du milieu du stand-up, jusqu'à gagner parfois son soutien, ou plus souvent son silence. On peut déjà parier que cet appui a tout d'un geste suicidaire, tant M. Trump reste imperméable à la critique et à l'autodérision. Tant, aussi, sa défense de la liberté d'expression n'a jamais été qu'une façade pour attaquer ses adversaires, comme le démontre en ce moment la répression des partisans de la cause palestinienne par son administration(1).

Commission paritaire des publications et agences de presse : n° 0529 D 86051
ISSN : 0026-9395
IMPRIMÉ EN FRANCE

À la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, notre numéro de téléphone vert : 0 805 050 147.

(1) Lire Eric Alterman, « M. Trump en guerre contre la libre expression », *Le Monde diplomatique*, mai 2025.

Le bon sens de Joe Rogan

HUMBLE, à l'écoute et capable d'un début d'autodérision : voici le visage que M. Donald Trump a présenté durant ses trois heures de conversation avec l'animateur de podcast Joe Rogan, quelques jours avant l'élection présidentielle de novembre 2024. Un visage à rebours de l'attitude agressive et dominatrice qu'on lui connaît habituellement. Invité dans les podcasts des humoristes Andrew Schulz et Theo Von, le candidat a montré qu'il savait blaguer et rire, répondre avec calme et pédagogie aux questions de ses interlocuteurs. Il faut dire que le format se veut à la fois plus accueillant et plus authentique que celui des émissions politiques traditionnelles : il refuse les formes de la discussion polémique et met en scène la curiosité affichée de ses animateurs, allant même jusqu'à la candeur enfantine. En quinze ans, ces nouveaux médias ont imposé une autre manière d'interviewer qui privilégie les questions pratiques et délibérément ingénues.

Chez Von comme chez Schulz, la conversation s'engage avec les responsabilités paternelles de M. Trump. Cet angle offre à son image publique un sas de décompression, en révélant un homme qui partage les mêmes soucis que n'importe qui. C'est là le principe de ces émissions imaginées en contre-modèle des débats télévisés : provoquer un échange dont la durée – une heure chez Von, une heure et demie chez Schulz, trois heures donc chez Rogan – entretient l'illusion d'une discussion éloignée des rigidités de la langue politique. Avec Rogan, M. Trump convoque ainsi les souvenirs de ses premiers jours de président en 2017, réduits à de sympathiques anecdotes, comme celle de sa découverte de la chambre Lincoln dans une aile de la Maison Blanche. La politique n'est alors plus affaire de décisions mais un terrain d'expériences personnelles, où l'on s'étonne de la taille du lit présidentiel. Le commun rencontre la grandeur historique... L'opération fonctionne en deux temps : effacer l'image clivante du candidat, ce qui permet, ensuite, de faire passer sa politique pour l'expression du bon sens populaire. Que Rogan glisse dans l'interview ses propres réflexions, sans jamais contester celles de M. Trump (concernant la corruption partisane des médias, l'injustice des politiques environnementales et de défense des minorités, les bienfaits du protectionnisme), parachève la confusion : l'impératif d'authenticité transforme un point de vue en vérité bonne à dire, prouvant que le candidat Trump est bien le représentant des Américains ordinaires.

G. O.

DES INFRASTRUCTURES PÉTROGAZIÈRES PARALYSÉES PAR L'INSÉCURITÉ

Le Mozambique dans la gangue djihadiste

Les raids de groupes armés se multiplient dans la province du Cabo Delgado depuis 2017. Fin mai, deux attaques y ont ainsi provoqué la mort d'une vingtaine de soldats.

Dans un contexte de pauvreté généralisée, le gouvernement du Front de libération du Mozambique (Frelimo), au pouvoir depuis l'indépendance en 1975, peine à écarter cette menace malgré le soutien très actif du Rwanda.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
MARGAUX SOLINAS *

Un groupe de femmes tente de rejoindre le rivage de Pemba, fendant la mer turquoise de l'océan Indien. Posés sur leurs têtes, des bacs remplis de poissons, qu'elles comptent vendre au marché de Paquiteque, le plus vieux quartier de la capitale du Cabo Delgado. Mais il règne un calme trompeur sur les plages de sable fin du nord-est du Mozambique. La région est en proie à de récurrentes et meurtrières attaques djihadistes depuis le 5 octobre 2017. La petite ville portuaire de Mocimboa da Praia a alors été occupée, durant quarante-huit heures, par un groupe lourdement armé affilié à l'Organisation de l'État islamique (OEI) sous le nom d'Al-Chabab (qui signifie «les jeunes» en arabe) ou Ansar Al-Sunna («les partisans de la tradition prophétique»). Malgré diverses opérations militaires lancées par le gouvernement mozambicain et plusieurs États de la sous-région, la province du Cabo Delgado n'a jamais retrouvé la sécurité.

Elle abrite l'essentiel des réserves de gaz naturel du pays, évaluées à près de 5 000 milliards de mètres cubes. Son potentiel économique attire de nombreuses entreprises multinationales. Le français TotalEnergies, l'américain Exxon-Mobil, l'italien Eni et la China National Petroleum Corporation (CNPC) ont tous investi dans des concessions stratégiques du bassin de Rovuma, pour l'exploration et le partage de la production gazière avec l'État mozambicain. Les groupes australiens Syrah Resources et Triton Minerals détiennent quant à eux des contrats miniers pour la production de graphite à Balama, tandis que l'entreprise britannique Gemfields possède une part majoritaire dans la compagnie Montepuez Ruby Mining (MRM), qui exploite l'une des plus grandes mines de rubis du monde.

Rétablissement et assurer la sécurité dans le Cabo Delgado se révèle donc vital pour le pays. À cette fin, Maputo a d'abord fait appel au groupe Wagner. En septembre 2019, environ deux cents mercenaires russes sont envoyés pour combattre l'insurrection, un mois après une visite d'État à Moscou du président Filipe Nyusi, la première d'un chef d'État mozambicain depuis 1987. Les deux États renouent alors une coopération stratégique remontant à la guerre froide, quand l'Union soviétique soutenait les pays de la «ligne de front» contre l'Afrique du Sud de l'apartheid(1). Mais l'opération est un échec cuisant : douze paramilitaires tués en l'espace de quelques semaines et un retrait piteux de la milice en mars 2020. Maputo sollicite ensuite l'entreprise de sécurité privée sud-africaine Dyck Advisory Group (DAG). Fondée en 2012 par M. Lionel Dyck, un ancien colonel des forces armées zimbabwéennes, elle devait fournir un soutien aérien aux soldats mozambicains. Las, rien n'empêche la progression des insurgés ni les attaques majeures, comme la seconde prise de Mocimboa da Praia en août 2020. En avril 2021, le DAG se voit contraint à son tour d'annoncer son départ.

La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC, sigle de l'anglais Southern African Development Community) décide alors de dépêcher sur place une force commune (SADC Mission in Mozambique, ou Samim) en juillet 2021, composée de huit pays contributeurs : l'Angola, le Botswana, la République démocratique du Congo (RDC), le Lesotho, le Malawi, l'Afrique du Sud, la Tanzanie et la Zambie. Pretoria fournit les deux tiers des soldats. L'Union africaine envoie pour sa part du matériel militaire en 2023, après avoir sollicité une mobilisation régionale en mars 2021(2). Confrontée à des défis logistiques,

la Samim se trouve dans l'incapacité de renverser durablement le rapport de forces. En outre, certains contributeurs ne parviennent plus à assumer le coût de cet engagement. Durant l'été 2024, les chefs d'État et de gouvernement de la SADC décident de démanteler la Samim, laissant les capitales volontaires, notamment Kigali (Rwanda) et Dodoma (Tanzanie), poursuivre leur coopération avec Maputo de manière bilatérale.

C'est d'ailleurs l'armée rwandaise qui a délogé les djihadistes de Mocimboa da Praia et permis la reprise de l'exploitation gazière au large du Cabo Delgado en août 2021. «Le Mozambique

rwandaises ont certes beaucoup aidé à améliorer la situation dans le Cabo Delgado. Mais que protègent-elles réellement ? Les civils ou la partie économique de la province ?, s'interroge à voix haute Nhamirre. L'effort [militaire] est beaucoup plus intense autour des chantiers gaziers, comme à Palma [ville au large de laquelle TotalEnergies a investi dans le vaste projet Mozambique LNG], alors que la menace pèse sur l'ensemble de la population.»

Signe du rapprochement entre les deux États, le Parlement mozambicain ratifie en mars 2024 un traité d'extradition entre Kigali et Maputo. Cet accord, qui facilite l'expulsion vers le Rwanda de personnes accusées de crimes majeurs, dont celui de participation au génocide des Tutsis de 1994, suscite de fortes réserves parmi les défenseurs des droits humains. Le très autoritaire Paul Kagamé pourrait s'en servir pour traquer des dissidents politiques en fuite.

Outre d'éventuels avantages économiques et diplomatiques, son intervention au Mozambique offre à Kigali l'occasion de peaufiner son image de gendarme africain. Bien formée et disciplinée, la FRD constitue la vitrine d'un pays devenu le troisième contributeur mondial et le deuxième à l'échelle du continent des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations unies (ONU), avec 4 585 casques bleus au 31 août 2024. Le Rwanda se spécialise également dans le secteur de la sécurité privée. Ses

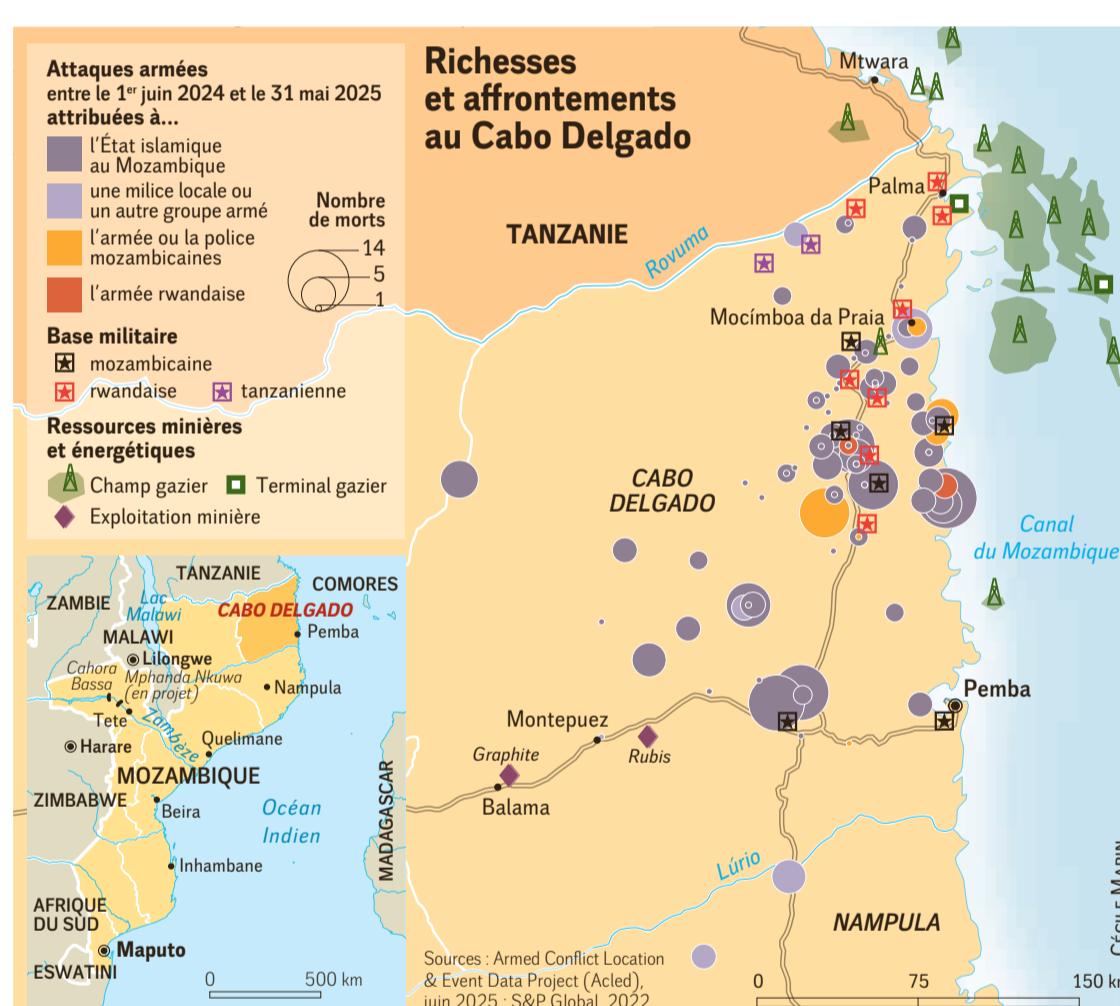
un engin développé par la société sud-africaine Paramount. L'aéronav assure aujourd'hui des missions de surveillance et d'attaques légères. Le Mozambique s'efforce également de se procurer des drones, chinois (Wing Loong II et CH-4 Rainbow) ou français (IC-D, proposés par l'entreprise I-SEE Group).

De nombreux chercheurs expliquent la persistance de l'insurrection par le fait que des mouvements djihadistes venus de Tanzanie ou du Kenya profitent des trafics le long de la riche côte australe du continent africain pour se financer et maintenir leur influence dans la sous-région(4). D'autres experts suggèrent que le groupe Al-Chabab est issu d'un schisme au sein du Conseil islamique du Mozambique (Cislamo). Reconnue par le gouvernement, cette organisation regroupe de jeunes prédateurs et étudiants salafistes, opposés à l'islam local d'obédience soufie et inspirés par les idées rigoristes d'Aboud Rogo Mohammed, un religieux kényan tué en 2012 à Mombasa par des assaillants non identifiés. Sa mort avait alors provoqué plusieurs jours d'émeutes, ses partisans accusant les forces de sécurité de l'avoir assassiné. Mais il semble que l'attractivité de ce groupe prend d'abord racine dans «la pauvreté, la marginalisation et le manque de perspectives pour les jeunes, la religion ne servant que de point de ralliement ou de couverture(5)».

Cinquante ans après l'indépendance en 1975 – et de pouvoir sans partage du Front de libération du Mozambique (Frelimo) –, le pays figure parmi les plus pauvres du monde. Les inégalités explosent dans le Cabo Delgado, entre les opulents profits miniers et la misère des populations. Selon Action contre la faim, 45 % des habitants de la province vivent dans une extrême pauvreté, tandis qu'elle concentre 66 % des 3,3 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave à l'échelle nationale(6). L'association souligne également les effets désastreux du réchauffement climatique avec la recrudescence de cyclones(7).

Les multinationales sécurisent leurs seules installations

La corruption des élites attise en outre une colère sur laquelle prospèrent les djihadistes. En avril 2016 éclate le scandale d'un vaste détournement de fonds désormais connu sous le nom de «dette cachée du Mozambique». Il concerne des prêts d'un montant de 2 milliards de dollars contractés par trois entreprises publiques auprès de banques telles que le Crédit suisse et l'établissement russe VTB. Les fonds étaient censés financer trois projets maritimes – les achats de navires de patrouille ou de pêche et la construction de chantiers navals –, mais les sommes auraient en réalité alimenté un circuit de pots-de-vin au profit de proches du pouvoir à Maputo, provoquant une suite de procès retentissants aux États-Unis et au Royaume-Uni(8). Dès la découverte de ces forfaits, quatorze pays partenaires et la Banque mondiale décident de couper toute aide au Mozambique (environ 265 millions de dollars par an). Le Fonds monétaire international (FMI) retire 165 millions de dollars aux 286 millions initialement prévus pour un prêt d'urgence. En conséquence, dès 2016, la dette publique passe de 88 % du produit intérieur brut (PIB) à 128 %, tandis que la monnaie nationale est dépréciée et que l'inflation atteint 27 %. «Les responsables politiques comptaient sur les revenus du gaz pour rembourser ces dettes, mais l'argent n'est jamais arrivé. En effet, pour des raisons de sécurité, TotalEnergies et Eni ont retardé leurs mégaprojets gaziers», nous explique Michel Cahen, directeur de recherche émérite au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et spécialiste de l'histoire politique de l'Afrique luso-phone. En attendant que cette manne devienne réalité, les multinationales étrangères négocient des concessions et sécurisent leurs seules installations. Quant aux attaques djihadistes dans le Cabo Delgado, elles se poursuivent, maintenant la population en marge du développement.



n'a jamais fourni le soutien nécessaire à la Samim, explique Borges Nhamirre, de l'Institut d'études de sécurité (ISS Africa). Il a toujours donné la priorité au Rwanda et a mis à l'écart les forces de la SADC.» Et le chercheur de souligner que la mission africaine partageait ses informations à propos de l'évolution de la situation sur le terrain, alors que la plus grande opacité entoure l'accord entre le président rwandais, M. Paul Kagamé, et son homologue d'alors M. Nyusi.

Kigali entretient le flou sur ses motivations

Les relations entre le Rwanda et le Mozambique ont longtemps été réduites à leur plus simple expression, avant qu'une ambassade rwandaise soit inaugurée en 2019. Près de 4 500 soldats de la Force de défense du Rwanda (FRD) sont aujourd'hui déployés dans le Cabo Delgado. Kigali entretient le flou sur ses motivations. «Le Rwanda prétend agir par solidarité, mais personne n'envoie autant d'hommes pour ce seul motif», remarque Nhamirre. En 2021, l'Union européenne avait approuvé une aide de 40 millions d'euros pour former l'armée mozambicaine à protéger les civils et maintenir la paix dans la région. Elle a également financé le déploiement de la FRD, en débloquant en novembre 2024 une enveloppe de 20 millions d'euros supplémentaires pour l'achat de matériel militaire et les opérations aériennes. «Les troupes

investissements se multiplient au Cabo Delgado : mines, construction, surveillance, etc. Plusieurs entreprises, comme Macefield Ventures, NPD Limited et Strofinare Mozambique, liées à la holding rwandaise Crystal Ventures – bras économique du Front patriotique rwandais (FPR) –, se sont installées dans la région(3). Selon l'historien mozambicain Yussuf Adam, Paris pourrait avoir encouragé l'intervention rwandaise afin de protéger les intérêts de TotalEnergies. Toutefois, une source proche du gouvernement français nous affirme que la supervision et la sécurité du projet gazier Mozambique LNG sont l'objet de discussions directes entre TotalEnergies, ses partenaires et le gouvernement mozambicain.

La situation s'améliore-t-elle pour autant ? Malgré les patrouilles rwandaises, les djihadistes restent actifs. Plus d'un million d'habitants ont fui l'insécurité, les enlèvements et les pillages, vers des régions plus éloignées du littoral minier. Selon plusieurs témoignages recueillis auprès d'organisations non gouvernementales occidentales, certains insurgés, déguisés en soldats ou en policiers, parviendraient à se fondre dans les villages en se faisant passer pour des gardiens de la paix, puis contraindraient les civils à les cacher. Pratiquant la guérilla, les djihadistes se déplacent rapidement et se dissimulent dans les montagnes, ce qui complique leur traque par les autorités. Pour renforcer ses capacités de lutte contre-insurrectionnelle, Maputo a fait l'acquisition en juin 2023 d'un avion d'appui tactique rapproché et de reconnaissance armée Ahrlac (surnommé Mwari),

(1)Lire Carmen Bader, «Le Mozambique dans la tourmente de l'après-guerre», *Le Monde diplomatique*, février 1993.

(2)«Déclaration du président de la Commission de l'Union africaine», 3 mars 2021, <https://au.int>

(3)Romain Gras, «Crystal Ventures, la face business du FPR de Kagamé», *Jeune Afrique*, Paris, 2 mai 2023.

(4)Éric Morier-Genoud, *Towards Jihad?*, Hurst Publishers, Londres, 2023.

(5)*Ibid.*

(6)«Mueda, la ville refuge», 15 octobre 2024, www.actioncontrelafram.org

(7)«Le Mozambique continue de faire face à une grave crise humanitaire causée par le conflit, les chocs climatiques et les défis liés à la gouvernance», 2025, www.actioncontrelafram.org

(8)«Mozambique and the “tuna bond” scandal», 9 février 2021, www.spotlightcorruption.org

UN BESOIN DE POLITIQUE

Le vrai sens des « fake news »

(Suite de la première page.)

À chaque sensibilité sa chaîne YouTube et ses comptes Instagram (2). Dans cette configuration, la capacité d'argumenter, de s'écouter mutuellement et de résoudre des conflits par le biais de la raison laisserait peu à peu place à une guerre civile numérique nourrie par l'ambition politique de quelques milliardaires. Principale victime : la vérité elle-même. Ou, pour être plus précis, notre faculté à distinguer le vrai du faux.

Cette bascule aurait à son tour enfanté deux évolutions notables. La première a été bien décrite par le journaliste américain Matt Taibbi : non seulement la politique a « cessé de porter sur l'idéologie ; elle est devenue un problème d'information », mais « notre rapport aux faits est désormais similaire à notre rapport aux

marchandises : il s'agit d'un marché des faits » (3). Au sein de l'espace public, ce ne sont plus des idées qui se concurrencent, mais les faits eux-mêmes. Lesquels s'échangent à la hausse ou à la baisse en fonction de leur capacité à capter l'attention sur les plates-formes. Le marché aurait ainsi conquis la sphère publique : est vrai ce qui se vend le mieux. Seconde transformation : en permettant l'accès des profanes au terrain de l'expertise professionnelle, les réseaux sociaux brisent un monopole jusqu'ici revendiqué par les grands médias. Face à une telle désintermédiation, les appels à la régulation se multiplient pour rétablir la hiérarchie du savoir et protéger les populations des mensonges.

Renverser l'explication habituelle

Si ces interprétations recèlent une part de vérité, elles n'en restent pas moins très insatisfaisantes. Tout d'abord, elles extrapolent largement les effets de la désinformation sur les dynamiques politiques contemporaines. Une attention extravagante a été donnée aux faux comptes russes lors de l'élection de M. Trump en 2016 ; on souligne cependant rarement que le contenu de ces comptes a représenté à peine 0,004 % de ce que les utilisateurs de Facebook ont vu sur leur fil durant cette campagne présidentielle (4). Plus généralement, comme le note une étude publiée dans la prestigieuse revue *Nature* à la veille de son second mandat, les contenus peu fiables correspondent à 5,9 % des visites sur des sites d'information en 2016. Mais, lorsqu'on inclut la télévision, ceux-ci ne comptent plus que pour « 0,1 % du régime médiatique des citoyens américains » (5). Enfin, une autre enquête publiée dans *Science* établit que la consultation de ces fausses informations concerne surtout un groupe restreint d'électeurs ayant déjà des opinions relativement extrêmes. Sur Twitter, 1 % des utilisateurs représentaient 80 % des expositions aux *fake news* (6). Ils étaient donc moins souvent induits en erreur en tombant sur une information qu'ils ne recherchaient une information confirmant leur « erreur ».

La majeure partie de la littérature sur la « désinformation » recèle en réalité un impensé : si les individus avaient reçu de « bonnes » informations, le Royaume-Uni serait toujours membre de l'Union européenne et les démocrates américains occuperaient encore la Maison Blanche. S'ils troquaient X pour le *New York Times*, l'histoire aurait pris un autre cours. Cette littérature part ainsi du postulat qu'une personne bien informée ne pourrait pas désirer la sortie de l'Union ni le protectionnisme. En d'autres termes, toute remise en cause du cadre libéral aurait pour origine une

méconnaissance des « faits ». L'argument se heurte à deux objections. D'abord, il est peu probable que les partisans de candidats plus classiques soient davantage guidés par leur raison ; ensuite, on peine à expliquer le succès singulier de l'extrême droite en s'appuyant sur des modèles psychologiques.

Au lendemain de la première guerre mondiale, à laquelle il avait participé en tant que sergent d'infanterie, l'historien français Marc Bloch s'était penché sur la genèse et la diffusion des « fausses nouvelles » ayant nourri le conflit. « L'erreur ne se propage, ne s'amplifie », analyse alors le fondateur de l'école des Annales, qu'à une condition : trouver dans la société où elle se répand un bouillon de culture favorable. En elle, inconsciemment, les hommes expriment leurs préjugés, leurs haines, leurs craintes, toutes leurs émotions fortes. » Il ajoute : « Un événement, une mauvaise perception par exemple qui n'irait pas dans le sens où penchent déjà les esprits de tous pourrait tout au plus former l'origine d'une erreur individuelle, mais pas d'une fausse nouvelle populaire et largement répandue » (7).

Cette perspective incite à renverser les termes de l'explication. Ce ne sont pas les algorithmes et nos biais cognitifs qui sapent la légitimité des institutions ; c'est dans le déclin de cette légitimité que prospèrent des aspirations plus radicales au changement. En outre, l'érosion de la confiance dans les démocraties libérales ne provoque pas un manque d'esprit critique. Tout au contraire : des fractions croissantes de la population estiment qu'elles ne peuvent plus accorder leur crédit aux scientifiques ou aux experts, et fondent dorénavant leurs jugements sur une



MICHEL HERRERIA. – « Souffleurs de vulgates », 2000

recherche personnelle. En un sens, les sceptiques à l'égard des vaccins ou les partisans de théories du complot sont davantage informés – mais pas nécessairement mieux – que les personnes confiantes dans les prescriptions de leur médecin ou dans le discours porté par les institutions. Si vous croyez que le 11-Septembre a été une machination organisée par l'administration Bush pour lancer une série de « guerres contre le terrorisme », vous avez probablement consacré énormément de temps à décrypter documents et vidéos afin d'opérer votre propre tri entre le vrai et le faux.

Naturellement, sauf à devenir soi-même expert dans des domaines souvent très techniques, cette quête est vouée à l'échec. Notre rapport au savoir passe toujours par une délégation de confiance. En refusant de l'accorder aux spécialistes reconnus, les sceptiques orientent simplement leur confiance vers d'autres acteurs (influenceurs, blogueurs, etc., qu'ils jugent plus crédibles). Comme le résume le politiste Henrik Enroth, « la situation de post-vérité ne concerne pas un rejet des faits ou un déclin de la vérité en tant que telle », mais plutôt « une défiance généralisée et intensifiée » envers les autorités mandatées pour établir les connaissances. À l'ère des *fake news*, on n'observe pas « un abandon de la recherche de preuves, mais leur quête pathologique » (8). Le clivage pertinent ne départage donc pas les personnes pro et anti-vérité, mais une attitude « personnelle ou impersonnelle à l'égard des sources de preuve » (9). Dans une société de plus en plus désintermédiaire, où les individus ne sont plus membres de partis politiques, de syndicats ou d'associations, notre attitude vis-à-vis de la « vérité » s'individualise elle aussi. Les algorithmes occupent le vide laissé par le déclin de l'encadrement politique et social des citoyens davantage qu'ils n'en sont la source.

Si des transformations sociologiques ont amplifié l'individualisation depuis les années 1980, les déceptions politiques à répétition y ont également

tion des discours. Il n'est pas nécessaire de se ranger du côté des « Covid-sceptiques » pour saisir que les normes sanitaires ne reposent pas uniquement sur des faits, mais aussi sur des considérations morales et des arbitrages entre libertés et droits : elles relèvent de la politique. Lorsque ces choix se présentent comme des acquis de la science, le risque d'un rejet plus général du discours scientifique s'amplifie. S'il serait absurde et dangereux de récuser toute forme d'expertise, sa substitution à la politique pose plus de problèmes qu'elle n'en résout.

C'est dans ce discrédit que naît la quête d'autres théories pour trouver un sens à la réalité. La concurrence n'oppose pas les « faits » et les *fake news* mais les différentes constructions intellectuelles disponibles pour en rendre compte. Le Brexit et l'élection de M. Trump renvoient moins à la crise de la vérité qu'à celle du libéralisme et de la technocratie : l'interprétation du monde qu'ils proposent ne correspond plus à l'expérience des individus. Ainsi, les trois composantes centrales du néolibéralisme – marchandisation de sphères toujours plus étendues de la vie sociale, soustraction des décisions économiques au contrôle démocratique et libre circulation du travail et du capital – suscitent une hostilité croissante. Depuis la crise économique de 2008, les deux pôles du spectre politique s'emploient à y faire pièce. La gauche insiste sur les inégalités et le déclin de la puissance publique, et avance une critique parfois emberlificotée de la mondialisation, le tout dans un ensemble sans grande cohérence, en particulier lorsqu'il s'agit de l'Union européenne. L'extrême droite ne remet pas en cause l'ordre économique mais fustige la mobilité du travail et prône la réaffirmation des valeurs familiales traditionnelles, de l'identité culturelle et des normes morales, perçues comme autant de remparts à une libéralisation des mœurs qui aurait miné notre « mode de vie ».

Le retour de l'avenir

Dès lors, l'échec de la gauche tient moins aux algorithmes qu'aux obstacles colossaux inhérents à son projet : une transformation du régime économique se heurte à des contraintes autrement plus importantes qu'une politique identitaire. L'une paraît hors de portée, l'autre se met aisément en scène par des mesures fortes en matière d'immigration. MM. Trump et Viktor Orbán ainsi que Mme Giorgia Meloni doivent leurs succès moins aux « faits alternatifs » qu'à leur théorie politique de substitution, capable d'ouvrir pour un large public la perspective d'un changement : un autre cadre, socialement toxique mais qui permet à des individus d'interpréter leur propre désarroi. Comme l'a noté l'historien Adam Tooze, « comparé à la seule autre voie réellement existante aux États-Unis aujourd'hui, les démocrates », le trumpisme « est plus disposé à parler de l'avenir, et à le faire en des termes audacieux et éclatants » (10). Une stratégie que M. Trump n'a pas hésité à présenter comme potentiellement austère dans un premier temps. Les Américains, expliquait-il le 30 avril dernier, devraient peut-être se résoudre à n'acheter que deux poupées à leurs enfants plutôt que trente, si c'était là le moyen de freiner l'importation de produits chinois. Le président ne justifie pas son ambition de reconfigurer le système commercial mondial par des bénéfices économiques immédiats, mais par une vision politique de long terme destinée à garantir l'hégémonie de son pays. La victoire du projet porté par M. Trump ne

saurait donc se réduire à l'effet d'algorithmes ou d'ingérences russes. Et face aux obstacles qui entravent une politique de gauche, bien plus considérables qu'un éventuel rationnement de poupées chinoises, l'appel aux « faits », à l'« expertise » ou à la « raison » risque de ne pas suffire.

DANIEL ZAMORA.

(2) Cf. Lee McIntyre, *Post-Truth*, The MIT Press, Cambridge (Massachusetts), 2018 ; Jonathan Rauch, *The Constitution of Knowledge : A Defense of Truth*, Brookings Institution Press, Washington, DC, 2021.

(3) Sean Illing, « Matt Taibbi on Donald Trump's strange appeal », Vox, 1^{er} février 2017, www.vox.com

(4) Olivia Solon et Sabrina Siddiqui, « Russia-backed Facebook posts "reached 126 million Americans" during US election », The Guardian, Londres, 31 octobre 2017.

(5) Ceren Budak, Brendan Nyhan, David M. Rothschild, Emily Thorson et Duncan J. Watts, « Misunderstanding the harms of online misinformation », *Nature*, vol. 630, n° 8015, Londres, 6 juin 2024.

(6) Nir Grinberg, Kenneth Joseph, Lisa Friedman, Briony Swire-Thompson et David Lazer, « Fake news on Twitter during the 2016 U.S. presidential election », *Science*, vol. 363, n° 6425, 25 janvier 2019.

(7) Marc Bloch, *Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre*, Allia, Paris, 2025 (1921).

(8) Henrik Enroth, « Crisis of authority : the truth of post-truth », *International Journal of Politics, Culture, and Society*, vol. 36, n° 2, juin 2023.

(9) Diana Popescu-Sarry, « Post-truth is misplaced distrust in testimony, not indifference to facts : implications for deliberative remedies », *Political Studies*, vol. 72, n° 4, Londres, novembre 2024.

(10) Adam Tooze, « Trump's futurism : Elon's rockets and fewer dolls for "baby girl", Part I », Chartbook, 6 mai 2025, https://adamtooze.substack.com

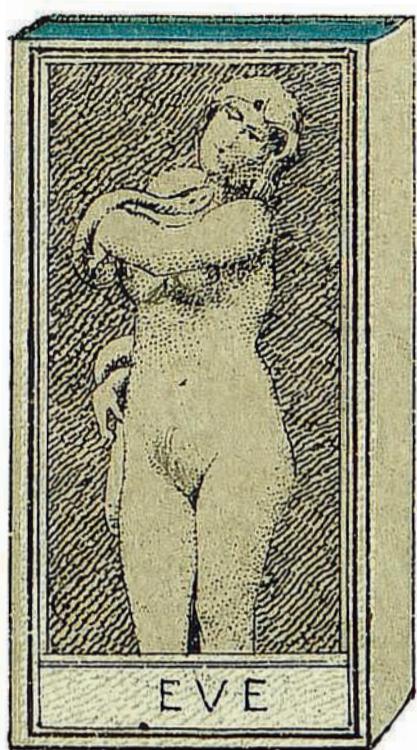


Figure 1

Comment le marketing a façonné la contraception

Depuis le 1^{er} janvier 2023, l'assurance-maladie rembourse les préservatifs de certaines marques à 100% pour les moins de 26 ans, une mesure étendue en mars 2025 à des produits sans latex. L'adoption tardive de cette mesure s'explique par des représentations forgées à la fin du XIX^e siècle qui ont contribué à cantonner le «condom» aux marges des pratiques contraceptives.

PAR PAULINE MORTAS *

Le préservatif occupe une place périphérique dans les pratiques contraceptives des Françaises et des Français. Utilisé surtout au début de la vie sexuelle, il est rapidement remplacé par la pilule dès que le couple se stabilise, puis par un dispositif intra-utérin (DIU) une fois que le nombre d'enfants désirés est atteint(1). En 2016, moins de 20 % des femmes de 15 à 49 ans concernées par la contraception y avaient recours, surtout les plus jeunes (45,6 % des 15-19 ans contre 25,5 % des 20-24 ans et 11,6 % des 45-49 ans)(2). Encore la France fait-elle partie des pays où son usage est relativement fréquent : en 2017, seules 7,7 % des femmes en couple dans le monde (2,1 % en Afrique) employaient le préservatif. Partout, il concerne essentiellement les rapports occasionnels ou les relations naissantes(3).

Le préservatif aurait-il subi la concurrence, à partir des années 1960, de la contraception hormonale – une méthode très efficace permettant aux femmes de maîtriser elles-mêmes leur fécondité ? Sa relégation semble en réalité bien antérieure à la généralisation de la pilule. Dès 1972, le «Rapport sur le comportement sexuel des Français» de Pierre Simon, première enquête statistique sur le sujet, révélait que si plus de 80 % des femmes connaissaient son existence, seuls un tiers des hommes et moins d'un

années 1880 puis stabilisation du latex liquide dans les années 1920 – ont permis l'essor d'une véritable industrie en Europe et en Amérique du Nord. La matière première, le caoutchouc, suit les routes d'une mondialisation marquée par le fait colonial : elle est récoltée d'abord en Amérique du Sud et en Afrique subsaharienne, avant que les grandes puissances européennes acclimatent les hévéas dans leurs empires en Asie du Sud-Est. La production de condoms explose alors : dans les années 1920, l'Allemagne manufacture 100 millions de préservatifs par an ; une décennie plus tard, les quinze principales firmes américaines en fabriquent quotidiennement 1,5 million. Youngs Rubber Corporation en écoute à elle seule 20 millions par an.

Loin d'être exclusivement destinée au marché intérieur, cette production s'exporte : la firme allemande Fromms Act possède dès les années 1910 des succursales dans plusieurs pays d'Europe, en Turquie et en Nouvelle-Zélande ;

le Royaume-Uni importe les cinq sixièmes de sa consommation depuis la France, l'Allemagne ou les États-Unis. Dans les années 1930, la France expédie chaque année environ 7,5 tonnes de «caoutchoucs hygiéniques» aux quatre coins du monde. Ces produits, alors considérés comme réutilisables, sont par ailleurs aisément accessibles : on les trouve chez nombreux de pharmaciens, herboristes et bandagistes, et les clients peuvent aussi se les procurer par correspondance dès la fin du XIX^e siècle, avant qu'apparaissent, dans l'entre-deux-guerres, les distributeurs automatiques. Leur coût modique (à partir de 1 franc les douze vers 1900, soit le prix de trois kilos de pain) les met à la portée de la plupart des bourses : au début du XX^e siècle, un ouvrier parisien gagne entre 130 et 210 francs par mois(5).

Pourtant, le «condom» a derrière lui une longue histoire : plusieurs innovations technologiques – vulcanisation du caoutchouc dans les années 1840, fabrication au trempé dans les



hommes dans le cadre de l'épidémie de VIH des années 1980 –, auraient empêché son adoption comme contraceptif par les couples hétérosexuels. Analyser les stratégies de commercialisation mises en œuvre par les fabricants au tournant des XIX^e et XX^e siècles permet de remonter aux origines de ces représentations.

L'étude des marques et des publicités révèle en premier lieu qu'ils pensent leur clientèle au masculin. Des années 1860 aux années 1930, il est courant de vendre les condoms «mis en surprises», c'est-à-dire dans des emballages imitant des objets du quotidien à destination des messieurs : fleurs à porter à la boutonnierre, boîtes d'allumettes [fig. 1], cartes à jouer [fig. 10], étuis à cigarettes ou paquets de feuilles à rouler évoquant la consommation de tabac [fig. 7], largement réservée aux hommes à l'aube du XX^e siècle.

«Gauloise plaisirerie»

Par ces conditionnements, les fabricants cherchent à faire du préservatif le support de plaisanteries grivoises entre hommes : offrir à un ami une «drague» un peu caoutchouteuse ou se pavane avec des condoms à la boutonnierre garantissant alors, d'après les catalogues, «un vrai succès de gauloise plaisirerie». Il n'est d'ailleurs pas rare de trouver sur les emballages des allusions phalliques ou des jeux de mots sexuels : «Frottez vigoureusement avant de s'en servir», indique ainsi en 1900 une fausse boîte d'allumettes [fig. 12] ; en 1911, une marque

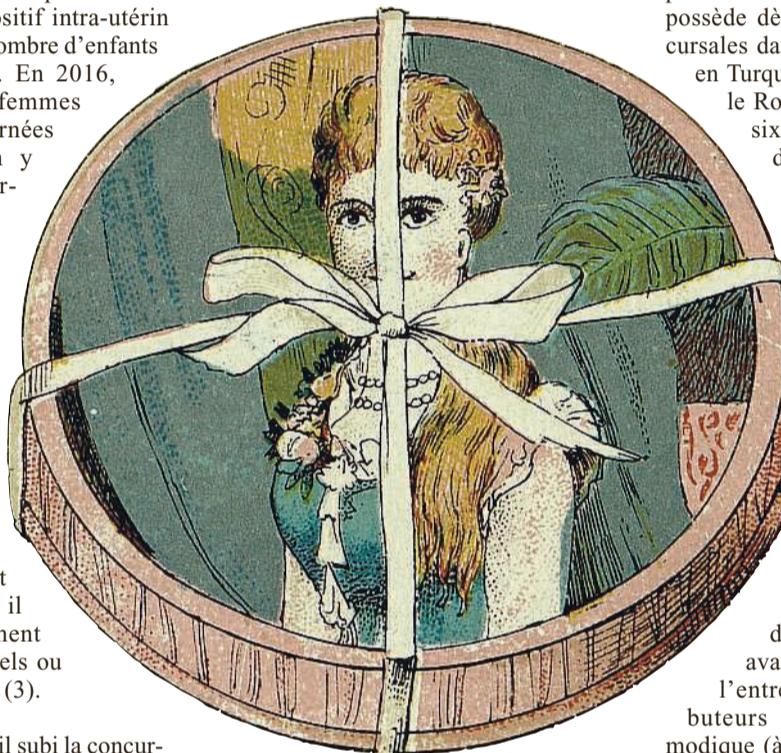


Figure 3

quart des femmes l'avaient déjà utilisé – et ils et elles étaient vraisemblablement encore moins nombreux à en faire un usage régulier(4).

* Les figures 1, 3, 7, 8, 10, 11 et 12 sont issues du catalogue d'accessoires de pharmacie de Legendre et Cie, édité à Paris en 1900.

• Les figures 2, 4 et 9 représentent des produits commercialisés dans les années 1930 aux États-Unis par, respectivement, la compagnie Goodyear, Julius Schmid Inc. et une société non identifiée.

• La figure 5 reproduit une publicité pour les préservatifs Olla parue en 1914 dans le journal germanophone *Prager Tagblatt*, à Prague.

• «The Tourist Provident», représentée dans la figure 6, est une marque déposée en 1911 par Fromont ; «Diane» (figure 11), en 1929 par Gutler ; «Black Cat» (figure 13), par le fabricant Bellard en 1923.



Figure 4



Figure 5

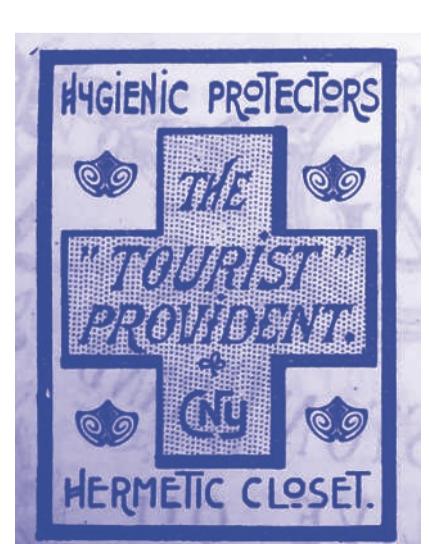


Figure 6

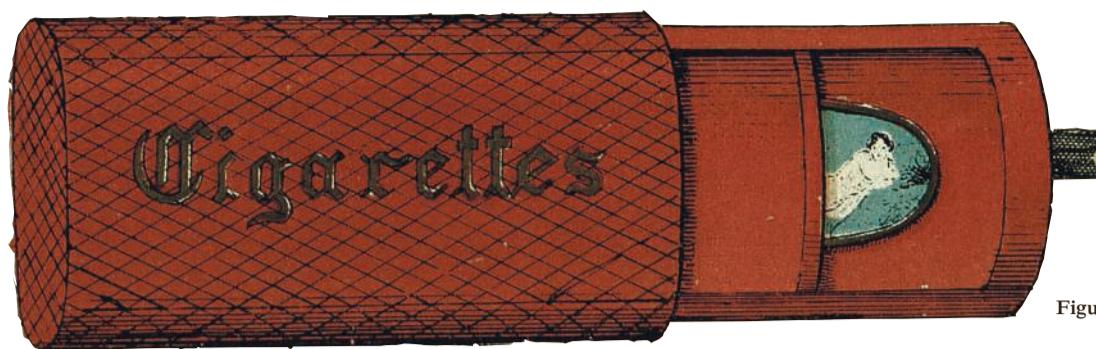


Figure 7

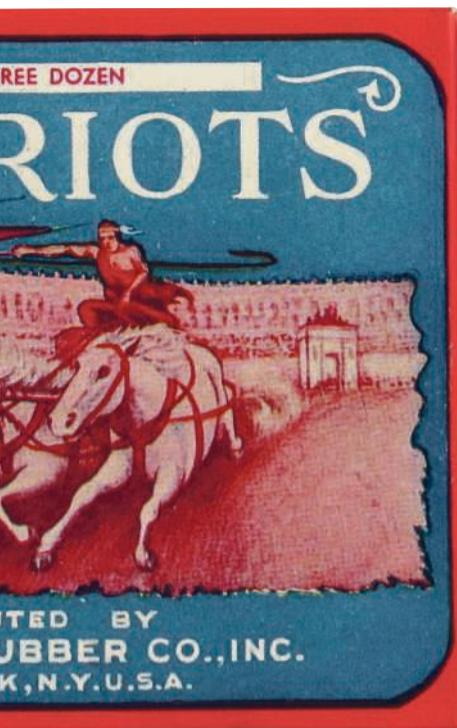


Figure 2

déposée de préservatif imite un ticket de métro « bon pour un petit voyage », sur lequel figure un code chiffré : « 7-13 & -3 » (« c'est très étroit »).

Le client se voit ainsi promettre toute la gamme des plaisirs charnels. Les fabricants multiplient à cet effet les noms évocateurs (« Eros », « Love », « Girls »,

Non contents de cibler la clientèle masculine, les fabricants assignent au condom une mission bien déterminée : la prévention des maladies vénériennes. Sur les 266 marques déposées en France entre 1880 et 1940, seules trois font référence à sa fonction contraceptive (par exemple, à travers le slogan « mère à mon gré » ou la mention de Thomas Malthus, l'économiste britannique promoteur de la limitation des naissances). Elles sont en revanche légion à renvoyer à son usage prophylactique : « Hygien & Sanitary Co », « Prophylactic Triumph » ou encore « 605 » (clin d'œil au Salvarsan, un remède antisiphilitique mis au point au début du XX^e siècle et surnommé « 606 »). Il s'agit pour les fabricants d'échapper à la répression qui frappe alors de plus en plus fréquemment, en Europe ou aux États-Unis, le commerce ou la promotion de contraceptifs. Mais ce choix résulte aussi d'un opportunisme économique : la montée du « péril vénérien » à la fin du XIX^e siècle et la recrudescence des cas de contamination pendant la Grande Guerre créent une forte demande, au point que certains États lèvent à l'issue du conflit les interdits qui pesaient sur le commerce des préservatifs et encouragent leur utilisation par leurs armées.

Les références à la prostitution – alors considérée comme la principale source de contamination – sont également très fréquentes. Des femmes « légères » (danseuses et prostituées) ornent les emballages [fig. 11]. Certaines marques déposées imitent même la typographie des cartes de visite des maisons closes [fig. 8]. Ce faisant, les marques orientent leurs clients vers un usage extraconjugal de leurs produits.

« Pretty Pussy ») et les symboles de l'amour physique (cœurs, cupidons ailés, flammes). Ils misent aussi très largement sur l'érotisation du corps féminin. Sur les emballages, des femmes apparaissent dénudées et lascives.

Enfin, nombre de marques convoquent l'imaginaire de la virilité, dans diverses déclinaisons : le modèle antique (« Zeus », « Hercule », « Wary Centaur ») [fig. 2] côtoie la figure du soldat, particulièrement présente durant la première guerre mondiale, qu'il s'agisse de mettre en scène un « poilu » ou un « casque à pointe » allemand [fig. 5]. L'essor des empires coloniaux suscite aussi l'apparition de nouvelles références orientalisantes. Les films hollywoodiens de l'entre-deux-guerres jouent un rôle certain dans leur uniformisation : la marque « Sheik », déposée en France par l'Américain Julius Schmid en 1933 [fig. 4], renvoie ainsi au film éponyme à succès de 1921. Par ces choix de marketing associant le préservatif aux hommes, les industriels ont contribué à exclure durablement les femmes de sa consommation.

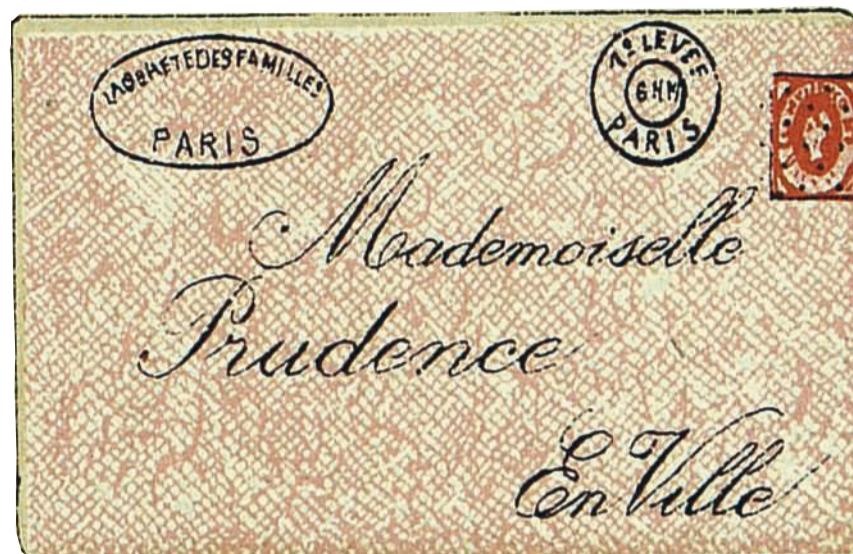


Figure 8



Figure 9

Elles cherchent aussi à séduire les nombreux étrangers qui séjournent à Paris et viennent profiter de sa prostitution réglementée. Les clichés associés à la capitale française figurent alors sur le conditionnement des produits : la tour Eiffel, *La Joconde* ou encore le célèbre cabaret du Chat noir [fig. 13]. Les industriels français déclinent leurs étiquettes en plusieurs langues. L'un d'eux prend même soin de déposer la marque « The Tourist Provident » (1911), explicitement destinée à cette clientèle cosmopolite en quête de plaisirs tarifés [fig. 6].

« Pour les pays chauds »

C'est enfin l'exotisme colonial que mobilisent les fabricants, en affublant leurs produits de noms à consonance étrangère (« Mikado », « Abibi », « Zipangu ») ou en y représentant des femmes « orientales » érotisées [fig. 9]. Loin de n'être que des fantasmes inaccessibles, ces figures renvoient aussi aux relations économico-sexuelles qui s'instaurent entre colons et colonisées (prostitution, concubinage) au sein des empires coloniaux. La marque Anana (1915) reprend ainsi le refrain de *La Petite Tonkinoise* (1906), qui vante la beauté et la soumission des femmes de l'Annam (l'un des protectorats français en Indochine). Surfant sur la vague de l'anxiété vénérienne (redoublée dans les colonies, où l'on croit ces maladies endémiques), les fabricants recommandent leurs produits « pour les colonies et les pays chauds » et font paraître leurs réclames dans la presse coloniale (*L'Avenir du Tonkin*, *L'Écho d'Algier*).

Ces stratégies commerciales associant le préservatif aux hommes, à la prophylaxie antivénérienne et aux sexualités véniales ont durablement façonné les imaginaires collectifs et certainement contribué à en limiter les usages contraceptifs. L'influence des acteurs privés

en la matière a pu être d'autant plus forte qu'elle n'a guère été contrée par l'initiative des pouvoirs publics (7) : c'est seulement en 2000 qu'a été lancée la première campagne de santé publique promouvant le préservatif pour sa fonction contraceptive...

PAULINE MORTAS.

(1) Nathalie Bajos et Michèle Ferrand, « L'interruption volontaire de grossesse et la recomposition de la norme procréative », *Sociétés contemporaines*, Paris, vol. 61, n° 1, 2006.

(2) Delphine Rahib, Mireille Le Guen et Nathalie Lydie, « Baromètre santé 2016. Contraception », 25 septembre 2017, www.santepubliquefrance.fr

(3) John Ross et Karen Hardee, « Use of male methods of contraception worldwide », *Journal of Biosocial Science*, Cambridge, vol. 49, n° 5, septembre 2017.

(4) Pierre Simon, « Rapport sur le comportement sexuel des Français », Julliard-Charron, Paris, 1972.

(5) « Articles intimes pour dames et messieurs ». Une histoire du marché lié à la sexualité (France, années 1880-années 1930) », thèse de doctorat en histoire, université Paris-I Panthéon-Sorbonne, 2023.

(6) « Pourquoi le préservatif n'est pas devenu un contraceptif majeur : mondialisation, marketing et genre au tournant des XIX^e et XX^e siècles », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, Paris, n° 68, 2024.

(7) Cyril Desjeux, « Histoire et actualité des représentations et pratiques de contraception masculine », *Autrepart*, vol. 52, n° 4, Paris, 2009.



Figure 10

« Pretty Pussy ») et les symboles de l'amour physique (cœurs, cupidons ailés, flammes). Ils misent aussi très largement sur l'érotisation du corps féminin. Sur les emballages, des femmes apparaissent dénudées et lascives.

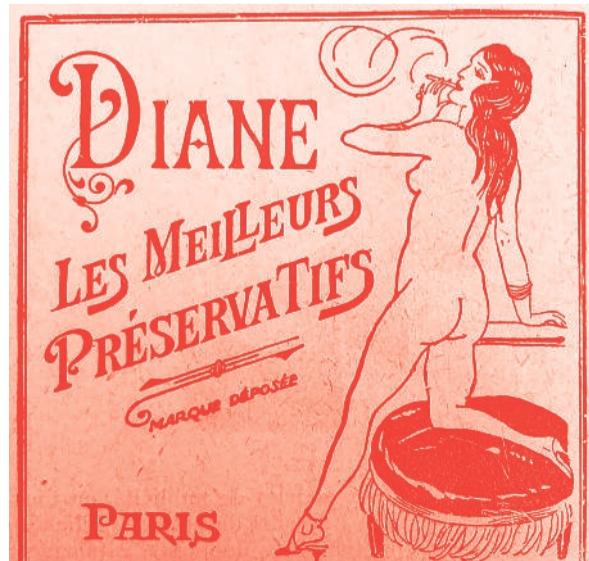


Figure 11



Figure 12



Figure 13

OFFENSIVES IDENTITAIRES CONTRE L'IMMIGRATION

Les limites du modèle d'intégration finlandais

Restrictions du regroupement familial, du droit d'asile, de l'obtention de la nationalité... Le gouvernement finlandais revoit son système d'accueil pour les réfugiés, les étrangers détenteurs d'un titre de séjour ou d'un permis de travail. Dans un pays connu pour son ouverture aux migrants, ce changement d'approche reflète les contradictions des sociétés nordiques.

PAR ÉLISA PERRIGUEUR *

DES halos violets ou jaune fluo illuminent le ciel d'encre qui enrobe les forêts dès l'après-midi dans l'ouest de la Finlande, près des eaux calmes du golfe de Botnie. L'atmosphère envoûtante créée par ces lueurs ne provient pas des aurores boréales, mais de la lumière artificielle des serres de Närpiö. Près de la moitié des concombres et 60 % des tomates produits dans ce pays de 5,6 millions d'habitants sont cultivés dans cette commune en dépit d'hivers très rigoureux. Les légumes font la prospérité de ses 9 600 habitants, depuis qu'un émigré finlandais a ramené un pied de tomate d'Amérique après la première guerre mondiale, selon la légende locale. Ce fruit-légume est célébré chaque été lors d'un carnaval.

Un quart des actifs – la plupart étrangers – travaillent dans les serres, pour un salaire moyen de 1 700 à 2 000 euros. À Närpiö, 22 % des habitants sont d'origine étrangère, estiment les autorités locales, ce qui en fait l'une des villes les plus cosmopolites du pays. Le centre municipal de langues affiche complet cet hiver. Une trentaine de femmes d'Asie, de Biélorussie ou d'Ukraine viennent de rejoindre leurs conjoints ; elles suivent le « parcours d'intégration » des travailleurs étrangers : des cours de finnois ou de suédois ainsi qu'une centaine d'heures sur la société finlandaise et sa culture. Elles ont choisi

le suédois, la langue prédominante dans cette région (et de 5 % des Finlandais). Un héritage du passé. Le pays a connu six siècles de domination suédoise, avant d'être incorporé à l'Empire russe en 1809, puis de devenir indépendant en 1917.

« J'ai travaillé dans les serres. Je veux maintenant trouver un emploi dans le tourisme et que mes enfants puissent avoir un avenir. Je ne compte pas partir d'ici », raconte tout sourire Mme Xuan Tran, venue de la baie d'Along, au Vietnam. Ses deux enfants sont scolarisés dans une école en bois, qui se fond dans les bouleaux. M. Staffan Holmberg, son principal depuis 1988, a vu passer des élèves de nombreux pays : Bosnie, Vietnam, Syrie, Ukraine, Biélorussie... Ce jour-là, tous préparent la célébration de sainte Lucie, martyre chrétienne. « Il y aura ensuite le Nouvel An chinois, le ramadan, Pâques, énumère M. Holmberg. Tous les enfants ont aussi une heure hebdomadaire de culture religieuse et peuvent choisir entre luthéranisme, orthodoxie, islam ou un cours d'« éthique ». Ils bénéficient également de leçons intensives de finnois ou de suédois, ainsi que de deux heures d'enseignement par semaine dans leur langue maternelle, en vue de conserver des liens avec leur pays.

Travail sur le long terme

MADAME Mikaela Björklund, la maire, se réjouit de la venue de ces étrangers : « Les migrants contribuent au développement de Närpiö. Nous ne comptons que 3,2 % de chômeurs [contre une moyenne de 8 % au niveau national]. Nous ne voulons surtout pas qu'ils partent et nous misons sur leur intégration », vante l'élu du Parti populaire suédois de Finlande, un mouvement centrisme qui représente la minorité suédoophone et participe à la coalition gouvernementale. Autour d'elle, des personnes âgées isolées, des familles ou des travailleurs se réchauffent dans la cantine moderne de l'hôpital, un lieu public favorisant la mixité.

Jusqu'en 1993, le pays était une terre d'émigration. Près d'un million d'habitants l'avaient quitté en un siècle. Depuis, il connaît un solde migratoire positif. En 2024, les ressortissants de l'Union européenne représentaient 2,4 % de la population et ceux d'autres pays, 6,9 % (1). Aux premiers exilés chiliens, vietnamiens et bosniens, accueillis en petit nombre à la fin du XX^e siècle, ont succédé des étudiants et des migrants économiques en provenance d'Asie puis d'Afrique dans les années 2000 et 2010. Enfin, des réfugiés afghans, syriens ou irakiens sont arrivés en 2015, après avoir transité par la Suède. Les évolutions politiques de l'imposant voisin russe avec lequel il partage 1 340 kilomètres de frontière ont également marqué le pays nordique. Après la chute de l'URSS, en 1991, des ressortissants russes ou baltes, notamment de l'actuelle Estonie, ont afflué, ainsi que des Somaliens, alors étudiants à Moscou ou à Saint-Pétersbourg.

Avec la Suède, la Finlande a été érigée au cours de la dernière décennie en « modèle d'intégration » pour les immigrés par divers rapports ou « classements internationaux », comme l'Index des politiques d'intégration des migrants (Mipex), élaboré à partir d'une cinquantaine d'indicateurs (2) : accès au marché du tra-

vail, regroupement familial, participation à la vie politique, accès à la citoyenneté, non-discrimination, etc. « Nous n'aimons pas l'étiquette de modèle, chaque commune a sa propre évolution, rétorque Mme Björklund, voulant tempérer un récit médiatique dithyrambique à propos de sa ville. Rien n'est parfait, l'intégration résulte d'un travail sur le long terme. » Mais elle se désole : « Désormais, on demande aux municipalités de s'investir davantage, alors que les budgets octroyés par le gouvernement ont été diminués. Parallèlement, le programme d'intégration des étrangers passe [en 2025] de trois à deux ans pour la plupart d'entre eux. »

Arrivé au pouvoir en 2023, le gouvernement entend réduire la dette du pays en coupant dans les dépenses publiques, entre autres avec une réforme de la politique migratoire. Celle-ci vise à « apporter une aide aux personnes les plus vulnérables et à prévenir les abus ». Un étranger devra désormais avoir résidé huit ans dans le pays – au lieu de cinq – avant de pouvoir demander la nationalité. Les possibilités de regroupement familial deviennent plus limitées. Afin d'obtenir un permis de séjour permanent, il est nécessaire d'avoir vécu dans le pays six ans – contre quatre jusque-là – et de gagner au moins 40 000 euros par an (3).

Le premier ministre conservateur, M. Petteri Orpo, est soutenu par le Parti de coalition nationale (KOK, droite), le Parti populaire suédois de Finlande (SFP, centre), les Chrétiens-démocrates de Finlande (KD, centre droit), ainsi que le Parti des Finlandais (PS, identitaire et anti-immigration) – après avoir participé au gouvernement entre 2015 et 2017 puis s'être divisée, cette dernière force politique, généralement classée à l'extrême droite, impose ses thèmes de prédilection.

Selon nombre d'organisations de défense des migrants, les réformes actuelles s'inspirent de son programme. Le Parti des



KATJA ÖHRNBERG. – « Viha » (Haine), 2017

Finlandais est arrivé deuxième lors des élections législatives d'avril 2023, avec quarante-six députés sur deux cents, juste devant les sociaux-démocrates du SDP (quarante-trois sièges), qui dirigent la coalition sortante. « Il se présente comme la force politique du « petit peuple » et de la classe ouvrière contre l'élite. Il a réussi à attirer les électeurs des zones rurales et périurbaines, avec une ligne favorable aux énergies fossiles et anti-immigration », analyse Sonja Pietiläinen, chercheuse à l'université d'Oulu(4) et membre du collectif antifasciste suédois Zetkin(5). Le parti a par exemple brillé dans la circonscription de Laponie (Nord), où il soutient l'exploitation traditionnelle et très polluante de la tourbe, utilisée comme combustible de chauffage. « Ils opposent immigration et stabilité. Ils « romantisent » le passé finlandais, louent la vie des ouvriers qui respectaient les valeurs chrétiennes à une époque où le pays était plus autosuffisant », poursuit Mme Pietiläinen. Le Parti des Finlandais a toutefois essuyé une lourde défaite aux élections régionales d'avril 2025.

« Avec ces réformes, les responsabilités de l'individu sont prépondérantes par rapport aux éléments de soutien à l'intégration », constate pour sa part Mme Annu Lehtinen, la directrice du Conseil finlandais pour les réfugiés. Le modèle de son pays repose pourtant historiquement sur l'inclusion. « Mais notre système d'État-providence a connu une lente détérioration à partir des années 2000. » La crise économique mondiale a frappé la Finlande, en 2008. Un discours antimigrant a accompagné l'ascension du Parti des Finlandais, devenu la troisième force du pays en 2011. « En 2015, l'arrivée de milliers de réfugiés en peu de temps a marqué les esprits », poursuit Mme Lehtinen. La polarisation de l'opinion est devenue plus visible, même si notre système d'intégration s'est montré efficace. »

La coalition au pouvoir limite désormais les arrivées de migrants. Une loi sur la sécurité des frontières adoptée à l'été 2024 autorise également les gardes-frontières à

refuser leur entrée depuis la Russie, dans certains cas d'« instrumentalisation ». Une telle mesure « met en question l'engagement de la Finlande à respecter l'État de droit. La législation européenne et internationale est claire : le principe de « non-refoulement » doit toujours être respecté », réagit Mme Dinushika Dissanayake, directrice régionale adjointe pour l'Europe d'Amnesty International. La Finlande, qui soutient l'Ukraine et vient de rejoindre l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), accuse alors Moscou d'envoyer des demandeurs d'asile à ses frontières, comme la Pologne le reproche à la Biélorussie(6). Au second semestre de 2023, 1 300 exilés du Proche-Orient étaient arrivés depuis la Russie, souvent à vélo. Ce nombre reste faible proportionnellement à ceux des arrivées de demandeurs d'asile en Grèce ou en Italie, mais le gouvernement de M. Orpo a vu dans ce mouvement d'ampleur inédite une tentative de « déstabilisation ». À la fin de 2023, il a décidé de fermer la plupart des points de passage avec la Russie au nom de la sécurité nationale, alors que 9 millions de personnes franchissaient la frontière dans les deux sens chaque année avant la pandémie de Covid, le plus souvent à des fins de loisirs ou de commerce.

En mars 2025, la médiateuse finlandaise pour la non-discrimination, Mme Kristina Stenman, alertait sur le « coût humain déraisonnablement élevé » de la nouvelle politique migratoire. Présidente des Vrais Finlandais, également ministre des finances et vice-première ministre, Mme Riikka Purra estime, elle, que « la politique d'intégration n'a pas été un succès au regard du taux de chômage ou du taux de criminalité des migrants non européens. Les gangs de rue, composés principalement de jeunes d'origine immigrée, ont affecté la sécurité dans certaines villes ». Le taux de chômage reste pourtant stable au niveau national, autour de 8 % ces dernières années. Le phénomène des gangs qu'elle évoque frappe surtout la Suède, mais inquiète la Finlande. Des fusillades ont fait au total 53 morts en 2023 dans le pays voisin. Ses auteurs se trouvent souvent mêlés au trafic de drogue. Mais si les membres de ces groupes criminels officiellement identifiés en Suède seraient environ 30 000, on n'en recense que 150 en Finlande, selon les autorités(7).

Informaticiens indiens

À HELSINKI, l'atmosphère est calme en cet hiver. Les silhouettes emmitouflées se pressent le long des immeubles de brique, dans un silence que seuls les tramways viennent rompre. Une fête dans un bâtiment néoclassique anime toutefois les rives du golfe de Finlande. L'organisation Startup Refugees célèbre la fin d'un stage de « mentorat ». Ingénieurs ou informaticiens ukrainiens, indiens, afghans dégustent des boissons protéinées. Ils communiquent leurs profils professionnels LinkedIn à des employeurs finlandais des secteurs de l'ingénierie, des télécommunications, de l'industrie électronique. « Startup Refugees organise des stages prisés au cours desquels les réfugiés apprennent les codes des relations au travail. Nous sommes débordés de demandes », explique, enthousiaste, sa cofondatrice Mme Aicha Manai, une Finno-Tunisienne. Pour combien de temps ? « Le gouvernement impose un délai de trois à six mois aux travailleurs étrangers licenciés pour trouver un emploi ou, à défaut, quitter le pays. La mesure dissuade, alors que la langue et la taille modeste de la Finlande sont déjà des freins », s'inquiète Mme Manai. M. Lukumani Idrisu, un chef de projet ghanéen installé depuis dix ans dans ce pays qu'il affectionne, avance

que « toutes ces règles strictes visant les étrangers pourraient entraîner l'augmentation du travail au noir, car il y aura toujours besoin de travailleurs qualifiés ».

En 2024, la Finlande comptait 23,4 % de citoyens âgés d'au moins 65 ans, détaille Eurostat – au-dessus de la moyenne de l'Union européenne de 21,6 % (8). D'après l'Institut de recherche sur l'économie finlandaise (ETLA), le solde migratoire – 24 000 personnes en 2024 – serait insuffisant pour compenser le déclin de la population active (9). La coalition au pouvoir hostile aux immigrants est confrontée au dilemme rencontré par d'autres gouvernements européens, comme celui de l'Italie. La réalité contredit les promesses de campagne. Élu en 2022 sur la promesse de réduire l'immigration, le parti Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni s'est résigné un an plus tard à annoncer l'octroi de 450 000 titres de séjour à des travailleurs étrangers. Dans un retour similaire, la ministre des affaires sociales et de la santé, Mme Kaisa Juuso, issue du Parti des Finlandais, alertait le Parlement en février dernier : « D'ici dix ans, 25 à 30 % de nos infirmières prendront leur retraite (...). Nous aurons besoin de main-d'œuvre étrangère. »

(1) « Migrant integration in Finland », Commission européenne, Bruxelles, 1^{er} avril 2025, <https://home-affairs.ec.europa.eu>

(2) Migrant Integration Policy Index 2020, www.mipex.eu

(3) « Government programme measures to reform migration policy », ministère de l'intérieur finlandais, 2025, <https://intermin.fi>

(4) Sonja Pietiläinen, « They will not survive here : Bordering, racialisation, and nature in the politics of the Finnish populist radical right », *Journal of Language and Politics*, vol. 23, n° 3, Amsterdam 2024.

(5) Andreas Malm et Zetkin Collective, *Fascisme fossile. L'extrême droite, l'énergie, le climat*, La Fabrique, Paris, 2020.

(6) Lire Tristan Coloma, « Dans l'enfer de Białowieża », *Le Monde diplomatique*, mars 2023.

(7) « Interior Minister : Finish street gang overshadowed by swedes », 7 octobre 2023, www.yle.fi

(8) Eurostat, « Proportion de la population âgée de 65 ans et plus », statistiques du 23 mai 2025, www.ec.europa.eu

(9) Alho Juha, « Reflections on the assumptions of Finland's population forecast in the exceptional year of 2024 », 8 novembre 2024, www.etla.fi

Calendrier des fêtes nationales

1^{er} - 31 juillet 2025

1 ^{er} BURUNDI	Fête de l'indépend.	PALAU	Fête nationale
CANADA	Fête nationale	BAHAMAS	Fête de l'indépend.
RWANDA	Fête de l'indépend.	MONGOLIE	Fête nationale
ÎLES CAÏMANS	Fête nationale	KIRIBATI	Fête de l'indépend.
SOMALIE	Fête de l'indépend.	SÃO TOMÉ-ET-PRÍNCIPE	Fête de l'indépend.
3 BIÉLORUSSIE	Fête de l'indépend.	MONTÉNÉGRO	Fête nationale
4 ÉTATS-UNIS	Fête de l'indépend.	FRANCE	Fête nationale
RWANDA	Fête nationale	COLOMBIE	Fête de l'indépend.
5 ALGÉRIE	Fête de l'indépend.	BELGIQUE	Fête nationale
CAP-VERT	Fête de l'indépend.	ÉGYPTE	Fête nationale
VENEZUELA	Fête de l'indépend.	LIBERIA	Fête de l'indépend.
ÎLE DE MAN	Fête nationale	MALDIVES	Fête de l'indépend.
6 COMORES	Fête de l'indépend.	PÉROU	Fête de l'indépend.
MALAWI	Fête nationale	MAROC	Fête nationale
7 SALOMONS	Fête de l'indépend.	VANUATU	Fête de l'indépend.
9 ARGENTINE	Fête de l'indépend.		

ATTAQUES CONTRE LA CONSTITUTION ET BRAS DE FER CULTUREL

Giorgia Meloni, idéologue pragmatique

Forte d'une popularité intacte et de l'échec de deux référendums organisés par l'opposition sur les naturalisations et le droit du travail, la présidente du Conseil italien, Mme Giorgia Meloni, poursuit son programme, y compris au sein de l'Union européenne. Continuer à se ménager une position intermédiaire entre l'Europe et les États-Unis sera sans doute plus difficile.

PAR HUGUES LE PAIGE *

En septembre 2022, après sa nette victoire aux élections législatives, la dirigeante de Fratelli d'Italia, la nationaliste Giorgia Meloni, s'est muée en européiste critique : elle a absorbé le discours (et le programme socio-économique) néolibéral de M. Mario Draghi, son prédécesseur, ancien directeur de la Banque centrale européenne (BCE). Et, dans le même mouvement, elle s'est détournée de M. Vladimir Poutine pour affirmer un atlantisme et un soutien à l'Ukraine sans faille.

Très présente au sein des institutions bruxelloises, elle cultive une complicité remarquée avec la présidente de la Commission européenne, Mme Ursula von der Leyen. En dépit de sa situation financière dégradée, l'Italie figure au premier rang des États membres bénéficiaires de la facilité pour la reprise et la résilience (FRR) : plus de 190 milliards d'euros de prêts et subventions, alors que le pays est visé par une procédure européenne (1). En 2024, sa dette publique correspondait à 135 % du produit intérieur brut (PIB) et le déficit budgétaire à 3,4 % du PIB (2). Ainsi Mme Meloni peut-elle se présenter comme un rempart à l'orthodoxie et aux contraintes communautaires, dans une stratégie de double langage permanent (3).

Mais cette héritière du néofascisme – venue à la politique par les «jeunesses» de l'Alliance nationale (Alleanza nazionale, AN), créée en 1995 sur les cendres du Mouvement social italien (MSI), lui-même fondé en 1946 par d'anciens dirigeants de la république de Salò – a aussi un projet politique explicite : faire triompher au Parlement européen son modèle national. «Nous voulons créer une majorité qui mette ensemble les forces du centre droit [c'est-à-dire la droite et l'extrême droite] et envoyer la gauche dans l'opposition», déclarait-elle il y a quelques mois. (...) Nous pouvons porter ainsi en Europe le modèle italien. Ce serait une révolution dans laquelle le rôle du parti des conservateurs est stratégique et fondamental» (*La Repubblica*, 28 avril 2024). À la tête d'une coalition qui regroupe droite traditionnelle (Forza Italia, la formation de feu Silvio Berlusconi) et extrême droite (la Lega Nord de M. Matteo Salvini), largement dominée par les Fratelli d'Italia, Mme Meloni espérait reproduire une entente du même type au Parlement de Strasbourg, afin de battre en brèche la sempiternelle cogestion socialistes-démocrates-chrétiens, renforcée, s'il y a lieu, par les Verts.

À la demande du patronat

Le résultat des élections européennes de juin 2024 ne l'a pas permis, mais le renversement d'alliance se concrétise ponctuellement. Pour contrecarrer le pacte vert pour l'Europe (ou Green Deal), le groupe du Parti populaire européen (démocrates-chrétiens) a ainsi voté avec le groupe des Conservateurs et réformistes européens (CRE), dont Mme Meloni était la présidente jusqu'à la fin de 2024. Et si elle a voté, avec les CRE, contre la reconduction de Mme von der Leyen en juillet 2024, celle-ci ne lui en a pas tenu rigueur et a accordé à l'Italie le portefeuille de vice-président chargé des politiques de cohésion régionale et des réformes, un poste important au sein de la Commission (4).

Le vent d'extrême droite qui souffle sur l'Europe et fait ployer une grande partie de la droite traditionnelle ne peut qu'encourager Mme Meloni à poursuivre sa stratégie continentale. Les conceptions qu'elle promeut ont influencé le pacte européen sur la migration et l'asile (avril 2024), qui durcit les conditions

d'accueil et ouvre la voie à l'externalisation, à l'exemple du centre de rétention que Rome a fait installer à grands frais en Albanie – alors qu'en Italie la cheffe du gouvernement a répondu favorablement à la demande du patronat qui, en mal de main-d'œuvre, a obtenu la délivrance de 450 000 titres de séjour pour la fin de 2025. Des magistrats romains ont bloqué le projet d'externalisation, mais le pouvoir exécutif s'emploie à contourner leur décision pour le faire aboutir.

Au niveau national, la présidente du Conseil déploie aussi son dessein sur le terrain culturel, en menant une bataille contre la prétendue hégémonie de la gauche dans ce domaine, grâce à la construction d'un nouveau «modèle national» (5) et en attaquant la Constitution de 1948. Les médias, comme l'enseignement et la culture, ont vocation à produire ce narratif. Le gouvernement a donc investi la RAI (Radiotelevisione italiana) à tous les niveaux de responsabilité. La *lotizzazione* («lotisation»), c'est-à-dire le partage des médias publics entre forces politiques dominantes, est une pratique qui remonte

aux années 1960. L'actuelle coalition vise, elle, un monopole. Des fidèles de Mme Meloni prennent la tête des principales institutions culturelles, avec le même mot d'ordre : valoriser le patrimoine et les racines chrétiennes de la nation. Le ministre de l'éducation et du mérite prépare ainsi un nouveau projet pédagogique qui veut notamment privilégier l'histoire de l'Italie, de l'Europe et de l'Occident «sans la surcharger de considérations idéologiques», redonner au latin un «rôle stratégique», encourager la lecture de la Bible et renforcer la connaissance «des racines de notre culture» (*Il Giornale*, 15 janvier 2025).

Mais sans doute est-ce la mise en cause des lois constitutionnelles qui révèle le mieux la nature du régime que Mme Meloni entend faire triompher. Il faut rappeler l'importance et l'originalité d'une charte fondamentale née au lendemain de la seconde guerre mondiale. Le texte garantit à la fois les libertés individuelles, collectives et la vocation des contre-pouvoirs. Ses pères fondateurs – en particulier les communistes, qui ont joué un rôle essentiel dans sa rédac-

tion – introduisent vingt nouveaux délits et des peines agravées : jusqu'à deux ans d'emprisonnement pour le blocage d'une voie publique, de deux à sept ans pour l'occupation illégale d'un bâtiment, jusqu'à vingt ans pour les mouvements de protestation dans des centres de rétention ou de détention.

La liberté d'informer est également une cible. Les procédures judiciaires se multiplient contre la presse accusée de diffamation envers les autorités. Des tentatives d'intimidation s'exercent contre les lanceurs d'alerte. Et on a découvert récemment que les téléphones de certains journalistes étaient espionnés par le logiciel de la société israélienne Paragon Solutions, sous contrat avec le gouvernement italien.

Sur le plan politique, le projet le plus important de Mme Meloni – la «mère de toutes les réformes», dit-elle – vise à modifier la norme suprême pour concentrer le pouvoir dans les mains du gouvernement. En juin 2024, elle a fait adopter par le Sénat le *premierato*, réforme qui instaure l'élection du président du

lustrent la pratique de l'actuel chef de l'État, Sergio Mattarella, et ses fréquents rappels à la loi fondamentale –, en ressortira amoindrie. Au nom de la stabilité, le premier ministre deviendrait ainsi tout-puissant. Au détriment du Parlement, du président, des partis, des syndicats et des contre-pouvoirs citoyens dont la Constitution de 1948 garantit le rôle jusqu'à maintenant. Faute d'une majorité des deux tiers au Parlement, ce projet sera sans doute l'objet d'un référendum.

Sur un plan sociétal, si le gouvernement ne peut s'en prendre directement à la législation qui autorise le droit à l'avortement, il multiplie les obstacles, déjà nombreux, à son accès. Ainsi, en vertu d'une loi sur l'objection de conscience de 1994, 63 % des gynécologues refusent de pratiquer l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Ce taux dépasse les 80 % dans certaines régions. Les associations anti-avortement peuvent quant à elles désormais intervenir au sein même des hôpitaux où se présentent les femmes qui demandent une IVG. La gestation pour autrui (GPA) avait déjà été proscrite il y a plus de vingt ans par Berlusconi.



AMBROGIO LORENZETTI. – «Effets du Mauvais Gouvernement dans la ville», détail de la fresque «Allégorie et effets du Bon et du Mauvais Gouvernement», Sienne, 1338-1339

tion – voulaient prévenir le retour du fascisme. Mme Meloni a toujours refusé de reconnaître cette composante antifasciste d'une Constitution qui se distingue par son progressisme. «L'Italie est une République démocratique, fondée sur le travail», dispose l'article premier. Gravés dans le marbre, le droit au travail et ses modalités, y compris le principe «à travail égal, salaire égal», ont servi de base à bien des combats émancipateurs.

Le gouvernement mène l'offensive sur quatre fronts principaux : l'élaboration d'un nouvel arsenal répressif, une réforme de la justice qui porte atteinte à l'indépendance de la magistrature, la mise en cause de la liberté d'informer, l'extension des pouvoirs de l'exécutif au détriment du Parlement et de la présidence de la République. Quatre domaines qui touchent aux garanties inscrites dans la Constitution de 1948. La réforme judiciaire prévoit ainsi la séparation des carrières entre procureurs et juges ainsi que la création de deux conseils de la magistrature distincts, ce qui pourrait se traduire par une dépendance du parquet à l'exécutif. Jusqu'ici, la carrière de tous les juges relève du Conseil supérieur de la magistrature et non du ministère de la justice.

Les manifestations de magistrats se multiplient contre ce projet, qui prévoit en outre l'abolition du délit d'abus de pouvoir et limite les possibilités d'écoutes téléphoniques décidées par un juge, afin de restreindre les capacités d'investigation dans des affaires impliquant le monde politique. En parallèle, le gouvernement entend criminaliser toute forme de dissidence. Les modifications à cette fin du code pénal – adoptées par

Conseil au suffrage universel et assure une forte majorité en sièges pour le parti arrivé en tête des votes. L'influence du président de la République (élu, lui, au suffrage indirect), traditionnellement garant des institutions – comme l'il-

Mme Meloni en a fait un «délit universel» passible de deux ans d'emprisonnement et de lourdes amendes pour ceux qui la pratiqueraient à l'étranger. Enfin, la loi interdit qu'un enfant ait des parents du même sexe.

«Vice-régente de l'empire»

MADAME MELONI a été la seule parmi les chefs de gouvernement européens à recevoir une invitation de la Maison Blanche pour la prise de fonctions du nouveau président. M. Donald Trump voit en elle une alliée privilégiée et une complice idéologique – dans le rejet du «wokisme» et de l'immigration, dans la défense des «valeurs chrétiennes»... L'arrivée au pouvoir de M. Trump a ouvert au moins deux perspectives. Soit Mme Meloni met à profit cette situation pour devenir la représentante des intérêts européens outre-Atlantique. Cela impliquerait qu'elle prenne des positions à équidistance de Washington et de Bruxelles ou, à tout le moins, susceptibles de la faire passer pour une conciliatrice potentielle. Mais un tel positionnement s'avère difficile quand les tensions s'exaspèrent, et perséverer, comme elle le fait, dans la défense d'un atlantisme historique unissant Europe et États-Unis devient chimérique. Soit elle privilégie les rapports bilatéraux entre Rome et Washington, en tentant ainsi d'échapper à la vindicte anti-européenne du président américain. Mais elle apparaîtrait alors rapidement comme la «vice-régente de la province européenne de l'empire» (6).

La fracture qui s'est ouverte entre les anciens alliés à propos de l'Ukraine

comme de l'avenir de l'OTAN, sans parler de la guerre commerciale, rend encore plus hasardeuse cette stratégie.

Entre pragmatisme et détermination idéologique, l'habileté de Mme Meloni semble incontestable. Mais chaque jour apporte son lot de bouleversements et de provocations américaines : garder une position intermédiaire crédible entre Europe et États-Unis pourrait se révéler acrobatique. À moins que les choix géopolitiques opérés par M. Trump et la construction d'une Europe guerrière ne l'oblige à sortir de l'ambiguïté. Comme elle le fait dans son pays.

(1) Lire Benoît Bréville, «Le modèle Meloni», *Le Monde diplomatique*, juillet 2023.

(2) «Notifica dell'indebitamento netto e del debito delle Amministrazioni pubbliche secondo il trattato di Maastricht – Anni 2021/2024», Istituto nazionale di statistica, 22 avril 2025, www.istat.it

(3) Lire «Double langage au gouvernement italien», *Le Monde diplomatique*, décembre 2022.

(4) Lire Grégory Rzepski, «Droites en fusion», *Le Monde diplomatique*, juin 2024.

(5) Lire Antoine Pecqueur, «Guerre culturelle à l'italienne», *Le Monde diplomatique*, juillet 2024.

(6) Pour reprendre l'expression d'Andrea Colombo dans «Trump day, Meloni si inchina all'imperatore», *Il Manifesto*, Rome, 19 janvier 2025.

ÉCOUTEZ LE «DIPLO»

Chaque mois,
une sélection d'articles
lus pour les abonnés.
*Sur notre site
et en podcast.*

www.monde-diplomatique.fr/audio

ANATOMIE D’UN SYSTÈME MÉDIATIQUE PERCUTÉ PAR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Faire l’opinion allemande

Avec une structure décentralisée, une télévision publique qui domine les ondes et une réticence historique vis-à-vis de la personnalisation, les médias allemands détonnent dans le paysage européen. Mais la polarisation politique bouscule une routine journalistique qui reflétait jusque-là le consensus des grands partis sociaux-démocrates et conservateurs.

PAR THOMAS SCHNEE *

CONÇU par l’architecte britannique Norman Foster dans les années 1990, le puits de lumière naturelle tombe directement sur l’hémicycle du Bundestag, à Berlin. Un double chemin de promenade hélicoïdal installé sur les parois intérieures du dôme permet aux visiteurs un contrôle visuel de l’activité des députés fédéraux. Plus haut, une plate-forme d’observation offre une vision panoramique des lieux du pouvoir politique allemand : la chancellerie fédérale, quelques ministères et la porte de Brandebourg, devenue un lieu de célébrations historiques, d’événements sportifs mais aussi de manifestations houleuses.

La structure voudrait symboliser la volonté des législateurs qui, en 1949 et sous la dictée des forces d’occupation occidentales, ont porté la Loi fondamentale (Constitution) de la République fédérale sur les fonts baptismaux : favoriser le pluralisme des opinions politiques, former des citoyens bien informés au moyen de médias publics puissants et autonomes qui, avec les élus du peuple, surveilleraient de près le travail du gouvernement.

« C’est au troisième étage du Bundestag que l’on va à la pêche aux réactions de responsables politiques. Celui des directions de groupes parlementaires et des déclarations officielles à la presse », explique Mme Alexandra Gubser, cheffe du bureau berlinois de la SRF, la radio-télévision suisse. Avant de travailler en Allemagne, Mme Gubser occupait le même poste en France. « En six ans à Paris, je n’ai jamais pu interviewer un ministre en tête à tête. On m’a souvent décrit la Suisse comme un pays qui n’offrait pas beaucoup d’intérêt en matière de retombées médiatiques », se

rappelle-t-elle. À Berlin, « c’est une autre conception du rapport aux journalistes. Ici, l’homme politique a des comptes à rendre et il l’accepte », ajoute-t-elle en évoquant trois ministres interrogés en six semaines.

À deux pas de la chancellerie et du Bundestag, la Maison de la presse fédérale met à disposition des bureaux pour les correspondants allemands et étrangers, ainsi qu’une salle de conférences où membres de l’exécutif et experts se rendent chaque semaine pour communiquer avec les journalistes. Au printemps, la formation du nouveau gouvernement issu des élections anticipées de février a respecté le rituel de la coalition, dont seul le chancelier chrétien-démocrate Konrad Adenauer s’était dispensé en 1957 grâce à une majorité absolue. Les pourparlers, qui ont duré cette fois environ trois mois, ont mobilisé deux cents à trois cents négociateurs et enterré la révision à la baisse des promesses de campagne pour aboutir à un contrat de gouvernement. Chaque périple a nourri une presse politique en effervescence. Les yeux braqués sur la maison Konrad-Adenauer, siège national de l’Union chrétienne-démocrate (CDU) qui accueillait la phase finale des tractations, les journalistes ont aperçu la fumée blanche le 9 avril. Ce moment de recomposition a permis d’apprécier le rôle des médias dans la formation de l’« opinion publique », la spécificité du système fédéral et le poids d’une histoire qui rend suspects tant la trop forte personnalisation que le talent oratoire.

Gouverner avec « “Bild”, “BamS” et la télé »

QUATRE jours plus tard, le dimanche 13 avril, le futur chancelier Friedrich Merz présentait à ses concitoyens sa feuille de route et son choix d’abandonner le frein budgétaire en accordant deux grands entretiens. Le premier dans les pages du *BamS* (*Bild am Sonntag*), l’édition dominicale du quotidien populaire et conservateur *Bild-Zeitung*, vaisseau amiral du groupe de presse Axel Springer (ASV). Le second à la première chaîne de télévision nationale, Das Erste, lors d’un échange d’une heure trente avec Caren Miosga, animatrice de la principale émission politique du pays, dont l’audience peut atteindre 4,5 millions de téléspectateurs.

Les choix de M. Merz témoignent d’une certaine constance dans la manière de s’adresser aux Allemands. Ils rejoignent ceux de M. Gerhard Schröder, son prédécesseur, vingt-cinq ans plus tôt. L’ancien chef de l’exécutif aurait ainsi affirmé en 1999 qu’« il flui suffisait de Bild, de BamS et de la télé » pour gouverner. Cette formule peu démocratique, très commentée à l’époque, correspondait bien à ce chancelier m’as-tu-vu et populaire qui – à la différence de Helmut Kohl, de Mme Angela Merkel ou de M. Olaf Scholz – n’a jamais exprimé de retenue vis-à-vis de la presse.

Contrairement à la France, dont la première chaîne fut privatisée dès 1987 et où les canaux d’information en

pendant la campagne les deux grandes chaînes publiques ont accueilli six des neuf débats télévisés.

Arènes centrales de la vie politique, les talk-shows voient défiler élus et ministres, comme ceux animés par Markus Lanz (ZDF) et par Sandra Maischberger (Das Erste) ou comme l’émission « Hart aber fair » (« Dur mais juste », Das Erste également). Bien relayés sur les réseaux sociaux où chaque petite phrase est découpée en rondelles, ces grands rendez-vous conservent outre-Rhin un rôle décisif. Quel que soit le format, les producteurs insistent sur leur mission d’information « impartiale » au service des citoyens. Au point que Das Erste propose certains programmes – dont le journal télévisé – en « langage simplifié », un service introduit en 2024 à la suite du constat que « 17 millions d’adultes en Allemagne ont des difficultés à comprendre des textes complexes ». Pourtant, le traitement biaisé de certains thèmes (confinement pendant l’épidémie de Covid, politique étrangère...) a fait gonfler une vague inédite de défiance qui touche un bon tiers de la population (2). Si la composition des plateaux se veut éclectique et le ton, apaisé, raisonnable, didactique, les études

comme l’Institut allemand de recherche en politique internationale et de sécurité (SWP) ou la Société allemande de politique étrangère (DGAP). Enfin, une galaxie de conseils fédéraux d’experts « indépendants », baptisés « sages », exposent dans les médias leurs verdicts sur l’économie, l’environnement, l’éthique ou les questions sociales lors de la publication de rapports annuels.

La satire « institutionnelle » occupe dans ce paysage une place de choix. Quelques revues existent (*Titanic*, fondée en 1979), mais deux grandes émissions satirico-informatives tiennent le haut du pavé. Le « ZDF Magazin Royale », animé chaque vendredi à 23 heures sur la deuxième chaîne publique (première en

matière d’audience) par Jan Böhmermann, teste régulièrement les limites de la liberté d’expression sans remettre en cause le cadre politique. Et les reporters du « Heute Show », diffusé une demi-heure plus tôt le même jour sur la même antenne, manquent rarement un grand rendez-vous politique. Avec un ton qui rappelle celui de Canal+ avant Bolloré, mais en moins « branché », l’animateur Oliver Welke et ses comiques épinglent semaine après semaine l’Allemagne des ponts qui s’écroulent, des coûteux hélicoptères de la Bundeswehr incapables de décoller, l’obsession troubante de M. Olaf Scholz pour son cartable ou encore les mensonges électoraux du « roi de la rigueur budgétaire » Friedrich « Pinocchio » Merz, devenu en quelques semaines le « prince des dépenses ».

« Au diable les musulmans ! »

LE choix de M. Merz de s’exprimer sur les chaînes du secteur public ne comporte donc pas de signification particulière. Celui de privilégier le très conservateur *Bild-Zeitung* exprime en revanche une intention politique. Premier quotidien national

Par cet entretien inaugural accordé à *Bild*, M. Merz, représentant de la grande bourgeoisie conservatrice et des milieux d’affaires, adresse un signe à la large fraction de l’électorat séduite par la droite radicale, qui recueille désormais 20 % des suffrages à l’échelon fédéral. La dérive de *Bild* ne reflète pas seulement ce nouveau rapport de forces politique. Elle accompagne l’alignement des techniques, de la temporalité et de la tonalité journalistiques sur les réseaux sociaux. Ceux-ci constituent – comme dans la plupart des pays occidentaux – une source d’information quotidienne pour un tiers des Allemands. « C’est un univers auquel les leaders politiques comme Olaf Scholz et Friedrich Merz ne comprennent pas grand-chose », note une observatrice qui a dirigé pendant dix-sept ans le service politique d’une grande agence de presse à Berlin. Ce terrain est occupé par les militants des partis qui comptent le plus de jeunes parmi leurs sympathisants – La Gauche (Die Linke) et l’Alternative pour l’Allemagne (Alternative für Deutschland ou AfD) : les contenus publiés par la galaxie d’extrême droite (6), dont la plate-forme NiUS fondée par Reichelt, disputent sur la Toile leur prédominance aux sites de gauche comme le média d’information Correctif, spécialisé dans l’investigation, ou la chaîne YouTube Jung & Naiv (« Jeune et naïf »).

Pendant la dernière campagne électorale, tous comptes TikTok confondus, l’AfD a devancé La Gauche, avec 17,5 millions de réactions d’utilisateurs contre 15,28 millions (7). Les Verts en enregistrent pour leur part 9,55 millions, le Parti social-démocrate, 8,77 millions, et la CDU, 8,05 millions. La Gauche a largement profité de cette caisse de résonance : le discours enflammé de Mme Heidi Reichenbach, cheffe de sa fraction parlementaire et co-tête de liste, contre M. Merz du 29 janvier a été visionné plus de 30 millions de fois sur les réseaux sociaux, contribuant sans doute à ce que ce parti inquiet de ne pas atteindre la barre des 5 % parvienne finalement à 8,8 % et réalise un score exceptionnel auprès des 18-25 ans. Toujours très commentés, les effets mal maîtrisés de ces moyens de communication sur le débat public reflètent surtout la polarisation sociale et politique de l’électorat qu’ils contribuent à accentuer.

(1) « Info-Monitor 2025. Die Medienanstalten », Fakten + Impulse, janvier 2025, <https://faktenimpulse.de>

(2) Lire Fabian Scheidler, « Espoir et misère de la critique des médias en Allemagne », *Le Monde diplomatique*, mars 2024.

(3) Paulina Fröhlich et Johannes Hillje, « Die Talkshow-Gesellschaft. Représentation und Pluralismus in öffentlich-rechtlichen Polit-Talkshows », Das Progressive Zentrum, Berlin, septembre 2020, www.progressives-zentrum.org

(4) Lire Olivier Cyran, « “Bild” contre les cyclo-nudistes », *Le Monde diplomatique*, mai 2015.

(5) Citations tirées de courriels rendus publics par *Die Zeit*, Hambourg, 12 avril 2023.

(6) Lire Boris Grésillon, « Quand l’extrême droite cible la jeunesse », *Le Monde diplomatique*, janvier 2025.

(7) Rupert Sommer, « TikTok dominiert den deutschen Wahlkampf – und befürigt Die Linke », Meedia, 21 février 2025, <https://meedia.de>



MASAKATSU SASHIE. – « Analog », 2015

montrent que les responsables politiques et les journalistes représentent les deux tiers des invités (3). Ces deux groupes se retrouvent d’ailleurs chaque année lors d’un événement mondain un peu « kitsch » mais très couru : le bal de la presse fédérale, où ministres et vedettes des médias dansent jusqu’au petit matin sur la musique du Big Band de la Bundeswehr.

Très puissantes en Allemagne, les fondations publiques et privées introduisent régulièrement leurs thèmes de prédilection dans le débat public et contribuent à leur manière à « faire l’opinion ». La Fondation Bertelsmann diffuse son approche entrepreneuriale dans les secteurs de l’éducation, de la santé ou de la culture ; l’Institut patronal de l’économie allemande de Cologne (IW) oppose ses analyses à celles de la Fondation syndicale Hans-Böckler ; le think tank environnemental Agora Energiewende a soutenu les Verts au sein du précédent gouvernement. Et des organisations du même type, associées à chacun des grands partis, tentent elles aussi de capter l’attention des journalistes. Mais ces derniers se montrent souvent plus sensibles à l’expertise de l’Institut de recherche économique de Munich (Ifo, ordolibéral) ou à celle de l’Institut allemand d’études économiques de Berlin (DIW, moins orthodoxe). Quand la conjoncture internationale s’agit, ils sollicitent les « boîtes à idées » financées par l’argent public

en matière de diffusion avec 6,37 millions de lecteurs en 2024, le tabloid se fait depuis 2015 le porte-voix des grincheux de la droite dure (4). Crée en 1952 par Axel Cäsar Springer, *Bild* défend les puissances financières et se présente comme l’avocat des petites gens. Libéral, atlantiste et pro-israélien (comme la plupart des journaux allemands), il a toujours défendu les chanceliers conservateurs et alimenté des campagnes haineuses contre les militants de gauche. De 2017 à 2021, son rédacteur en chef, Julian Reichelt, a imprimé au journal un tournant encore plus droitier, sécuritaire et hostile aux immigrés, ayant que la révélation d’abus de pouvoir sur ses employées ne précipite son départ.

Reichelt partageait « une vision commune du monde » avec M. Mathias Döpfner, le président-directeur général du groupe Axel Springer, qui contrôle également le quotidien *Die Welt*. Partisan de la mondialisation, de « l’Occident libre » – « Au diable les musulmans intégrés et tous les autres cons » –, faucon sécuritaire, fan déçu de M. Donald Trump, M. Döpfner se dit « très favorable au changement climatique (5) » et affiche une grande proximité avec les idéologues de la Silicon Valley par l’intermédiaire de son fils, M. Moritz Döpfner, fondateur d’une société de capital-risque avec le soutien financier du milliardaire américain d’extrême droite Peter Thiel.

QUAND L'ESSOR ÉCONOMIQUE CONSOLIDE LE CONSERVATISME SOCIAL

Pourquoi les Polonais votent à droite

L'élection du nationaliste Karol Nawrocki à la présidence de la Pologne témoigne d'une forte polarisation politique. La possibilité pour le chef de l'État d'user d'un droit de veto ou d'en appeler au Tribunal constitutionnel augure de relations après avec le premier ministre libéral europhile Donald Tusk, qui semble coupé des classes populaires.

PAR JAN RADOMSKI *

Un an et demi après avoir perdu sa coalition majoritaire à la Diète, le parti ultraconservateur Droit et justice (PiS) garde la présidence de la République après la courte victoire (50,9% des voix) de M. Karol Nawrocki, qui succède à M. Andrzej Duda. Le maire de Varsovie Rafał Trzaskowski avait le soutien de la Coalition civique et du président du conseil des ministres Donald Tusk. Son échec pourrait durcir la cohabitation au sommet du pouvoir et bloquer les principales réformes du gouvernement libéral issu d'une alliance allant du centre droit à la gauche. D'autant que le premier tour a été marqué par le succès de candidats encore plus à droite que le PiS : M. Sławomir Mentzen, du rassemblement d'extrême droite Konfederacja (Confédération), a recueilli 14,8% des voix, et le monarchiste Grzegorz Braun, 6,3%.

Doublé sur sa droite, le PiS pourra s'éloigner de la ligne «sociale» qui a inspiré plusieurs lois mises en œuvre entre 2015 et 2023. Sa mesure phare reste le programme «500 +», une allocation familiale mensuelle de 500 złotys (117 euros) à sa création en 2016, et qui atteint aujourd'hui 800 złotys (187 euros) par enfant, sans condition de ressources. La victoire de M. Nawrocki signale une montée en puissance d'une tendance plus libérale au sein du PiS. En témoignent ses déclarations durant la campagne comme

* Sociologue, enseignant à l'université Adam-Mickiewicz de Poznań.

ses promesses de cadeaux fiscaux aux plus riches, ou encore son opposition à la taxe foncière. Avant le second tour, le candidat ultraconservateur a repris à son compte les propositions de M. Mentzen refusant toute nouvelle taxe ou impôt, toute loi pouvant affecter le chiffre d'affaires, mais aussi l'envoi de troupes en Ukraine ou l'adhésion de ce pays à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Compte tenu de ces positions politiques, il peut paraître surprenant de voir plus de 80 % des agriculteurs, 69,3 % des ouvriers et 64,3 % des chômeurs soutenir M. Nawrocki (1). Les résultats détaillés du premier tour sont encore plus parlants : les candidats Magdalena Biejat (4,23 %, pour La Gauche) et Adrian Zandberg (4,86 %, pour La Gauche ensemble) ont obtenu un soutien marginal chez ces électeurs. Ceux-ci ont préféré très largement M. Mentzen, en dépit de ses propositions pour privatiser l'éducation et instaurer un système fiscal extrêmement défavorable aux plus pauvres.

Comment expliquer ce glissement des classes populaires vers la droite ?



ROMAN CIEŚLEWICZ. – Affiche réalisée pour le théâtre de Wrocław, 1975

La frontière entre les électorats des deux candidats recoupe pour beaucoup celle qui sépare les gagnants et les perdants de la période de transformation du communisme au capitalisme après 1989. Les libéraux mettent en avant les réussites de ce processus. Par exemple, le gouvernement de M. Tusk, qui fut président du Conseil européen (2014-2019), s'est félicité de la couverture du magazine *The Economist* du 24 mai dernier, titré «L'essor remarquable de la Pologne».

Abandon des ouvriers

Plusieurs indicateurs attestent de succès macroéconomiques. Selon la Banque mondiale, le produit intérieur brut (PIB) en parité de pouvoir d'achat constant a

été multiplié depuis 1989 par 3,5 (1,6 en France ou en Allemagne). Mais ce chiffre dissimule la souffrance de nombreux groupes sociaux, oubliés lors du passage

à l'économie de marché, tels que les travailleurs des exploitations agricoles d'État ou des usines de production. Si le taux de chômage se situe à un niveau très bas aujourd'hui (2,7%), il est resté à plus de 10% pendant deux décennies et dépassait même 20% en 2002.

L'abandon des ouvriers fut d'autant plus douloureux que la chute du régime communiste a été amorcée par Solidarność – un mouvement syndical qui avait présenté une série de revendications sociales lors des grandes grèves de 1980. Dans les années 1990, les travailleurs ont été laissés de côté – par les dirigeants liés à Solidarność, par la classe moyenne en voie d'enrichissement et même par l'Église catholique, qui par la voix du pape Jean-Paul II disait alors : «Le marché libre est l'outil le plus efficace pour utiliser les ressources et satisfaire les besoins» (2).

Meurtries par la «thérapie de choc», les classes populaires se sont d'abord tournées vers la gauche postcommuniste, qui a remporté les élections législatives en 1993. De 1995 à 2005, les Polonais ont même élu à la présidence de la République M. Aleksander Kwaśniewski, le chef des sociaux-démocrates, qui fut membre du Parti ouvrier uniifié polonais (POUP, communiste) avant 1989. Mais, oubliant leur base électorale, les partis de gauche ont fait de l'entrée dans l'OTAN et l'Union européenne leur objectif prioritaire. Lui aussi ancien membre du POUP, puis fondateur de l'Alliance de la gauche démocratique et premier ministre de 2001 à 2004, M. Leszek Miller se vante encore d'avoir intro-

duit un prélèvement forfaitaire à taux unique de 19%, une sorte de bouclier fiscal au bénéfice des plus riches.

Dans le même temps, la situation de nombreux groupes sociaux prenait un tour dramatique. En 1992, 32,4% de la population vivait sous le seuil de pauvreté. Cette proportion atteint 57% en 2002, soit 22 millions de personnes. Entre 1996 et 2001, la part des personnes dans l'incapacité de satisfaire leurs besoins biologiques de base passe de 4,3% à 9,5%. Pour beaucoup, et surtout les jeunes, la seule solution consiste à quitter le pays : environ 2,5 millions partent travailler à l'étranger. L'émigration de masse réduit le chômage et apporte des revenus de transfert, mais elle contribue à la désagrégation de la société. En 2020, 4,1% des Polonais s'identifiaient à une «strate sociale inférieure» et 5,2% à la classe ouvrière. En outre, 50,9% des personnes interrogées se considéraient comme appartenant à la classe moyenne (3) !

La droite conservatrice a su s'adresser à ceux qui se sentent méprisés, en mettant en valeur la tradition. La supériorité morale devient un substitut à l'ascension sociale. Toutefois, les politiques menées en faveur du pouvoir d'achat ont fortement pesé dans la balance électorale. Le PiS a été le premier parti à renoncer à une politique libérale au profit d'une certaine redistribution des revenus.

Paradoxalement, des grèves massives ont permis l'avènement du capitalisme. Mais le discrédit qui a frappé ce mode d'action – et le monde social qui l'avait mobilisé – a alimenté un fort sentiment de trahison et, pour finir, détruit la classe ouvrière polonaise en tant qu'acteur politique. L'espace qu'elle laisse vacant est devenu un terrain de chasse électoral pour la droite. Tout cela amène à poser une

(1) Sondage de sortie des urnes, Ogólnopolska Grupa Badawcza, 1^{er} juin 2025, <https://ogb.pl>

(2) Lettre encyclique *Centesimus annus*, 1^{er} mai 1991.

(3) «Identification des affiliations» (en polonais), Centre de recherche sur l'opinion publique, Varsovie, 2020, www.cbos.pl

«DIPTYQUES», «ATTRACTEURS» ET «TRICOLONS»

L'étrange plume de ChatGPT

Identifier un texte généré par ChatGPT ou tout programme équivalent : enseignants, éditeurs et journalistes se posent quotidiennement le problème. Une solution consiste à détecter les formes linguistiques récurrentes utilisées par ces outils. Des structures dont l'omniprésence risque d'altérer la diversité du langage.

PAR FRÉDÉRIC KAPLAN *

UNE rythmicité singulière s'impose, de manière discrète mais généralisée, dans de nombreux textes produits et diffusés dans l'univers numérique. Elle se retrouve sur les réseaux sociaux, les billets de blog, et parfois même dans des articles de presse, en anglais, en français et dans bien d'autres langues.

Cette «signature» nouvelle repose sur l'usage récurrent de deux figures de style élémentaires. La première consiste à enchaîner deux syntagmes de sens contrastés, selon une structure du type : «Ce n'est pas ceci, c'est plutôt cela», ou encore «Ce n'est pas seulement..., mais c'est aussi...». L'une installe une attente, une hypothèse ou une croyance; l'autre la renverse. Appelons cette figure un «diptyque pivot».

La deuxième structure repose sur un rythme ternaire : une séquence de trois propositions qui s'amplifient ou se complètent. Il peut s'agir de trois verbes, de trois phrases brèves ou d'une montée progressive en trois temps vers une idée plus dense : «C'est un système qui contraint, qui renforce, qui verrouille.» Nommons-la simplement «tripoque rythmique».

Voici, par exemple, une séquence composée de deux diptyques pivots : «Des figures telles que Sam Altman, Elon Musk ou Peter Thiel ne se contentent pas de diriger des entreprises technologiques ; elles façonnent activement les politiques publiques et les visions du futur. Leur pouvoir ne réside pas seulement dans leur richesse, mais dans leur capacité à définir ce qui est perçu comme inévitable ou souhaitable.» Cet extrait provient d'un texte généré par le modèle de langage GPT-4o utilisé par ChatGPT, en réponse à l'instruction suivante : «Écris un billet de blog à partir du contenu d'un article d'Evgeny Morozov dont voici le lien» (1). Ces phrases ne figurent bien sûr pas dans le texte original, qui ne contient aucun diptyque pivot.

Si l'on réitère la demande, le nouvel écrit généré par GPT comporte dès la première phrase un diptyque pivot et quelques lignes plus loin un triptyque rythmique : «Ils ne se contentent plus de financer l'innovation. Ils veulent écrire l'histoire. Et pas n'importe laquelle : la leur. Dans la Silicon Valley, une nouvelle espèce d'acteurs s'impose dans le débat intellectuel global – les intellectuels-oligarques. Leur ambition ? Redéfinir ce que signifie vivre, travailler, penser... à l'ère de l'intelligence artificielle.» Une troisième version du billet inclut quant à elle un diptyque pivot comportant lui-même un triptyque rythmique : «Il ne s'agit pas de rejeter en bloc toute idée née dans la tech. Mais de réintroduire du pluralisme, du débat, du dissensus.» Chacun peut facilement répéter cette expérience simple et constater par lui-même la présence constante de ces deux figures stylistiques dans la plupart des textes générés.

Ces structures paraissent sans doute familières – comme des suites d'accords écoutés depuis l'enfance. Elles résonnent à la manière d'un slogan et s'impriment dans la mémoire. «Ce n'est pas la destination qui compte, c'est le chemin», «Je suis venu, j'ai vu, j'ai vaincu».

Leurs origines remontent au moins à la rhétorique latine. Cicéron, par exemple, traite de l'usage des struc-

tures compactes et symétriques alternant des oppositions thèse/antithèse et des énumérations ternaires appelées «tricolons». Diptyque pivot et triptyque rythmique constituent déjà dans l'Antiquité une grammaire stylistique minimale, capable d'organiser des discours courts et percutants. L'un crée une bascule narrative ; l'autre met en œuvre une élévation d'intensité.

Homogénéisation formelle

Sur les plates-formes numériques, certains textes sont presque entièrement construits à partir de ces deux schémas. Comme s'ils provenaient d'une procédure combinatoire reposant sur un ensemble restreint d'opérations : une introduction en rythme ternaire, suivie d'un diptyque pivot, lui-même enchaîné à un second diptyque dont la chute intègre un nouveau triptyque, et ainsi de suite. Cette systématité mécanique constitue un indice fiable de génération algorithmique. Car une telle homogénéisation formelle découle du processus même d'apprentissage des modèles de langage, fondé sur la compression statistique de vastes corpus textuels afin d'optimiser la prédiction des séquences suivantes. Cette technique tend à produire des formes linguistiques récurrentes – appelées «attracteurs» – vers lesquelles la machine revient spontanément.

À ce stade de notre compréhension, il demeure mystérieux que la compression et le traitement statistiques des masses textuelles utilisées pour l'apprentissage fassent réémerger ces formes de rhétorique – comme si l'influence de l'art oratoire latin avait été redécouverte par le modèle dans des milliards d'extraits, structure sous-jacente, invisible mais fondamentale dans l'ordre du discours, aujourd'hui utilisable comme un gabarit afin de générer des textes calibrés pour intéresser le lecteur.

L'absence de ces figures ne garantit évidemment pas l'origine humaine d'un texte. On peut tout à

faire contraindre un modèle linguistique à éviter les attracteurs les plus visibles, en lui interdisant, par exemple, l'usage de diptyques pivots ou de rythmes ternaires. Mais on ne fait alors que déplacer le problème : la séquence produite retombe spontanément dans d'autres attracteurs, simplement moins fréquents. Aucun texte passé par un modèle de langage n'échappe à l'influence des paysages statistiques.

Cette régularisation de la langue était prévisible. Elle résulte de la logique économique d'accumulation, de modélisation et de médiation propre au capitalisme linguistique (2). Le fait qu'on puisse identifier à l'œil nu ces deux figures, certes anecdotiques en elles-mêmes, témoigne peut-être d'un processus de recomposition textuelle de grande ampleur.

Le phénomène apparaît d'autant plus préoccupant que les textes générés servent désormais à l'entraînement des futurs modèles de langage. Ces derniers ne seront bientôt plus alimentés majoritairement par des ressources primaires produites par des humains, mais intégreront une proportion croissante de textes «pollués» par l'intervention d'autres modèles. Cette boucle amplifiera ainsi des formes et des rythmes spécifiques, orientant l'itération après l'évolution des langues vers une destinée profondément incertaine.

Une course contre la montre s'engage : identifier au plus vite la signature de ces textes afin de les exclure des futurs jeux de données d'entraînement, un exercice auquel les modèles de langage eux-mêmes peuvent contribuer. Et, au-delà, découvrir d'autres motifs plus discrets mais tout aussi structurants qui sous-tendent les textes générés. Comme l'écrirait GPT : ce n'est pas seulement une question de rhétorique, c'est un enjeu pour la diversité, le langage, la pensée.

(1) Evgeny Morozov, «Les intellectuels-oligarques, nouveaux législateurs de la Silicon Valley», blog Silicon Circus, 14 et 17 avril 2025, www.monde-diplomatique.fr

(2) Lire «Quand les mots valent de l'or», *Le Monde diplomatique*, novembre 2011.

En Kanaky, deux stratégies

Comment rompre avec le legs colonial dans l'archipel alors que les transferts financiers depuis la métropole demeurent à ce jour indispensables à une grande partie de la population kanake ? Les indépendantistes misent sur la promotion de l'industrie du nickel et le réinvestissement de sa valeur ajoutée dans l'économie locale. Mais la volatilité des cours de ce minéral et son caractère désormais stratégique pour la France contrarient ce projet.

PAR BENOÎT TRÉPIED *

« On ne va pas sortir de la France par la grande porte pour revenir mendier par la fenêtre. » En 1988, Jean-Marie Tjibaou résumait d'une formule la ligne de son mouvement. Longtemps, le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) a entendu faire du développement un élément central du combat pour la décolonisation de la Nouvelle-Calédonie. Cette stratégie pouvait séduire de nombreux Néo-Calédoniens soucieux de la santé économique de l'archipel, y compris parmi les partisans du maintien dans la République. Travailler à l'avènement de la souveraineté économique supposait toutefois de modifier les mécanismes d'origine coloniale qui enrichissent quelques-uns au détriment du plus grand nombre, et de s'affranchir des transferts financiers de l'État français. Pour cela, les indépendantistes ont misé avant tout sur la maîtrise et la valorisation des ressources en nickel de la Grande Terre.

Dans les années 1970, l'État injecte des flux massifs dans les circuits économiques locaux, officiellement pour accompagner le «boom du nickel», officieusement pour lutter contre les tendances séparatistes en plaçant l'archipel en situation de dépendance vis-à-vis de la métropole. Les principaux dispositifs qui organisent le processus de décolonisation – les accords de Matignon (1988) puis celui de Nouméa (1998) – s'inscrivent à première vue dans la continuité de cette dynamique. Dotations, salaires et pensions des fonctionnaires, défiscalisation : Paris ou Bruxelles financent largement le transfert progressif des compétences, tout comme le rééquilibrage entre Kanaks et non-Kanaks, ainsi qu'entre la province Nord et celle des îles Loyauté, plus pauvres, et la province Sud, davantage industrialisée.

Cette logique participe à renforcer la peur de l'indépendance, sur laquelle les loyalistes capitalisent : si elle advenait, l'archipel finirait par ressembler aux États insulaires de la région dont le niveau de vie est bien inférieur. Selon les indépendantistes, en revanche, si l'État met la main à la poche pour épouser sa dette coloniale, la réparation des torts ne se résume pas à des compensations. La contribution originale de la France à la décolonisation, telle que définie par les accords, doit consister à donner au territoire les moyens de s'émanciper par la formation de cadres locaux, la construction d'infrastructures...

De fait, le développement des activités productives, dopé par l'industrie du nickel, a permis de diminuer de moitié la part des transferts dans le produit intérieur brut (PIB) du pays – de 30 % au début des années 1990 à 15 % au milieu des années 2010(1). C'est encore loin du point de bascule recherché par les indépendantistes. L'économie continue de dépendre largement de la commande publique et de la masse salariale du secteur public. Les fonctionnaires bénéficient de niveaux de rémunération presque

spécifiques, dits de «désocialisation», pour favoriser l'investissement productif dans le pays. Ces crédits d'impôt ont joué un rôle essentiel dans la montée en puissance des structures économiques, mais ont créé un manque à gagner pour les finances publiques, à la grande satisfaction des cabinets de désocialisation qui fleurissent à Nouméa depuis trente ans.

Dans ces conditions, les indépendantistes ont, eux, tablé sur un levier principal : le nickel. La Nouvelle-Calédonie posséderait environ 6 % des réserves mondiales de ce métal, ce qui la place au cinquième rang des pays les plus richement dotés. Au début des années 2020, son industrie représentait 20 % du PIB de l'archipel et plus de 90 % de ses exportations, tandis que presque un habitant sur quatre occupait un emploi lié de près ou de loin au secteur(3). Afin que les revenus de son extraction et sa valeur ajoutée restent dans le pays, le FLNKS a élaboré une «doctrine nickel» qui repose sur trois priorités : la maîtrise de la ressource par la puissance publique ; l'arrêt des exportations de nickel brut au profit du nickel transformé sur place, sauf pour les usines néo-calédoniennes offshore ; la prise de contrôle du capital de la Société Le Nickel (SLN), acteur majeur du secteur depuis la fin du XIX^e siècle.

Cette stratégie originale de quasi-nationalisation – avant même l'indépendance – avait pour ambition de reproduire, à l'échelle de l'archipel, la politique mise en œuvre depuis les années 1990 par la Société minière du Sud Pacifique (SMSP), contrôlée par la Société de financement et d'investissement de la province Nord (Sofinor), donc

L'usine de Corée a ouvert ses portes en 2008. Celle de KNS a suivi en 2013, sur la côte ouest de la province Nord, à des fins de rééquilibrage dans une région jusqu'alors dépourvue de toute infrastructure industrielle. De fait, l'exploitation de ce gigantesque complexe métallurgique a entraîné la création de près de quatre mille emplois directs, indirects ou induits dans les trois communes voisines. La population de la zone a doublé (d'environ sept mille à quatorze mille habitants) entre 1996 et 2019(4). Les nombreux contrats de sous-traitance de KNS ont été distribués non seulement aux acteurs économiques locaux déjà établis, mais aussi à une myriade de nouvelles entreprises kanakes d'actionnariat populaire, représentant l'ensemble des tribus et des clans de la région.

La volonté du FLNKS de nationaliser progressivement la ressource nickel a des effets sur les autres acteurs du secteur. Les trois provinces se sont ainsi regroupées dans une entité financière commune, la Société territoriale calédonienne de participation industrielle (STCPI), pour entrer au capital de la SLN, qui possède plus de la moitié des titres miniers de la Grande Terre et la seule usine historique de transformation du nickel dans l'archipel, ouverte dans le quartier de Doniambo à Nouméa dès 1910. Si, à l'heure actuelle, la STCPI détient 34 % des parts de la SLN, dont l'actionnaire majoritaire est le groupe métallurgique français Eramet, les indépendantistes veulent croire qu'elle obtiendra à terme 51 % du capital.

Concurrence indonésienne

LA «doctrine nickel» a pu séduire au-delà des rangs indépendantistes. Mais elle suscite aussi de vives oppositions, notamment de la part des quelques entreprises néo-calédoniennes spécialisées dans l'extraction et l'exportation du minerai brut – surnommées localement les «petits mineurs» –, qui ne peuvent plus accéder à de nouveaux marchés. Des dirigeants loyalistes plus proches de l'idéologie néolibérale considèrent que l'industrie du nickel doit être laissée aux multinationales disposant de capacités d'investissement adéquates. Ils craignent que les dettes pesant sur les opérateurs du secteur finissent par devoir être supportées par des collectivités locales.

qué par des barrages, des destructions, des incendies et des échanges de tirs. Un accord a finalement été signé par toutes les parties en mars 2021. Si la majorité du capital de Prony Resources New Caledonia – le nouveau nom de l'usine – revient désormais à des intérêts néo-calédoniens, le montage adopté ne correspond pas à la «doctrine nickel». La puissance publique ne possède que 30 % des parts, tandis que les employés en détiennent 12 % et les représentants coutumiers des chefferies et des clans de la région, 9 %. Pour le reste, une société de financement regroupant les cadres dirigeants et des investisseurs néo-calédoniens et étrangers obtient 30 % du capital, et la multinationale suisse Trafigura, géant du négoce de matières premières, 19 % (5).

La «doctrine nickel» a par ailleurs été confrontée au risque de la mono-industrie sur un marché international du nickel particulièrement volatile. La production de minerai brut reste bénéficiaire, mais celle de nickel transformé est fortement déficitaire en raison de l'effondrement des cours – autour de 15 000 dollars la tonne actuellement contre 24 000 dollars en 2022, année où la guerre en Ukraine avait porté le «métal du diable» à plus de 100 000 dollars la tonne –, de la flambée des prix de l'énergie et de la concurrence des pays à bas coûts, comme l'Indonésie. À cela s'ajoutent des problèmes techniques récurrents à l'usine du Nord. En 2023, la SMSP a abandonné un projet métallurgique offshore en Chine sur le modèle sud-coréen. La même année, le site minier de la SLN à Poum (à l'extrême nord de la Grande Terre) a fermé, entraînant la suppression de plus de trois cents emplois. Pour faire face à ces difficultés, les usines néo-calédoniennes ont sollicité l'État français à plusieurs reprises.

Or Paris développe sa propre stratégie. Le nickel n'est plus seulement utilisé dans la production



FLORIANE DE LASSE. – De la série «Le Caillou calédonien» : l'usine SLN de traitement de nickel de Doniambo, à Nouméa, 2014

La fuite des capitaux caractérise aussi cette économie de comptoir. Les entrepreneurs et commerçants qui captent une large part de la manne publique en tirent des bénéfices importants qu'ils placent ailleurs. La grande bourgeoisie de Nouméa investit dans la rente immobilière en Australie et en France. Et le phénomène est aggravé par des rentrées fiscales longtemps réduites à portion congrue par la droite loyaliste au pouvoir. L'impôt sur le revenu n'a été instauré qu'en 1983 par le gouvernement Tjibaou. Les prélèvements directs et indirects restent aujourd'hui inférieurs d'une dizaine de points à ceux de l'Hexagone : 34 % du PIB contre 45 % (2). Et, faute de taxes, l'argent prend ainsi le large, sans avoir contribué au financement des services publics locaux.

Les accords de Matignon et de Nouméa ont instauré des avantages fiscaux

par les indépendantistes qui dirigent cette dernière. La SMSP a agrandi son domaine minier, jusqu'à devenir le premier exportateur néo-calédonien de minerai brut, puis s'est allié à la multinationale Falconbridge (absorbée ensuite par Glencore) pour construire la fameuse «usine du Nord», Koniambo Nickel SAS (KNS), détenue à 51 % par la SMSP et à 49 % par l'industriel. La SMSP a aussi noué un partenariat avec un autre géant de la métallurgie, le sud-coréen Posco, pour bâtir une usine dans la péninsule coréenne, alimentée par du minerai néo-calédonien, avec le même partage des parts. Pour les indépendantistes, ce type de montage, devenu leur marque de fabrique, devait permettre de conserver la maîtrise de l'outil industriel, tout en réinjectant 51 % des potentiels dividendes dans l'économie néo-calédonienne et les services publics.

Dans les années 2000, cette logique a présidé au montage d'une troisième usine métallurgique implantée dans la province Sud, sur le plateau de Goro, à Yaté, une commune rurale quasi entièrement kanake. Cette «usine du Sud», impulsée par le député loyaliste Jacques Lafleur pour concurrencer l'usine du Nord, était à l'origine détenue à 95 % par une multinationale privée (Inco puis Vale) contre seulement 5 % par les trois provinces, réunies dans la Société de participation minière du Sud calédonien (SPMSC). Alors que les Kanaks soutiennent largement le projet industriel du FLNKS au nord en raison de sa portée militante et redistributive, au sud, il a été imposé sans concertation aux riverains par les loyalistes et l'industriel.

Fin 2020, l'annonce de la vente de l'usine par Vale a tout de même provoqué un conflit d'une ampleur inédite, mar-

* Anthropologue au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Auteur de *Décoloniser la Kanaky-Nouvelle-Calédonie* (Anacharsis, Toulouse, 2025), dont ce texte est extrait.

(1) Cécile Couharde, Laurent Mathieu et Gilles Pestaña, «Cadrage macroéconomique et faits stylisés», dans Séverine Bouard et al. (sous la dir. de), *La Nouvelle-Calédonie face à son destin. Quel bilan à la veille de la consultation sur la pleine souveraineté?*, IAC – Karthala – Gemdev, Paris, 2016.

(2) Valentin Defoerterie, «Réforme fiscale : la Calédonie se rapproche-t-elle du modèle métropolitain?», Nouvelle-Calédonie La 1ère, Nouméa, 18 mai 2023.

(3) «Nouvelle-Calédonie. Rapport annuel 2019», Institut d'émission d'outre-mer (IEOM), Paris, 2020. Cf. aussi Emmanuel Hache, «Nouvelle-Calédonie et géopolitique des métals critiques : vers une perturbation du marché du nickel?», IRIS, Paris, 21 mai 2024, www.iris-france.org

(4) Paul Ahmed-Michaux et William Roos, «Images de la population de la Nouvelle-Calédonie. Principaux résultats du recensement 1996», Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), Paris, février 1997, www.insee.fr; «Populations légales de Nouvelle-Calédonie de 2009 à 2019», Insee, 12 mars 2020, www.insee.fr.

(5) Christine Demmer, «The decolonisation process without independence in the light of changes in the nickel sector in New Caledonia», dans Simon P. J. Batterbury et Matthias Kowasch (sous la dir. de), *Geographies of New Caledonia-Kanaky : Environments, Politics and Cultures*, Springer, Cham, 2024.

DU PROJET INDÉPENDANTISTE

pour le « métal du diable »



© FLORIANE DE LASSÉE

FLORIANE DE LASSÉE. – De la série « Le Caillou calédonien » : tribu de Tendo, près d'Hienghène, 2014

d'acier inoxydable (sous une forme dite «nickel de classe 2» produite notamment dans l'usine du Nord), mais aussi dans la fabrication des batteries de véhicules électriques («nickel de classe 1»), produit dans l'usine du Sud, dont le principal

client est le géant de l'automobile électrique Tesla). À ce titre, il constitue l'un des métaux appelés à jouer un rôle majeur dans le «verdissement» de l'économie mondiale. La priorité des autorités françaises est de sécuriser et diversifier leur

dollars, conduisant à un taux de croissance réel moyen de près de 3,4% par an(6). Au cours de la période 1998-2022, le PIB nominal néo-calédonien a triplé pour atteindre 9,15 milliards d'euros. Mais, d'une part, cet

approvisionnement en minerais stratégiques, notamment sur le marché du nickel où elles redoutent la formation d'un oligopole sino-indonésien. L'État gère ainsi la crise actuelle du secteur métallurgique en Nouvelle-Calédonie en fonction de ses propres intérêts – qui, à ce stade, rejoignent ceux des «petits mineurs» néo-calédoniens. En échange de son soutien financier, il pousse à la réouverture de canaux d'exportation de minerai brut, avec l'idée de capter ces ressources pour les transformer dans l'Hexagone.

En ce début d'année 2025, l'usine du Sud et celle de la SLN à Nouméa tiennent encore grâce à plusieurs prêts et garanties accordés par Paris. Toutefois, l'État français a estimé qu'il n'était pas possible de subventionner l'usine du Nord, la moins rentable, qui a accumulé une dette de plus de 13 milliards d'euros. En février 2024, Glencore, le partenaire de la SMSP, a jeté l'éponge et annoncé sa retraite de KNS. L'entreprise a donc fermé ses portes le 31 août, avec à la clé le licenciement de 1200 personnes. Il ne reste plus aujourd'hui que l'espoir d'un éventuel repreneur qui accepterait de s'associer à la SMSP pour relancer un projet métallurgique d'envergure adossé au massif du Koniambo, dont les riches ressources en nickel demeurent malgré tout attractives...

partisane, n'imagine que la catastrophe économique et sociale puisse être évitée sans un soutien massif de l'État à très court terme.

La décolonisation négociée dans le cadre des accords de Matignon et de Nouméa relevait fondamentalement d'un double pari : non seulement développer le pays pour construire une trajectoire viable d'émancipation vis-à-vis de la France (décolonisation externe), mais aussi mieux répartir les richesses à l'intérieur de la société néo-calédonienne, entre les communautés et entre les territoires, pour lutter contre les dynamiques d'exclusion héritées de l'époque coloniale (décolonisation interne). Or, sur ce plan, la forte croissance économique est allée de pair avec le maintien de profondes inégalités et de diverses formes de discrimination au détriment des Kanaks, en dépit des politiques de rééquilibrage menées depuis 1988. Si le pays a explosé à partir de mai 2024, c'est aussi parce que le contentieux colonial se niche dans la question sociale. Et que cette promesse-là de la décolonisation n'a pas été tenue.

BENOÎT TRÉPIED.

(6) Samuel Gorohouma (sous la dir. de), *Quelle économie pour la Nouvelle-Calédonie après la période référendaire?*, Presses universitaires de la Nouvelle-Calédonie, Nouméa, 2019.

DES DESCENDANTS DE BAGNARDS SUR LES TRACES DE LEUR MÉMOIRE

Kabyles de Nouvelle-Calédonie

Le « Caillou » compte une communauté méconnue. Plus de deux mille Maghrébins y furent déportés au xix^e siècle. D'autres « victimes de l'histoire » avec qui les Kanaks ont décidé de partager leur droit à l'autodétermination.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIALE ARIANE BONZON *

Vu du ciel, l'alignement de pierres blanches frappe le regard. Vues du sol, à Nessadiou, une fois franchi le portail vert surmonté du croissant et de l'étoile rouges du «cimetière des Arabes», les stèles ne portent ni nom ni dates. Ci-gisent des bagnards algériens. Ils ont fait partie des près de trente mille condamnés que la France a expédiés entre 1864 et 1897 dans l'archipel du Pacifique transformé en colonie pénale. L'île Nou – aujourd'hui un quartier de Nouméa, Nouville – en est alors le cœur. Là s'alignent «ainsi que des cercueils les longs bâtiments du camp central», raconte le journaliste Jacques Dhur(1). Là sévissent humiliation, violence et mépris.

Les condamnés au bagne sont parfois kabyles, arabes, nomades, chaouis : au total, 2106 «Arabes», selon la dénomination officielle, dont 121 déportés politiques, 1822 «transportés», relevant du droit commun, et 163 «réfugiés», des récidivistes. Sachant qu'en Algérie française, nous explique l'historien Benjamin Stora, «l'administration coloniale vous catalogue rapidement "droit commun", que vous soyez un criminel endurci ou seulement pour vous être élevé contre l'ordre établi».

Outre l'enfer de Nou, l'archipel est parsemé de pénitenciers, fermes et camps itinérants dans lesquels les forçats se voient affectés aux travaux routiers, au remblaiement des marais, aux mines de nickel... Leur peine terminée, les «Arabes» condamnés à plus de huit années de bagne ne peuvent retourner en Algérie. Consignés à vie à «Caledoun», beaucoup ne reverront pas leur famille.

À Bourail, en pleine brousse, à 150 kilomètres au nord-ouest de Nouméa, la guillotine est tou-

jours là, exposée dans ce qui fut le «magasin aux vivres» devenu musée. Au sein de ce pénitencier agricole, les conditions étaient un peu moins rigoureuses. Animé d'une philosophie de la «régénération», le très saint-simonien gouverneur Charles Guillain y offre la possibilité à des bagnards libérés, ou même en cours de peine, d'acquérir des concessions sur des terrains – dont les Kanaks ont été spoliés... D'origine rurale, bons agriculteurs, ils se trouvent cependant mis à rude épreuve. Pour redevenir des hommes libres, il leur faut racheter la terre qu'ils travaillent.

L'objectif de l'administration coloniale – réinsérer les condamnés et peupler les colonies – nécessite que les concessionnaires «fassent souche», autrement dit, trouvent une femme – chrétienne, évidemment. Or, qu'elles aient volé ou qu'elles aient cherché à se faire avorter, les jeunes filles modestes emplissent les centrales pour femmes de Rennes, Cadillac, Clermont... Des médecins les y examinent et attestent leur bon état de santé dès lors qu'elles sont en mesure de procréer. Ainsi, elles ont le choix : la liberté à 17 000 kilomètres de la France, en Nouvelle-Calédonie, ou la prison pendant dix ans. Ce sont les sœurs du couvent de Saint-Joseph-de-Cluny, à Bourail, qui épaulent l'administration pénitentiaire dans son dessein. Elles hébergent les jeunes femmes et les présentent aux bagnards, souvent beaucoup plus âgés. Ils sélectionnent. Elles ont quelques heures pour donner leur réponse.

En burnous blanc sur leur monture à la robe noire

Une route de terre s'enfonce dans la brousse pour rejoindre la maison de M. Jean-Pierre Taïeb Aïfa. Né d'un couple mixte, autodidacte, grand sportif, il a revendiqué son identité en adoptant la plus majestueuse des traditions arabes : la passion des chevaux, qui lui valut de nombreux prix. Déjà, au début du xx^e siècle, les «libérés» de Bourail excellaient dans l'élevage et les courses hippiques. En burnous blanc sur leur monture à la robe noire, le port altier, ils avaient belle allure lors des fantasias. Le «Calife» – c'est ainsi qu'on le surnomme – nous reçoit dans sa véranda, sous une tête de cerf empailleée. Maire honoraire de Bourail, il œuvre aussi à rendre leur fierté aux «Arabes» de Nouvelle-Calédonie.

Car «le bagne, c'est le caniveau, donc la honte», écrit l'historien Louis-José Barbançon(2). Certes, il y a l'«aristocratie» des forçats dont la pièce d'Abdelwaheb Sefsaf *Kaldūn* raconte

l'épopée : 121 rebelles – dont beaucoup ont participé à l'insurrection menée en Algérie par le cheikh kabyle Mohammed El-Hadj El-Mokrani en 1871 – proches des centaines de commandos déportés en Nouvelle-Calédonie... mais qui jouèrent aussi le rôle de supplétifs du pouvoir colonial, quand une vingtaine de cavaliers arabes conduits par le frère de Mokrani a contribué à écraser la grande révolte kanake de 1878 menée par le chef guerrier Ataï.

La lumière faite sur ces rebelles kabyles contraste avec l'obscurité dans laquelle se trouvent maintenus les «droits communs arabes», quinze fois plus nombreux. Ils embarquent avec le statut d'indigène mais à l'arrivée se voient «soumis aux mêmes règles du bagne que les condamnés blancs, ils ne sont plus des colonisés, seulement des matricules», explique l'historienne Isabelle Merle. Libérés, ils échappent au statut de l'indigénat appliqués aux Kanaks. Merle a d'ailleurs retrouvé une note signée par un fonctionnaire français qui s'étonne de ce que «le code de l'indigénat n'est pas appliqué aux Arabes vivant en Nouvelle-Calédonie alors qu'il l'est pour les Kanaks en Nouvelle-Calédonie et pour les Algériens en Algérie».

Au début des années 1980, Barbançon réussit à convaincre Jean-Marie Tjibaou, le leader indépendantiste, de mettre «en avant la notion de "victimes de l'histoire" afin de montrer que les indépendantistes kanaks étaient prêts à partager le droit à l'autodétermination avec ceux qui avaient "fait souche" sur le Caillou pour des raisons historiques indépendantes de leur volonté», rappelle Jean-François Merle, conseiller outre-mer de Michel Rocard quand il était premier ministre. Pour autant, cette expression n'a pas vraiment de traduction politique dans les négociations actuelles. Car elle ne fait pas l'unanimité, explique le chercheur Christophe Sand : «Le terme de "victimes" renvoie à l'idée que les ancêtres n'ont fait que subir. Alors qu'ils ont aussi été acteurs de leur vie, qu'ils se sont battus pour sortir de leur condition de déclassés.»

Dattes, thé et makrout (une pâtisserie du Maghreb). C'est l'heure de l'iftar (repas marquant la rupture du jeûne) dans la «mosquée» de Nessadiou, non loin du cimetière. «En moyenne, on est dix, mais les jours de fête cela peut monter à deux cents», selon un fidèle. Pas d'appel à la prière, pas de minaret non plus : officiellement, ce n'est pas une mosquée mais un «centre culturel» financé à 90 % par la Banque islamique d'Arabie saoudite. Les plus âgés honorent Allah assis sur des chaises dont chaque pied est encapsulé dans une balle de tennis pour ne pas abîmer l'épais tapis de Turquie. Et s'il n'y a pas de porc au menu, la nourriture n'est pas halal pour autant.

Dans la pièce qui jouxte la salle de prière, un mur est recouvert de photos des familles Miloud, Barreto, Boufenèche, Ali Ben Ahmed... Il y a aussi les images du «voyage en Algérie» qu'à partir de 1986 des dizaines de lignées ont entrepris sur les traces de leurs ancêtres. Ce fut en 2012, à l'âge de 71 ans, pour M. Abdel Kader Boufenèche : «On a retrouvé un cousin qui avait connu mon père. Quand il m'a vu, il ne pouvait plus parler. "Tu lui ressembles tellement", m'a-t-il dit. On est monté dans la tribu, au douar Ouled Yahia, en Petite Kabylie. On nous a montré où mon père est né, sa maison, rien n'avait bougé.»

« Le pouvoir algérien n'est pas disposé à faire ce travail »

Dans ce travail de réappropriation généalogique, les surprises ne manquent pas : l'un a découvert que son ancêtre avait été l'objet d'une sombre machination pour qu'une partie de la famille récupère son terrain ; un autre a appris que son grand-père avait tué l'officier français qui «tournait autour de sa femme» ; un troisième, que son parent s'était dénoncé à la place de son frère chargé de famille.

Avec ses compagnons de la mosquée de Nessadiou, M. Boufenèche aimerait que le gouvernement algérien érige un monument à la mémoire des «déportés» et «transportés» en Nouvelle-Calédonie. Mais leurs multiples démarches se heurtent à un mur. «Confronté à la revendication d'autonomie voire de séparatisme de la Kabylie, analyse Stora, le pouvoir algérien se raidit et n'est pas disposé à faire ce travail mémoriel.» De son côté, l'historien, dans le rapport qu'il a remis début 2021 au président Emmanuel Macron, n'a pas donné de place à ces plus de deux mille Algériens expédiés par la France coloniale en Nouvelle-Calédonie(3). Il le reconnaît. L'invisibilisation encore, pour eux et pour leurs quelque dix mille descendants – selon une estimation forcément approximative. «De l'Arabe, conclut M. Boufenèche, il nous reste le sang, la fierté et la religion.»

(1) Jacques Dhur, *Chez les forçats*, Librairie universelle, Paris, 1905. Cité par Louis-José Barbançon et Christophe Sand dans *Caledoun. Histoire des Arabes et Berbères de Nouvelle-Calédonie*, Association des Arabes et amis des Arabes de Nouvelle-Calédonie, Bourail, 2013. Sauf mention expresse, toutes les descriptions historiques de cet article proviennent de ce livre.

(2) Louis-José Barbançon, *À la recherche du nous. Conversations calédoniennes avec Walles Kotra*, Au Vent des îles, Pirae (Tahiti), 2022.

(3) Benjamin Stora, «Les questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie», janvier 2021, www.elysee.fr

LES ÉLUS GUYANAIS S'OPPOSENT AU RETOUR DES PEINES DE RELÉGATION

Au « temps béni » du bagne de Cayenne

À Saint-Pierre-et-Miquelon? Aux Kerguelen? Et pourquoi pas à Cayenne, comme à l'époque de Papillon? Des figures de la droite et du centre voudraient refaire de l'outre-mer un lieu où incarcérer les criminels dangereux. Dès lors la République ne se contenterait pas de réinstaurer le bagne, elle perpétuerait une tradition de mépris pour les territoires concernés.

PAR SAMUEL TRACOL *

Le fleuve Maroni déploie ses eaux boueuses et son ballet de pirogues à moteur. Les autorités politiques et coutumières se sont rassemblées ce 18 mai 2025 pour inaugurer les berges du quartier de la Charbonnière, en présence du garde des sceaux Gérald Darmanin. Le matin même, il annonçait dans *Le Journal du dimanche* la construction en Guyane d'une prison de cinq cents places dotée d'un quartier de haute sécurité d'une capacité de soixante détenus, réservé aux « narco-bandits », et d'une aile qui pourra accueillir quinze détenus « radicalisés ». Le tout pour la somme de 400 millions d'euros. Mme Sophie Charles, maire divers droite de Saint-Laurent-du-Maroni, admoneste le ministre sous des applaudissements nourris : « Cette page de l'histoire est tournée, et j'espére qu'elle ne reviendra pas. »

De fait, depuis les attentats qui ont frappé le territoire français à partir de 2013, une frange de la droite entend ressusciter le bagne outre-mer. Le 20 novembre 2014 sur Sud Radio, M. Nicolas Dupont-Aignan propose qu'on « rétablisse à Cayenne, ou ailleurs, un centre de détention qui permette d'isoler les fous furieux ». Le président de Debout la France plaidera aussi pour la construction d'un « Guantánamo bis » en Guyane, sur RMC le 24 novembre 2015, puis pour l'implantation d'un centre pénitentiaire pour les terroristes aux Kerguelen, le 16 mars 2016 sur France Info. Plus récemment, en campagne pour la présidence du parti Les Républicains, M. Laurent Wauquiez a suggéré la rétention d'étrangers en situation

irrégulière à Saint-Pierre-et-Miquelon (*JDN*ews, 8 avril 2025).

Le ministre de la justice, lui, ne se contente pas de déclarations. Dès lors que M. Darmanin a inscrit son projet d'établissement pénitentiaire à la programmation de son budget sans consultation préalable, les élus guyanais ont fait front uni. Le 18 mai 2025, le député du Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale (MDES) Jean-Victor Castor a dénoncé, dans une lettre au premier ministre, « une tradition méprisante, coloniale et autoritaire » qui considère la Guyane comme « un "dépotoir" carcéral ». Le sénateur guyanais Georges Patient, pourtant soutien du gouvernement, regrette « une mise en scène destinée à servir une ambition personnelle » (Public Sénat, 19 mai 2025).

En Guyane, « le monde est fait de trois choses : le ciel, la terre et le bagne », résumait en 1923 Paul Roussenq, anarchiste incarcéré vingt ans (dont 3 779 jours au cachot). En 1792, la Convention en fait un lieu de « déportation », définie comme l'exil colonial des condamnés politiques. Le Directoire y envoie plus de 300 condamnés entre 1795 et 1798 : des politiques accusés d'incivism, comme Jean-Marie Collot d'Herbois et Jacques-Nicolas Billaud-Varenne, les instigateurs du coup d'État du 18 fructidor an V (4 septembre 1797), à l'instar de Charles Pichégru, et 271 prêtres réfractaires. Les « camps de la mort » de Sinnamary et Counamama, situés dans des marécages, voient la moitié d'entre eux succomber en seulement quelques mois.

« Avant-goût du sépulcre »

Exérience circonscrite dans le temps, le bagne révolutionnaire formalise une pratique ancienne, attestée pour le cas français dès le XVI^e siècle. Jacques Cartier obtient alors de François I^r de pourvoir son expédition en prisonniers. En Amérique du Nord, au XVII^e siècle, Français et Britanniques organisent l'exil pénal de « gens sans aveu » (vagabonds, mendiants, personnes sans attaches sociales...) pour contrôler des territoires immenses. Les compagnies coloniales y trouvent leur compte, qui achètent une main-d'œuvre captive et corvée. Pionniers, « les forçats étaient des agents de l'occupation et de l'expansion impériale », souligne l'historienne Clare Anderson(1).

Le bannissement outre-mer est systématisé et étendu aux criminels de droit commun au cours du XIX^e siècle, sur le modèle

édifié par les Britanniques en Australie. La « transportation » consiste en une peine de travaux forcés, équidistante de la peine capitale et de l'emprisonnement en maison centrale. Les détenus, sans perspective aucune de retour, se voient contraints de faire souche dans la colonie. Au terme de leur peine, ils forment une société nouvelle de colons propriétaires et de familles issues d'unions entre condamnés des deux sexes. La répression de l'insurrection ouvrière parisienne de juin 1848 et le coup d'État du président Louis-Napoléon Bonaparte de 1851 remplissent les prisons et relancent les déportations politiques, d'abord

en Algérie et aux Marquises. Dans le même temps, il ferme les bagnes portuaires de Brest, Rochefort et Toulon dont les forçats, explique-t-il, « se dépravent et menacent incessamment la société(2) ». Le futur empereur envisage la transportation outre-mer des condamnés aux travaux forcés, « plus efficace, plus moralisatrice, moins dispendieuse et plus humaine, en l'utilisant au progrès de la colonisation française ». La Guyane devient alors, pour un siècle, une colonie pénitentiaire, cette « guillotine sèche » aussitôt dénoncée par Alphonse de Lamartine, où plus de 70 000 condamnés purgeront leur peine.

Quarante-huitard rallié au bonapartisme, Sarda-Garriga dirige la colonie à l'arrivée du premier convoi en mai 1852. Il s'adresse « en citoyen et en chrétien » aux forçats rassemblés pour l'embarquement à Brest : « J'ai mission de vous faire vivre une vie nouvelle(3) ». Il s'agit de punir, de réhabiliter et de coloniser. Tandis que s'effondre l'économie de plantation, la main-d'œuvre pénale doit prendre le relais des esclaves affranchis en 1848. La ville de Saint-Laurent-du-Maroni est fondée dix ans plus tard, pour affirmer la présence française dans ce territoire périphérique. Accédant au statut ad hoc de commune pénitentiaire en 1880, elle reste privée de libre administration et d'élections jusqu'en 1949.

À l'utopie pénitentiaire des premiers mois succède « l'heure des grands sacrifices(4) ». Entre 1852 et 1867, sur 17 000 transportés, seuls 7 000 survivent. Le ministère de la marine et des colonies décide en 1867 que, « provisoirement, la Guyane ne recevra plus que les condamnés arabes, dont la constitution résiste au climat de la colonie(5) ». La Nouvelle-Calédonie, colonie pénitentiaire depuis 1864, devient la destination unique des condamnés européens jusqu'en 1887, en particulier des communards (elle accueille aussi les déportés algériens de la grande révolte de 1871). Le révérend père Montfort, supérieur des jésuites de Cayenne, s'en émeut : « Il serait question de former ici [sur les rives du Maroni] une population arabe constituée comme telle, on leur enverrait des marabouts, des femmes et on leur construirait des mosquées. » Et de dénoncer des autorités désireuses d'*« implanter officiellement l'islamisme [au sens de la pratique de l'islam] dans une colonie française »*(6).

La III^e République s'accorde fort bien des colonies pénitentiaires. « Sous un régime républicain, affirme Léon Gambetta en 1872, l'ordre est le fondement même des choses. » La criminalité et la délinquance ne cessent de décroître, mais la presse à grand tirage imprime un imaginaire de bas-fonds dans l'opinion publique. La criminologie naissante, codifiée par l'Italien Cesare Lombroso et le Français Alexandre Lacassagne, justifie aussi l'exil colonial des incorrigibles au nom d'un « gène criminel ». Pierre Waldeck-Rousseau, ministre de l'intérieur, dépose un projet de loi sur la relégation en 1883, qui prévoit que la récidive, quelle que soit la gravité du délit commis, mène à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie, au motif d'*« une présomption irréfragable d'incorrigibilité »*. Les appelés ayant subi une condamnation correctionnelle sont, eux, affectés aux bagnes militaires de Biribi dont les effectifs doublent à la fin du XIX^e siècle. Si bien que la France compte alors « plus de corps disciplinaires que toutes les armées d'Europe réunies »(7).

Le bagne guyanais atteint son extension maximale au cours de la décennie 1890. Il compte plus de sept mille

condamnés, soit un huitième de la population pénale française. L'Empire s'affirme comme un espace de « dérogation incessante aux normes et idéaux républicains proclamés en métropole(8) ». L'inspecteur des colonies Georges Gayet parlera de « triple enfer du bagne » au sujet du camp disciplinaire de Charvein, distant d'une dizaine de kilomètres du site de la future prison de Saint-Laurent-du-Maroni. Entièrement nus, les cheveux coupés en escalier, les forçats les plus récalcitrants à la discipline y débinent et charrient d'énormes grumes. Ceux dont la volonté n'est pas brisée sont jetés au cachot, décrit par l'administrateur colonial Paul Marie-Armand de Beuvrand de La Loyère comme des « espèces de casemates très étroites comparables à des tombes où pénétrerait un peu d'air, (...) des avant-goûts du sépulcre(9) ».

En 1895, le capitaine Alfred Dreyfus, condamné à la déportation enceinte fortifiée, débarque sur une île du Diable transformée en quartier de haute sécurité avant l'heure. Afin qu'il ne puisse « cor-

respondre avec l'extérieur, recevoir de l'argent et combiner des projets d'évasion(10) », il reste enfermé pendant près de deux ans dans un réduit : sa case et un étroit couloir compris entre une palissade de 2,50 mètres de hauteur et les murs de sa cellule. La rumeur d'une intervention allemande pour le libérer transforme l'île en forteresse : treize surveillants y sont affectés, un aviso mouillé au large, une tour est érigée sur laquelle on dispose un canon Hotchkiss.

En Nouvelle-Calédonie, le gouverneur Paul Feillet, soutenu par les colons, décide de couper le « robinet d'eau sale » en 1897. Le stigmate pénitentiaire ne pèse plus que sur la seule Guyane. Le reportage d'Albert Londres, publié en feuilleton au cours de l'été 1923, éveille l'opinion publique nationale au sort des forçats. Quinze ans de campagnes de presse et de débats parlementaires auront finalement raison de la transportation, abolie par décret-loi sous le Front populaire, grâce à l'impulsion du député de Guyane et sous-secrétaire d'État aux colonies Gaston Monnerville.

Le dernier convoi

POUR autant, les bagnes ne ferment pas. Sous le régime de Vichy, bien peu de choses les distinguent des camps de concentration : durcissement des règlements, allongement du temps de travail, diminution des rations, actes de sadisme. Dans de telles conditions, la moitié des relégués succombent au cours de la seule année 1942. À la Libération, le surpeuplement carcéral causé par l'épuration amène le ministère de la justice à envisager une déportation des collaborateurs en Guyane. Jusqu'à ce qu'une campagne de presse aux États-Unis – qui compare les bagnes aux camps de Buchenwald et Dachau – mette un terme au projet. Leur liquidation apparaît inévitable : le dernier convoi de forçats désireux de regagner la métropole quitte la Guyane le 1^{er} août 1953.

Sous la plume de Jean Genet ou à l'écran – en 1973, Steve McQueen joue « Papillon », dans l'adaptation hollywoodienne du récit du bagnard évadé Henri Charrière –, le bagne semble devenir matière à imaginaire. Est-il cependant cantonné dans le seul domaine de la fiction ? Soutenu de l'extrême droite à la social-démocratie, le tourment punitif des années 2000 se traduit par le recul de l'État social au profit de l'État policier(11). Entre 2005 et 2011, pas moins de 6 lois viennent sanctionner la récidive sous l'impulsion de M. Nicolas Sarkozy, ministre puis président. Depuis 2015, le Parlement a voté 18 lois antiterroristes. Continue depuis les années 1970, la hausse du nombre de détenus suit un rythme effréné à partir de 2021 pour atteindre aujourd'hui 81 600, soit une augmentation de 18 % en quatre ans seulement, avec un taux d'occupation record de 130 % à l'échelle nationale.

À cet égard, la Guyane fait figure de miroir grossissant : tandis que, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), 53 % des Guyanais vivent sous le seuil de pauvreté, elle connaît un taux d'incarcération trois fois supérieur à celui de l'Hexagone, à un niveau équivalent à celui du Brésil voisin. Le Comité pour la prévention de la torture du Conseil de l'Europe a récemment dénoncé la surpopulation et la

violence à Remire-Montjoly(12) : le taux d'occupation de l'unique établissement pénitentiaire de Guyane atteint 163 %, soit un déficit de plus de quatre cents places. Concluant sa question au gouvernement le 28 mai dernier, le député Davy Rimane (Gauche démocrate et républicaine) ne s'y trompe pas : « *Les prisons, nous voulons les voir, pas les remplir* ».

(1) Clare Anderson, « Introduction : A global history of convicts and penal colonies », dans Clare Anderson (sous la dir. de), *A Global History of Convicts and Penal Colonies*, Bloomsbury, Londres, 2018.

(2) Cité dans Louis-José Barbanson, *L'Archipel des forçats. Histoire du bagne de Nouvelle-Calédonie (1863-1931)*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve-d'Ascq, 2020.

(3) Cité dans Michel Pierre, *Le Dernier Exil. Histoire des bagnes et des forçats*, Gallimard, Paris, 1989.

(4) Père Paul Mury, *Les Jésuites à Cayenne. Histoire d'une mission de vingt-deux ans dans les pénitenciers de la Guyane*, Retz & Fils, Paris, 1895.

(5) Cité dans Linda Amiri, « Exil pénal et circulations forcées dans l'empire colonial français. Le cas particulier du convoi de "forçats arabes" du 27 juillet 1868 vers la Guyane française », *L'Année du Maghreb*, n° 20, Aix-en-Provence, 2019.

(6) « Lettre du révérend père Montfort, supérieur des frères jésuites de Cayenne au provincial », archives générales de la Congrégation du Saint-Esprit, Paris, 4 février 1873.

(7) Dominique Kalifa, *Biribi. Les bagnes coloniaux de l'armée française*, Perrin, Paris, 2009.

(8) Emmanuel Fureix et François Jarrige, *La Modernité désenchantée. Relire l'histoire du xix^e siècle français*, La Découverte, Paris, 2015.

(9) Paul Mimande (sous le pseudonyme de), « Faut-il supprimer la transportation ? », *Revue bleue*, Paris, 19 juin 1909.

(10) Le directeur des colonies au gouverneur de Guyane, lettre du 8 février 1895.

(11) Loïc Wacquant, *Punir les pauvres. Le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale*, Agone, Marseille, 2004.

(12) « Rapport au gouvernement de la République française relativé à la visite effectuée en Guyane et en Guadeloupe par le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) du 28 novembre au 14 décembre 2023 », Conseil de l'Europe, 12 mars 2025, www.coe.int

* Historien.

Le bannissement outre-mer est systématisé et étendu aux criminels de droit commun au cours du XIX^e siècle, sur le modèle

** Historien.

*** Historien.

**** Historien.

***** Historien.

SERVITUDE PUBLICITAIRE OU ÉMANCIPATION ?

Le Tour de France et ses routes parallèles

Depuis plus d'un siècle, le Tour de France donne le coup d'envoi sportif et médiatique à la saison estivale. Près de 3 Français sur 4 regardent au moins l'une des 21 étapes retransmises à la télévision dans 190 pays. Loin d'être l'au-baine vantée pour le développement du vélo, ce spectacle découplé de la pratique dénature le cyclisme, qui a toujours arpenté bien d'autres chemins de progrès.

PAR PHILIPPE DESCAMPS

PARTIR de bon matin à bicyclette redévenant tendance. Le cyclotourisme se hisse désormais au premier rang des itinérances touristiques en France, devant la randonnée pédestre, avec plus de 9 millions d'excursions par an(1). En dépit d'infrastructures indigentes et souvent dangereuses, qui nuisent à son usage au quotidien – la part modale du vélo atteint à peine 3% tous trajets confondus, contre 7% en moyenne dans l'Union européenne(2) –, 22 millions de Français déclarent sortir leur bicyclette pendant les vacances.

Invisibilisé durant des décennies, le voyage à vélo se nourrit de racines anciennes. Le premier tour du monde sur deux roues fut accompli avant même la mise au point de la bicyclette moderne : entre 1884 et 1886, Thomas Stevens parcourt 20 000 kilomètres sur un très inconfortable grand bi. Dix ans plus tard – après l'invention de la transmission par chaîne et des pneumatiques –, Annie Cohen Kopchovsky prouva qu'une femme pouvait en faire autant(3).

À l'égal du chemin de fer, le vélocipède révolutionne alors la mobilité et permet de découvrir l'Hexagone. Au cours de son âge d'or, de 1890 à 1914, le nombre d'engins en circulation y passe de 50 000 à 3,5 millions(4). L'industrialisation favorise sa démocratisation, que les premiers congés payés parachèveront en 1936. Le vélo change la manière dont on se déplace, mais aussi les références en matière d'habileté, voire de beauté. Selon la militante américaine des droits civiques et du vote féminin Susan B. Anthony, la bicyclette, qu'on enjambe en pantalon, «a fait plus pour l'émancipation des femmes que n'importe quelle autre chose au monde(5)».

Très vite apparaissent les premiers clubs et les premiers rassemblements. Et dès le commencement s'instaure un clivage entre l'univers des courses et la pratique de loisir. Deux personnages incarnent cette fracture précoce entre sport-spectacle et culture physique pour tous : Henri Desgrange (1865-1940),

« Ces rudes semeurs d'énergie »

DANS un registre opposé, Henri Desgrange se met en scène en mentor d'un jeune compétiteur : «Aux personnes qui se moqueront des coureurs, aux touristes qui prétendent que la bicyclette est faite uniquement pour se promener, tu pourras fièrement te citer comme exemple et dire bien haut que si tu es aujourd'hui un homme digne du nom d'homme, c'est aux courses que tu le dois et aux instincts de lutte qu'elles ont développées chez toi. (...) Comme moi, j'ai aimé la vélocipédie. Je l'ai pénétrée entièrement, je l'ai possédée comme on possède une femme aimée(8).»

Signe de la centralité de la discipline à l'époque, le premier quotidien sportif français, né en 1892, prend pour titre *Le Vélo*. Son directeur et rédacteur en chef, Pierre Giffard, se passionne aussi pour la politique et couvre le procès en révision d'Alfred Dreyfus, qu'il soutient : «Nous en sommes toujours à attendre que quelqu'un nous frappe par un embryon de preuve, un semblant, un fantôme de preuve contre le malheureux», écrit-il par exemple le 15 août 1899(9). Mais son principal appui financier, le pionnier de l'automobile Jules-Albert de Dion, fait partie des antidreyfusards de la haute

fondatrice du Tour de France, et Paul de Vivie, alias Vélocio (1853-1930), inventeur du terme «cyclotourisme».

«Ce n'est pas contre les autres qu'il faut lutter, c'est contre soi-même en améliorant sa condition personnelle(6)», écrit notamment Vélocio. Disciple de Jean-Jacques Rousseau, d'Épicure et de Sénèque, il entend rapprocher activité physique, nature et culture. D'abord membre du Club alpin, de Vivie inaugure à son retour de Norvège la pratique du ski dans sa région de Saint-Étienne. Puis il se tourne vers le vélo, en fixant son programme dans le premier numéro du *Cycliste forézien*, en 1887 : «Nous nous efforcerons (...) de détruire les préventions qui existent encore et sont parfois profondément enracinées contre l'adoption du vélocipède en tant que moyen de locomotion sûr, rapide, peu fatigant et peu coûteux; de faire comprendre que, grâce à lui, l'ouvrier lui-même pourrait échapper à l'influence délétère, au moral comme au physique, des villes(7).»

Dans les colonnes de son journal, Vélocio raconte ses voyages (20 000 kilomètres par an), évalue le matériel, prône la sobriété et des prix accessibles : «La bicyclette sera le cheval des humbles.» Il voit dans le vélo «un moyen d'émancipation, une arme de délivrance». Visionnaire, il envisage dès la fin du xix^e siècle vélo-taxi, piste cyclable, vélo électrique ou livraison de colis par vélo-cargo.

Jusqu'aux années 1950, Saint-Étienne domine la production de bicyclettes en France. Vélocio perçoit le danger de la concentration du capital et recommande la participation des ouvriers aux bénéfices. Il défend aussi le vélo comme outil de santé publique, conseille de supprimer tabac, alcool et viande de la musette du randonneur. L'école stéphanoise, qu'il oriente, organise de nombreux périples et rencontres cyclistes avec pour seuls adversaires la pluie, le vent ou la pente. Sous son impulsion, les cyclotouristes quittent l'Union vélocipédique de France, jugée trop favorable aux compétitions, pour intégrer le Touring Club de France.

© THE METROPOLITAN MUSEUM OF ART, DIST. GRAND PALAIS ERNST / ADAGP, PARIS, 2025



FERNAND LÉGER. — «La Cycliste», 1951

s'engourdir et qui rougiront de porter une grosse bedaine(10).»

Toutes les études ont montré depuis que le sport-spectacle n'a aucun effet sur la pratique d'activités physiques dans la population(11). L'exemplarité du Tour est d'ailleurs interrogée dès la seconde édition : intimidation de coureurs, bagarre, clous et tesson de bouteille dispersés sur la chaussée, triche qui entraîne la disqualification des quatre premiers du classement général. Mais les annonceurs adorent. En 1906, le journaliste Maurice Genin dénonce l'exploitation des «forçats de la route et de la réclame», «ces martyrs de la pédale, suant, souffrant, geignant, grimaçant à chaque coup de jarret(12)».

Albert Londres couvre le Tour en 1924 pour *Le Petit Parisien* et décrit avec force la peur, le froid, le supplice des coureurs devant «10 millions de Français qui glapissent de contentement». Après les 405 kilomètres de la troisième étape, il recueille le témoignage des frères Pélassier et de Maurice Ville : «Vous n'avez pas idée de ce qu'est le Tour de France, dit Henri [Pélassier, vainqueur en 1923], c'est un calvaire. (...) Nous souffrons du départ à l'arrivée. Vous voulez voir comment nous marchons? Tenez...»

De son sac, il sort une fiole :

— Ça, c'est de la cocaïne pour les yeux, ça, c'est du chloroforme pour les gencives...

— Ça, dit Ville, vidant aussi sa musette, c'est de la pommade pour me chauffer les genoux.

— Et des pilules? Voulez-vous voir des pilules? Tenez, voilà des pilules(13).»

Longtemps, l'innovation revient aux cyclotouristes, qui empruntent par exemple très tôt les routes de montagne. Vélocio gravit ainsi le mont Ventoux en 1901, cinquante ans avant le Tour. Dans le discours de Desgrange, l'héroïsation des coureurs confine à leur déshumanisation. Il leur refuse même jusqu'en 1937 l'emploi du dérailleur, alors que les cyclos utilisent des systèmes à plusieurs vitesses dès la fin du xix^e siècle : le «polymultiplié» cher à Vélocio, qui dénonce le «martyrologue» des professionnels tombés d'épuisement. Les amateurs grimpent d'ailleurs plus vite qu'eux dans les cols...

Vélocio milite pour étendre l'usage de la bicyclette au plus grand nombre, notamment aux femmes, les «cyclistes». Il défend un loisir familial et fait la promotion du tandem qui donne au «mari le bonheur exquis de vivre avec sa

femme cette vie de rêve qu'est le voyage à deux, loin du bruit, loin des foules, loin des entraves sociales». Son amie Marthe Hesse gravit le Tourmalet en 1902, huit ans avant les coureurs du Tour. La chroniqueuse Mad Symour anime les colonnes du *Cycliste*, plus d'un siècle avant qu'une femme puisse commenter le Tour à la télévision. (Claire Bricogne en 2015, puis

Les vrais gagnants

À LA Libération, l'interdiction de *L'Auto* conduit à la mise sous séquestre de ses biens. Issue de la revue clandestine *Sport libre* d'Auguste Delaune, l'équipe du quotidien communiste *Sports* espère reprendre l'organisation de la course. Mais Goddet joue de ses relations dans la Résistance et surtout du soutien du patron de presse Émilien Amaury pour récupérer le Tour et les actifs de *L'Auto*, qu'il rebaptise *L'Équipe*(17). Contrôler les deux lui permet d'éliminer la concurrence.

Durant les «trente glorieuses», le vélo recule partout sous la pression de la motorisation (vélomoteur) et la domination automobile, qui rend son usage de plus en plus dangereux. En 1954, on dénombre 1 322 tués et 26 500 blessés sur les routes à vélo (222 morts en 2024), et 1 700 morts en voiture(18). La plupart des Français ne pédalent plus que par procuration, tandis que le Tour de France devient l'épreuve médiatique numéro un, porté par le développement de la radio, de la télévision, puis de la mondialisation du sport-spectacle.

(1) «Le tourisme à vélo», Direction générale des entreprises, 19 juillet 2024, www.entreprises.gouv.fr

(2) «Tout le monde à vélo!», Agence de la transition écologique (Ademe), avril 2024, https://infos.ademe.fr

(3) Alexandre Schiratti, *Prendre la route. Une histoire du voyage à vélo*, Arkhè, Paris, 2022; Claude Marthaler, *À tire-d'elles. Femmes, vélo et liberté*, Slatkine, Genève, 2016.

(4) Philippe Tétart, «Vélo ou bicyclette», Encyclopédie Universalia, www.universalis.fr

(5) Nellie Bly, «Champion of her sex», *New York World*, 2 février 1896.

(6) Sauf mention contraire, les citations de Vélocio sont tirées de Charles de Vivie, *Le Vélosophe. Paul de Vivie, dit Vélocio (1853-1930)*, Éditions du Palio, Paris, 2023.

(7) Vélocio, «Notre programme», *Le Cycliste forézien*, Saint-Étienne, 1^{er} février 1887.

(8) Henri Desgrange, *La Tête et les Jambes*, L'Poche, Paris, 1894.

(9) Pierre Giffard, «Le procès Dreyfus», *Le Vélo*, Paris, 15 août 1899.

(10) Henri Desgrange, «La semence», *L'Auto*, Paris, 1^{er} juillet 1903.

(11) Lire «Introuvable ruissellement du sport d'élite», *Le Monde diplomatique*, mai 2024.

Marion Rousse à partir de 2017). Après une tentative de 1984 à 1989, le Tour de France féminin n'existe médiatiquement que depuis 2022...

Un autre sujet oppose radicalement ces deux mondes : l'automobile. Les cyclotouristes exclus des grands axes dès les années 1900 comprennent vite ses nuisances et ses dangers. *Le Cycliste* évoque une voirie «prostituée par les écraseurs». Au contraire, constatent des historiens, «L'Auto est un journal pour l'automobile dans son actionnariat. Il l'est aussi dans ses soutiens institutionnels, dans ses pages d'informations et jusque dans ses colonnes publicitaires(14)». Desgrange a commencé sa carrière comme chef de publicité pour les établissements Clément, puis a monté une agence avec Victor Goddet, qui s'occupe des finances de *L'Auto*. Sous la férule de ce duo, le quotidien vend entre 1900 et 1914 en moyenne 29% de ses pages aux annonces, très majoritairement liées à l'automobile. En 2025 encore, les «partenaires majeurs» du Tour sont une marque de voitures et un fabricant de pneus, aux côtés d'une banque et d'un grand distributeur.

L'apolitisme n'est plus de mise à la veille des élections de 1936. *L'Auto* publie une série de six reportages sur l'«exemple allemand» : «Partout, une incroyable fièvre, méthodique et ordonnée.» L'auteur vante la politique économique allemande accordant une place centrale à la voiture, et en félicite Adolf Hitler. «À la base d'une action étonnamment féconde, simplement du bon sens et de l'énergie. Il faut l'ajouter : un homme aussi(15).» À la mort de Desgrange, en août 1940, Jacques Goddet, le fils de Victor, prend la direction du quotidien qui continue de paraître durant toute la guerre. Goddet, qui administre aussi le Vél'd'Hiv', louvoie avec les Allemands, refuse certes de relancer le Tour mais met sur pied un concours dans l'esprit de l'époque : «PATRIE! TRAVAIL! FAMILLE! Chacun de nous doit se pénétrer de cette devise et, dans sa sphère, y apporter ses pensées, sa volonté et son cœur(16).»

Aujourd'hui, les coureurs jouissent de meilleures conditions. L'aliénation économique a-t-elle pour autant pris fin? Prenant sa retraite à l'occasion du dernier Critérium du Dauphiné et cyclotouriste à ses heures perdues, Romain Bardet souligne le fossé financier «qui se creuse d'année en année» entre les équipes(19). Les vrais gagnants sont ailleurs(20). Les organisateurs du Tour attribuent certes chaque année 2,3 millions d'euros de prix, dont 500 000 euros au vainqueur du classement général individuel. Mais c'est une paille pour la société Amaury Sport Organisation (ASO), qui essore les collectivités locales et se porte à merveille avec 320 millions d'euros de chiffre d'affaires et une marge nette de 36%(21). Ses documents comptables nous apprennent qu'elle a distribué 79,5 millions d'euros de dividendes en 2023, dont 16 millions d'euros par sa seule filiale de la Société du Tour de France. Les actionnaires savent échapper à la glorieuse incertitude du sport.

(12) Maurice Genin, «Les forçats de la route», *L'Industrie des cycles et automobiles. Bulletin officiel de la chambre syndicale des cycles et automobiles de Saint-Étienne et du bassin de la Loire*, novembre 1906.

(13) Albert Londres, «Les frères Pélassier et leur camarade Ville abandonnent», *Le Petit Parisien*, 27 juin 1924.

(14) Benoît Caritey (sous la dir. de), *La Fabrique de l'information sportive : «L'Auto» (1900-1944)*, Éditions et presses universitaires de Reims, 2020.

(15) Charles Faroux, «L'exemple allemand», *L'Auto*, 22 avril 1936.

(16) Jacques Goddet, éditorial, *L'Auto*, 7 novembre 1941.

(17) Jacques Marchand, *Jacques Goddet*, Atlantica, Anglet, 2002.

(18) «Les accidents corporels de la circulation routière en 1954», ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, www.onisr.securite-routiere.gouv.fr

(19) Denis Ménétrier, «Romain Bardet fait ses adieux au cyclisme sur route», *Le Monde*, 8 juin 2025.

(20) Lire David Garcia, «Grandes affaires et petits arrangements du Tour de France», *Le Monde diplomatique*, juillet 2009.

(21) Annexes aux comptes annuels d'ASO, arrêtés au 31 décembre 2023.



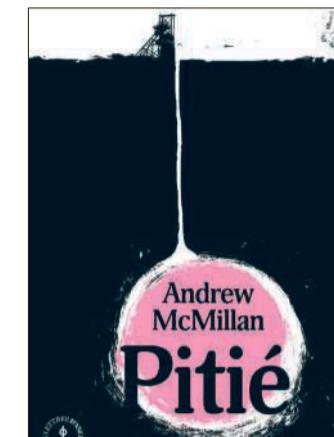
ASIE	AMÉRIQUES	SOCIÉTÉ
VAGABONDAGES DANS LE CAUCASE. – Nur Dolay <i>Nombre 7, Nîmes, 2024, 182 pages, 18 euros.</i> Daghestan, Ingouchie, Kabardino-Balkarie, Ossétie du Nord... On parle assez peu de ces républiques autonomes du Caucase du Nord. L'Abkhazie, qui a proclamé son indépendance de la Géorgie au terme d'une guerre sanglante et tente, aujourd'hui encore, de ne pas sombrer dans l'orbite russe, n'est guère plus connue. Journaliste franco-turque elle-même d'ascendance caucasienne, Nur Dolay aarpenté ces territoires dans les années 2000, entre la seconde guerre de Tchétchénie (1999-2000) et celle de Géorgie (2008). Récits de voyage et d'aventures, ses textes sont pétris d'humanité et bien souvent d'humour, qu'il s'agisse d'échapper à la police russe ou aux clans daghestanais qui ont élevé l'enlèvement au rang d'une industrie. Ces écrits ont aussi l'immense mérite de sortir des ornières d'une lecture exclusivement géopolitique pour rappeler que ces «petits peuples» du Caucase, malmenés par l'histoire depuis la conquête russe, au xix ^e siècle, espèrent toujours pouvoir vivre dans un environnement pacifié, leurs traditions culturales et leurs identités enfin reconnues. JEAN-ARNAULT DÉRENS	THE JOURNEY OF SIMON MCKEEVER. – Albert Maltz <i>Calder Publications, Richmond (Royaume-Uni), 2024, 256 pages, 9 livres sterling.</i> «Un récit d'aventures qui célèbre le courage et la détermination de l'homme, ainsi que sa force vitale», écrivait Albert Maltz (1908-1985) à la fin des années 1970. Il s'adressait à Burt Lancaster, lors d'une ultime tentative de faire adapter à l'écran l'odyssée de Simon McKeever, publiée trois décennies auparavant. En vain. Encore aujourd'hui, le grand public américain ignore ce héros populaire, l'archétype du personnage dont le cinéma états-unien fait si peu de cas. Ancien ouvrier en maison de retraite en Californie, McKeever, 74 ans, entend parler d'une spécialiste à Los Angeles qui pourrait soigner son arthrite et lui rendre son autonomie. Il part en stop et se confronte au kaléidoscope des solitudes de l'Amérique de l'après-guerre. Or rien ne peut saper sa conviction que ce sont les gens comme lui qui font la grandeur du pays. Scénariste apprécié dans les années 1940, Maltz sera mis à l'index. Membre des «Dix d'Hollywood», il est incarcéré en 1950 pour son refus de répondre au Congrès quant à sa proximité avec le Parti communiste. Cette réédition devrait permettre de le sortir d'un oubli imposé. HARRISON STETLER	LA DICTATURE DES ALGORITHMES. – Lê Nguyên Hoang et Jean-Lou Fourquet <i>Tallandier, Paris, 2024, 368 pages, 21,90 euros.</i> En octobre 2016 débute une violente répression envers l'ethnie rohingya, en Birmanie. Sont alors recensés de nombreux crimes de guerre commis par les militaires du Myanmar. D'après Amnesty International, les algorithmes génératifs de la plate-forme Facebook ont dopé la diffusion des discours de haine appellent à son «éradication». Selon des rapports internationaux concordants, l'influence de biais favorisant nos instincts les plus négatifs s'est accrue aux dépens de celle des institutions légitimes, depuis le développement massif des réseaux sociaux. Jean-Lou Fourquet et Lê Nguyên Hoang décryptent les stratégies mises en œuvre par les «marchands de doutes» pour détourner notre attention, et le rôle des algorithmes, qui nourrissent de façon de plus en plus convaincante de faux comptes. Ils dessinent le champ d'un contrôle démocratique de ces instruments de pouvoir. DOMINIQUE DESBOIS
A F R I Q U E	SE TENIR DEBOUT. Un siècle de luttes contre les souffrances au travail. – Rémy Ponge <i>La Dispute, Paris, 2025, 304 pages, 20 euros.</i> Balayant près d'un siècle d'histoire sociale et politique, cet essai issu d'une thèse éclaire le «rôle pionnier et déterminant» des organisations syndicales – épaulées par un large cortège d'acteurs – dans la longue bataille pour la politisation des souffrances psychiques au travail. De la «fatigue nerveuse» dans les années 1930 au «burn-out» dans les années 2000, ces troubles ont été invisibilisés par ceux qui rechignent à les inscrire dans les tableaux des maladies professionnelles (indemnisées par la Sécurité sociale). À la passivité de l'État et à l'opposition du patronat, gardien de «pratiques de répression quotidienne et à bas bruit», s'ajoute depuis peu la marchandisation de ces maux à travers une cohorte de coaches et consultants, promoteurs d'une «gestion du stress» individualisée. Face à un rapport de forces déséquilibré, le sociologue propose de «construire un discours et des pratiques syndicales offensives», permettant notamment de «porter (...) les voix des classes populaires» et des salariés subalternes, premiers concernés. ROBINSON JOUSNI	HAÏTI: NOTRE DETTE. – Frédéric Thomas <i>Syllepse, Paris, 2025, 96 pages, 5 euros.</i> En 1825, Haïti, première république noire, qui a proclamé son indépendance en 1804, au terme de nombreux combats et insurrections, est menacée par le roi Charles X : la France exige des réparations pour la perte de sa colonie. En échange de la reconnaissance diplomatique de Paris, l'île devra accorder à ses anciens maîtres un accès privilégié à son commerce (café, coton, sucre) et un dédommagement de 150 millions de francs, soit cinq à dix fois le revenu annuel du pays. Pour le politiste Frédéric Thomas, ce diktat enferme depuis deux siècles Haïti dans une spirale d'endettement, de sous-développement et de dépendance à l'aide internationale. Les Européens et les Américains maintiennent à chaque nouvelle crise les Haïtiens dans le cliché du peuple «maudit», incapable de se délivrer de ses maux, pour mieux justifier leurs perpétuelles ingérences. Selon l'auteur, la vraie dette originelle – et oubliée – est bien celle que la France doit «réparer». Pour comprendre le présent meurtri du pays, il faut relire l'histoire truquée de sa décolonisation, mais aussi (re)découvrir la résistance et la volonté de son peuple. JULIE DUCOS
AFRIQUE ET PAIX. De la gestion des crises à la culture de la paix. – Sous la direction de Raphaël Porteilla et Hélène Tourard <i>L'Harmattan, Paris, 2025, 260 pages, 27 euros.</i> Issues d'un colloque (2023), les contributions rassemblées par le politiste Raphaël Porteilla et la juriste Hélène Tourard éclairent les enjeux de la paix en Afrique sous des angles variés : sociologie, droit, science politique, histoire... L'ensemble a pour originalité de ne pas s'arrêter à la description des affrontements qui déchirent le continent, mais d'étudier comment les sociétés font face aux crises, entraînent les engrangements belligérants et se reconstruisent après des conflits. Ainsi, les cours constitutionnelles, souvent instrumentalisées par des régimes autoritaires, réussissent-elles parfois à rétablir le jeu politique démocratique, comme au Sénégal en 2024. Le concept d'État de droit fait l'objet d'une analyse subtile : dévoyé par certains autocrates qui s'en attribuent la définition, il reste un idéal et un étandard, comme au Gabon, pour de nombreux opposants. Parmi les thèmes abordés, les limites des processus d'observation internationale des élections et les médiations d'un organisme méconnu : l'Association pour l'unification du droit en Afrique (Ohada).	LE TEMPS DES MADRAS. – Françoise Ega <i>Lux Éditeur, Montréal, 2025, 224 pages, 18 euros.</i> Les œuvres de Françoise Ega (1920-1976), ouvrière, poète et militante féministe martiniquaise, saisissent par leur vision prémonitoire et déterminée du combat anticolonial. Dans ses <i>Lettres à une Noire</i> (1976, rééditées par Lux en 2021), elle dénonçait l'exploitation raciste et sexiste de jeunes femmes venues des Antilles pour tenter de gagner leur vie comme domestiques auprès de la bourgeoisie marseillaise. Dans <i>Le Temps des madras</i> (1966), elle rend compte, de manière tout juste romancée, de l'enfance de son double à Morne-Rouge, au pied de la montagne Pelée, dans les années 1920, de la disparition du père, qui laisse à son épouse désespérée la charge des enfants à faire grandir, des déplacements incessants pour survivre sur la petite île des Caraïbes devenue française sous Louis XIII. On trouve, comme dans ses <i>Lettres</i> , une critique révoltée de la domination patriarcale et coloniale, et un personnage de fillette puis de femme qui construit son émancipation en cherchant à en partager les outils avec les siens. Son écriture pleine d'énergie, d'humour, de joie a gardé toutes les couleurs et les rythmes de l'oralité. Elle célèbre chaque moment de bonheur et de liberté volé au destin.	POLITIQUE
UN COUPLE PANAFRICAIN. Miriam Makeba et Stokely Carmichael en Guinée. – Elara Bertho <i>Rôt-Bò-Krik, Carennac, 2025, 160 pages, 13 euros.</i> Une chanteuse mondialement connue et une figure des Black Panthers réunies autour de l'homme qui a dit non au général de Gaulle : Ahmed Sékou Touré. Voilà qui aurait pu faire la «une» de la presse people en son temps. Pourtant, l'histoire de la diva sud-africaine Miriam Makeba et du révolutionnaire trinidadien Stokely Carmichael, un couple emblématique «au service de l'Afrique» durant les années 1960-1970, et les circonstances de leur installation en Guinée en 1968 sont peu connues – en France tout du moins. Dans ce petit ouvrage qui fourmille d'anecdotes et d'archives inédites, Elara Bertho s'attache à faire revivre cette histoire particulière, mais aussi à la contextualiser. Elle ne se contente pas de dresser le portrait d'un duo de stars traqué par la Central Intelligence Agency (CIA) et choyé par le dictateur guinéen. Elle entreprend surtout de «ressusciter les imaginaires politiques de cette époque» : celle d'une Guinée tout à la fois au cœur des luttes de libération – du continent africain et d'ailleurs – et en pleine dérive autoritaire sous la pression des réseaux françafricains.	PARIS-MOSCOU. Un siècle d'extrême droite. – Nicolas Lebourg et Olivier Schmitt <i>Seuil, Paris, 2024, 272 pages, 21 euros.</i> Nicolas Lebourg et Olivier Schmitt éclairent les imbrications idéologiques et les relations entre les extrêmes droites française et russe au cours des cent dernières années. Dans l'entre-deux-guerres, l'émigration russe «blanche», dont la France est un épicentre, constitue un terreau fertile : des cercles monarchistes épousent alors le fascisme à la faveur de leur haine du bolchevisme, tandis que des «eurasistes» chantent d'une Russie asiatique dialoguent avec des nationaux-bolcheviks ou des nationalistes-révolutionnaires. Un dialogue qui se poursuit après la chute de l'URSS, à l'image de l'idéologue Alexandre Douguine s'inspirant d'Alain de Benoist et citant Alain Soral. Fouillé, l'ouvrage met en lumière le poids des héritages idéologiques dans la reconstruction de la droite radicale française, avec la montée du Front national, aussi anti-communiste que russophile... Le phénomène Eric Zemmour n'en constitue qu'un avatar plus récent. Promouvant les valeurs nationales-conservatrices et un monde «multipolaire», la Russie de Vladimir Poutine demeure une source d'inspiration pour les forces antidémocratiques.	POLITIQUE
GÉOPOLITIQUE	Convergences réactionnaires	POLITIQUE
L'OTAN. Une alliance au service de la guerre. – Medea Benjamin et David Swanson <i>Lux Éditeur, Montréal, 2025, 186 pages, 18 euros.</i> Depuis 2020, l'intransigeance à l'égard de la Chine est une politique officielle de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), qui étend ses ramifications dans une zone indopacifique se militarisant à grande vitesse. C'est l'une des tendances les plus récentes analysées par cet essai clair et didactique. En remontant le fil de son histoire, les auteurs étudient les caractéristiques de l'OTAN, notamment sa composante inégalitaire. En effet, Washington, quoi qu'en dise le président Donald Trump, y domine ses alliés et en est le premier bénéficiaire. Ils soulignent son manque de transparence et sa nature illibérale, entreprenant de démontrer comment le champ militaire est largement préféré au civil. Les opinions des deux auteurs, militants pacifistes, l'emportent parfois sur l'analyse, et la présentation des dynamiques en ex-Yugoslavie ou en Ukraine prête à discussion. L'ouvrage permet toutefois de mieux se saisir des débats en cours sur une alliance qui connaît une revitalisation et des divisions à l'aune de la guerre en Ukraine et du second mandat de M. Trump.	D E M. Viktor Orbán à Vox, de M. Jair Bolsonaro à Javier Milei, le sociologue argentin Ariel Goldstein analyse, dans <i>La cuarta ola</i> (1), «divers aspects des droites radicales : les réseaux internationaux, le rôle de la religion, les théories conspirationnistes, la place des microentrepreneurs politiques». Son essai donne un aperçu d'une «internationale réactionnaire» très organisée. Il étudie le «fusionnisme» promu par ces droites qui cherchent une convergence entre libéraux-conservateurs et nationalistes réactionnaires». Convergence qui affirme, pour reprendre les mots de l'essayiste chilien libertarien Axel Kaiser cités par l'auteur, la «nécessité, pour les libéraux et les conservateurs qui croient en la liberté, d'additionner leurs forces contre l'adversaire commun en renonçant aux luttes internes».	D ans ce cadre, la judiciarisation de la vie politique constitue une stratégie privilégiée. Le juriste Franklin Erick Juárez Elías compare dans <i>Contra el nombramiento político de los jueces</i> (3) les modes de désignation des juges en Chine, aux États-Unis, en Russie. Il conclut par un appel à dépolitisier ces processus, proposant la mise en place d'un organisme aléatoire et temporaire jouissant d'une autonomie et d'une légitimité citoyenne totales». Et plaide pour l'organisation par tirage au sort d'un jury citoyen non permanent responsable de la nomination des juges. Une proposition sans grand espoir d'aboutir dans des sociétés où les rapports de forces politiques marginalisent les acteurs favorables à ces transformations.
JÉOPOLITIQUE	Dirigé par Alejandro Grimson, ancien conseiller du président Alberto Fernández (2019-2023), l'ouvrage collectif <i>Desquiciados</i>(2) propose une étude de cas : celle du «phénomène Milei». Son élection doit beaucoup, sur fond de crise économique et sociale aggravée par l'inflation, à l'usure de la gauche kirchnériste qui a gouverné le pays entre 2003 et 2015, puis de 2019 à 2023. Ayant	M ARS 1984, Angleterre. La National Union of Mineworkers (syndicat national des mineurs) lance une grève massive contre la fermeture des mines de charbon du pays. Située dans le Nord, entre Sheffield et Leeds, Barnsley est particulièrement touchée. La grève dure un an. À la tête du gouvernement (de 1979 à 1990), Margaret Thatcher, qui mène une politique ultralibérale, ne reculera devant rien pour faire plier les mineurs. Elle y parvient. « «Défaite» ? Je ne connais pas la signification de ce mot » – c'est ce qu'elle déclarait au début de la guerre des Malouines, en 1982. Elle peut alors continuer à s'en glorifier.
JÉOPOLITIQUE	Convergences réactionnaires	P itié. Notes sur une ville d'Andrew McMillan <i>Traduit de l'anglais (Royaume-Uni) par Laurent Trèves, Grasset, Paris, 2025, 240 pages, 20,90 euros.</i> Traduit de l'anglais (Royaume-Uni) par Laurent Trèves, Grasset, Paris, 2025, 240 pages, 20,90 euros.

LITTÉRATURES

Après la grande défaite

Pitié. Notes sur une ville
d'Andrew McMillan

Traduit de l'anglais (Royaume-Uni)
par Laurent Trèves, Grasset, Paris,
2025, 240 pages, 20,90 euros.



D'autres le connaissent, le sens de la défaite. Elle prend la forme d'une gigantesque casse sociale. C'est elle qu'Andrew McMillan décrit dans *Pitié*. Quarante ans après les grèves, Alex, fils et petit-fils de mineur, au chômage, est l'un de ses visages. Il passe ses soirées dans les bars de Barnsley, porte d'éternelles bottes de cuir et voit de temps en temps son fils Simon, qui travaille pour un centre d'appels et donne, le soir, un numéro de drag dans un cabaret gay. Le jour, il est employé ; la nuit, il est Puttana, maquillée et perruquée, soignant chaque détail et perfectionnant toujours la qualité de son déhanché, de sa voix. Docteur Jekyll et Mister Hyde queer, jamais là où «il faudrait», jamais vraiment rassuré, il navigue dans des univers parallèles. Un soir, au club, le père assiste à l'une de ses performances. Si Alex reconnaît le courage de son fils, il n'aime pas le nom de Puttana. Il préférerait une appellation locale, plus «minière». Simon, non sans ironie, s'imagine en Cheryl Charbon ou Alex la Grosse Foreuse, pour rendre heureux son père. Ou le rassurer ?

Andrew McMillan est un enfant de Barnsley. On le connaît comme poète (*Le Corps des hommes*, Grasset, 2018). Ici, il saisit différents mondes (le passé de la mine, les caméras de surveillance, l'intérieur des appartements), dans des formes très diverses (portraits, «notes de terrain»), en une prose influencée par la poésie orale : l'œuvre est plus proche du *spoken word* (texte oralisé) que du *realistic novel* (roman réaliste). En radiographiant les zones urbaines reléguées et les vies abîmées, *Pitié* rappelle le récit-enquête *The Dispossessed* (1992), de l'écrivain Robert McLiam Wilson et du photographe Donovan Wylie, qui décrivait l'existence des laissés-pour-compte de Belfast, Glasgow et Londres (1). Entre documentaire et chronique, McMillan compose un livre hybride sur une communauté d'hommes défaits par la casse et ses suites. Ceux qui tombent et n'arrivent pas à se relever des épreuves. Ceux sur qui le charbon a laissé son empreinte. Ceux qui «portent sur les épaules un village encore endormi, indifférent à cette procession des épisés vers une destination inéluctable». La mine est l'envers de ce monde qui a changé. Sur Shambles Street, une banque a pris la place du McDonald's. Dans une langue âpre et tendue, McMillan passe d'un personnage à l'autre, d'une atmosphère à l'autre au fil de chapitres brefs, scandés, presque heurtés. La violence sociale laisse ses marques à l'intérieur des esprits, dans les désirs réprimés, les sensations sur lesquelles on ne s'attarde pas. La prose et la poésie se mêlent ici dans un soulèvement politique. Si on veut un espoir de victoire, il n'est certainement pas inutile de connaître les significations du mot «défaite».

JEAN-PHILIPPE ROSSIGNOL.

(1) *Les Dépossédés*, Christian Bourgois, Paris, 2005.

Convergences réactionnaires

échoué à améliorer la situation, les péronistes ont fini par symboliser le «système» et le mécontentement populaire a bénéficié au trublion.

L'instabilité financière, l'essor des smartphones et des plates-formes, favorables au développement de l'autoentrepreneuriat, ont joué un rôle-clé dans l'émergence d'un «néolibéralisme d'en bas», soulignant les contributeurs Marina Franco et Daniel Lvovich. Des changements qui ont «encouragé des subjectivités individualistes» et transformé la perception de l'État, vu comme inutile, impuissant face à la crise économique et entravant de surcroît l'enrichissement des travailleurs – un carburant pour les libertariens. À quoi s'ajouteraient la «bataille culturelle engagée par la gauche» dont, en 2023, le candidat Milei affirmait qu'elle «jetait un voile sur ce qui devrait être la bataille de fond contre la pauvreté». Mais, au-delà de la vague réactionnaire tant commentée, un autre péril existe. «Plus elle perdurera au pouvoir, plus l'extrême droite pourra avancer dans son processus de dé-démocratisation, avec l'objectif final d'arracher le pouvoir au peuple pour le remettre aux élites alliées du gouvernement», selon Goldstein.

MIKAËL FAJOUR.

(1) Ariel Goldstein, *La cuarta ola. Líderes, fanáticos y oportunistas en la nueva era de la extrema derecha*, Marea, Buenos Aires, 2024, 168 pages, 22 900 pesos argentins.

(2) Alejandro Grimson (sous la dir.), *Desquiciados. Los vertiginosos cambios que impulsó la extrema derecha en el mundo*, Siglo XXI, Buenos Aires, 2024, 272 pages, 29 190 pesos argentins.

(3) F. Erick Juárez Elias, *Contra el nombramiento político de los jueces*, F & G editores, Guatemala, 2024, 464 pages, 350 quetzals.

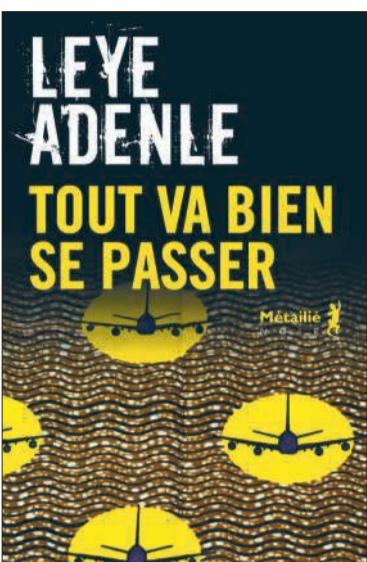


DU MONDE

Aimez-vous les uns les autres

Tout va bien se passer
de Leye Adenle

Traduit de l'anglais (Nigeria)
par Céline Schwaller, Métailié, Paris, 2025,
424 pages, 22 euros.



ELLE était le personnage-titre de *Lagos Lady*, le premier roman de l'auteur (Métailié, 2016). On la retrouvait dans *Feu pour feu* (Métailié, 2020), prise en tenaille entre deux candidats au poste de gouverneur de la province de Lagos. La revoici, dans *Tout va bien se passer* (on préfère le titre original, plus fidèle au propos : *Unfinished Business*). Elle, c'est Amaka Mbadive, fille de diplomate, redoutable «avocate des femmes» qui défend les (si jeunes) travailleuses du sexe de la capitale nigériane. La prostitution y étant interdite, les réseaux s'organisent entre clandestinité, corruption et filières pour l'étranger : c'est par ce prisme social et féministe que Leye Adenle nous plonge dans la fourmilière de son pays natal – lui vit à Londres depuis près de vingt ans.

Quand commence sa troisième aventure, l'avocate s'est temporairement installée dans la capitale britannique, où habite son amant. Mais ce début enchaîne sur une autre scène – Adenle alterne toujours la narration suivant ses différents fils d'intrigue –, et elle se déroule à Lagos, dans une suite du Sheraton. Là, un pasteur, «en chaussettes violettes, slip kangourou et marcel blanc étiré sur son ventre», se trouve en compagnie d'une jeune prostituée qu'il voit régulièrement, Funke. On touche à la porte : deux sbires, qui sont là pour lui faire avouer où il a planqué un magot de 100 millions de dollars. Les hommes de main n'ont pas vu Funke, qui s'est cachée. Le pasteur meurt. Elle se sait en sursis. Amaka va donc intervenir.

«Tu sais que les Nigérians sont en tête de liste des pasteurs les plus riches du monde ? Et ils ont tous des jets privés», nous apprend le roman. Les foules suivent les

plus charismatiques des prédicateurs – le «saint, le délicieux, l'exceptionnel, le sage et le savant, un homme de Dieu encore humide de l'onction, enrichi par la Parole, le béni, le vénéré, le seul et l'unique»... L'All Believers Church of God est l'une de ces Églises évangéliques qui soulèvent la ferveur. Elle prospère et elle trafique, selon des méthodes éprouvées de corruption et de défiscalisation. Dans ce monde-là, sans surprise, les gens se trahissent, se retournent. Alors, quand 100 millions de dollars disparaissent, il n'y a plus d'amis ni même de partenaires, la seule chose qui compte, c'est d'éliminer la concurrence.

L'affaire est sans fin ni morale, c'est pourquoi c'est un polar. «Tout va bien se passer», se disent entre eux ceux qui vont s'entretenir. Églises, mafias, politique, tout s'entretient... dans une dynamique qui fait l'esprit de l'œuvre. Si la mégapole de Lagos, avec ses seize millions d'habitants, ne constitue pas un personnage à part entière comme dans les deux livres précédents, on l'arpente à toute vitesse – dans l'alternance des intrigues qui vont fusionner en implosant. Car, chez Leye Adenle, les vraies héroïnes, ce sont toujours les victimes, les jeunes prostituées, et Amaka, bien sûr, la guerrière du verbe et des actes. Réaliste dans son approche des groupes pentecôtistes, documenté quant aux transports d'argent sale, armé d'une ironie permanente comme d'un engagement sans dogme, roman d'action avec protagonistes frappadingues, *Tout va bien se passer* a l'intelligence divertissante et inversement, s'adressant ainsi aux amoureux de Lagos comme aux autres, aux fondus de polars comme aux profanes.

HUBERT ARTUS.

BANDE DESSINÉE

Chroniques de la terreur

UN point de vue aussi détaillé que frappant sur le quotidien d'un enfant juif caché avec sa mère dans une Bruxelles occupée par les nazis, c'est ce que propose *Jim d'Etterbeek*(1). Demeuré sous le choc de la disparition de son père, arrêté puis déporté en février 1944, Chaïm (dit Jim) Kaliski (1929-2015) a conservé intacte la mémoire de chacun des événements. Ces pages, qu'il a commencées adulte, constituent à proprement parler l'œuvre d'une vie. «J'ai toujours été le contemporain de la Shoah. Cette obsession m'a empêché d'avoir une vie normale», explique-t-il. L'hyperréminescie dont il fait preuve et un traitement graphique relevant de l'art naïf se conjuguent avec fracas pour décrire un quotidien où la terreur des contrôles, incarnée par la figure récurrente du «mouchard Jacques Mousso», et les chansons d'amour alternent leurs motifs dans une rengaine tragique. Amateur de bande dessinée bientôt confronté aux caricatures

antisémites, le jeune lecteur découvre avec effroi dans *Le Soir* que «même Tintin est contre nous». Ébauchés, les décors de la ville côtoient les blocs de texte manuscrit tandis que le noir envahit les pages et encercle les protagonistes. Ces planches constituent la première pierre d'un ensemble de quatre tomes appelé à faire référence. Leur simplicité témoigne avec entêtement de la sidération produite par l'installation de l'idéologie nazie.

«Est-ce que vous nous voyez vraiment ?» L'artiste libanais Mazen Kerbaj nous interpelle. *Gaza* est le recueil des images postées quotidiennement par l'auteur sur les réseaux sociaux entre le 9 octobre 2023 et le 24 septembre 2024(2). Depuis Beyrouth, Kerbaj avait déjà réagi par son art aux précédents conflits qui ont ravagé son pays. Aujourd'hui berlinois, il interroge l'horreur qui se déroule en direct sous les yeux de la planète mais

aussi le rôle de l'artiste et les limites de sa capacité à influer sur le cours de l'histoire. «Quand on ne peut pas changer le présent, il faut en informer le futur», note-t-il, le 15 février. Un pinceau, du papier, un dessin synthétique ou une efficace composition typographique, et le flux des écrans pour les partager... les moyens sont dérisoires, mais leur économie n'exclut en rien subtilité et sophistication. Alors qu'un post récent de l'auteur nous apprend les tentatives du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) de faire censurer l'ouvrage –, il s'agit pour le dessinateur et peintre de dénoncer le «silence du monde (...) plus effrayant que le bruit des bombes».

C'est aussi dans un contexte de tension, où se chevauchent l'intime et le géopolitique, que se situe *La Chiâle*, récit aux couleurs délavées de Claire Braud(3). Empreint de gravité comme les deux précédents ouvrages, celui-ci s'en distingue néanmoins par sa tonalité tragi-comique. Carilé, alter ego de l'auteure, est un personnage ballotté entre ses angoisses intérieures et la brutalité du monde. Rien autour d'elle ne semble d'abord pouvoir la ramener à plus de sérénité. L'amoureux qui tente de l'aider disparaît sous les flots d'une actualité en cascade : femmes violentées par une dictature, attentats de novembre 2015, souvenirs d'une famille qui règle ses comptes, choc culturel lors d'un voyage professionnel... La campagne apaisante de l'enfance a elle-même été souillée par la société de consommation. Seuls le sens grotesque de Claire Braud et un extravagant solo aérien de flûte traversière nous donnent un peu d'air. À l'image de son trait nerveux, mais qui bave à l'occasion, *La Chiâle* nous plonge dans un univers où rien ne nous sauve du drame, si ce n'est la force imparfaite du rire, de l'art et, qui sait, de l'amour.

MORVANDIAU.



La Grande Guerre rappelle que les marches militaires peuvent être assourdis par de puissants chants contestataires (*La Chanson de Craonne*). Bientôt, des airs plus légers accompagneront le Front populaire grâce à l'essor de la radio.

PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER.

BEAU LIVRE

Le chant des citoyens

«POINT de musique, point de République», proclamait Platon. La Révolution française confirme. La Convention appelle par décret à prendre la plume pour célébrer en chants les acquis révolutionnaires. Les réponses (partitions, poèmes, odes, dessins...) ouvrent cette histoire des liens entre République et musique(1). *La Guérison de Marianne* du sans-culotte occitan Guillaume Lavabre donne à la première son prénom, non sans lui avoir prescrit «une once d'égalité» pour améliorer sa santé. Le Conservatoire national de musique est fondé en 1795 par Étienne Méhul, célèbre pour son *Chant du départ* (1794) – mais, en 1879, c'est *La Marseillaise* (1792) qui sera choisie comme hymne national. Les instruments à vent dominent (buccins, bassons, etc.) tandis que la pratique se démocratise (orphéons, fanfares, etc.) et que se multiplient sous la III^e République kiosques et concerts.

(1) Exposition gratuite, musée des Archives nationales (Paris), jusqu'au 14 juillet. Catalogue : *Musique et République. De la Révolution au Front populaire*, sous la direction de Marie Ranquet et Sophie Lévy, éd. des Archives nationales (avec le concours du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris), Pierrefitte-sur-Seine, 2025, 168 pages, 30 euros.

BIOGRAPHIES

ARTS

LES HÉROS DU PEUPLE SONT IMMORTELS. – Stéphane Oiry

Dargaud, Paris, 2025, 128 pages, 21,50 euros.

«Nous n'aurions pas les flics au cul si tu lisais moins de BD.» 1981, Bordeaux, quelques jeunes désabusés habitent ensemble, lisent *Fluide glacial* et montent un groupe de punk. Influencés par les textes de prisonniers de la Rote Armee Fraktion, ils fondent Camera Silens, une formation qui comptaera sur la scène alternative tournant dans les squats à l'époque. Ils touchent à l'héroïne, lisent *Hara-Kiri* et commettent de menus larcins. De vols en incarcérations, de la dope aux braquages, l'un d'eux, Gilles Bertin, réalise avec ses complices un gros coup. La cavale les mène en Espagne en pleine Movida, une révolution des mœurs. Elle dura trente ans pour Gilles, qui ouvre une boutique de disques à Lisbonne avant de rentrer en France pour en finir et voir son fils. Le dessin ouvert et lumineux restitue l'ambiance des années 1980 dans un Bordeaux d'avant les grands projets gentrificateurs. Les extraits musicaux de Camera Silens sont introduits dans le texte. L'adaptation est inspirée librement de l'autobiographie (Robert Laffont) de Gilles Bertin, mort en 2019.

CHRISTOPHE GOBY

ITINÉRAIRES DU REFUS. – Jorge Valadas

Éditions Chandigne et Lima, Paris, 2025, 272 pages, 21 euros.

Prendre le large, se rebeller ensuite contre l'étouffante moiteur de l'Estado Novo, le nom donné au régime ultra-autoritaire d'António Salazar, contre sa guerre coloniale en Angola rappelant *Au cœur des ténèbres* de Joseph Conrad, et s'arracher alors aux siens, car la répression guette, pour se retrouver dans le chaudron parisien de Mai 68 : la vie de Jorge Valadas, alias Charles Reeve, né en 1945 à Lisbonne, est une aventure traversant les continents et les époques, mais toujours guidée par sa boussole libertaire. Ce qui frappe, c'est sa mémoire arguée de faits remontant à l'enfance, comme sa participation à une manifestation en 1956 en compagnie de son père, homme d'ordre et de morale plutôt favorable au régime, à l'appel du pouvoir salazariste pour soutenir, par anticomunisme, le peuple hongrois. Un peuple qui s'était certes soulevé mais pour occuper les usines, créer des conseils ouvriers et ouvrir ainsi la voie à sa propre émancipation. Oui, «grâce au refus, l'humanité parfois réussit à s'imposer sur l'ignoble».

JEAN-JACQUES GANDINI

ERNEST LONDON

LE RAP A GAGNÉ. À quel prix? – Mehdi Maizi

La Fabrique, Paris, 2025, 208 pages, 14 euros.

Journaliste rap pour la radio à temps plein depuis plus de dix ans, Mehdi Maizi passe à l'écriture, pour «nourrir une véritable réflexion sur la transformation de cette musique, de son public et de cette industrie». Avec un souci permanent de la nuance, il propose une généalogie des acteurs de ce mouvement culturel, de ses racines aux États-Unis, de son élargissement à la francophonie, de ses métamorphoses. Menant une analyse sous tous les angles (sociologique, territorial, économique, etc.) mais sous un prisme avant tout esthétique, l'ouvrage laisse globalement dans l'ombre la dimension politique. Au-delà d'une évolution linéaire du genre – des marges au «mainstream» – et d'une «imitation passive des tendances américaines», il met en évidence une histoire cyclique et ce qui lui paraît «une émancipation à l'égard des critères d'image dans lesquels les rappeurs étaient enfermés depuis leurs débuts». Il regrette toutefois que, échappant à la «fonction de porte-parole social» qu'on leur a souvent assignée, beaucoup semblent aujourd'hui «complètement désengagés». Un bilan d'étape attentif aux paradoxes et à la complexité, pour les amateurs comme pour les néophytes.

ERNEST LONDON

TABLEAUX HOLLANDAIS. – Karel Čapek

La Baconnière, Genève, 2025, 96 pages, 14,50 euros.

Moins connu en France que ses contemporains et compatriotes Franz Kafka et Jaroslav Hašek, Karel Čapek est l'un des grands noms de l'effervescence littéraire qui marqua la Tchécoslovaquie entre la fin du XIX^e siècle et la seconde guerre mondiale, dont les éditions La Baconnière republient les œuvres, depuis sa *Guerre des salamandres* (1936) jusqu'à ses récits de voyage, parmi lesquels ces charmants *Tableaux hollandais*. Le sens du détail et l'humour se lient à d'amusants dessins, au fil de courts textes sur la bicyclette, l'eau et ses reflets qui permettent aux Hollandais de «construire deux villes à la fois», ou encore les polders et la plage : «La plus belle des mers, c'est la mer du dimanche : une mer démocratique, bordée de gamins, barricadée par leurs fossés et leurs digues de sable chaud. C'est étrange, mais cette mer pour enfants vous paraît aussi grande que celle des paquebots transatlantiques.» Čapek ne se livre pourtant pas gratuitement au «voyageur touristique» ; à l'horizon, c'est le destin des petites nations «dans ce monde vaste et pernicieux qui ne demande qu'à nous dévorer» qui interroge l'auteur.

BAPTISTE DERICQUEBOURG

LE ROMAN NOIR. Une histoire française. – Natacha Levet

PUF, Paris, 2024, 414 pages, 22 euros.

Cet essai très complet retrace la conquête d'une légitimité, gagnée de haute lutte, et les lignes de force d'un sujet défini comme l'«expression contemporaine du tragique, [la construction] d'une contre-histoire, qui est une histoire criminelle-fictionnelle de la France». Plongeant ses sombres racines dans le gothique anglais et le roman-feuilleton, sans oublier Honoré de Balzac et Émile Zola, le genre se distingue d'emblée du roman d'énergie et de l'enquête policière. On aurait tendance à surestimer l'apport de la littérature *hardboiled* américaine, alors que l'auteure pointe vigoureusement le bain de la littérature prolétarienne française dans lequel se sont immergés les premiers «historiques». Léo Malet, Jean Meckert dit Amila et, tiré à part, Georges Simenon. Si Marcel Duhamel fait entrer la «Série noire» (Gallimard) dans l'*ère fordiste de la littérature de genre*, ses standards ainsi imposés contribueront à maintenir la spécificité de la création noire. Enfin, Jean-Patrick Manchette vint, ouvrant la voie à une «littérature du soupçon» (Didier Daeninckx, Hugues Pagan...). Et la bienheureuse profusion actuelle d'écrivains renforce le rôle de vigie littéraire du genre.

BERNARD DAGUERRE

POÉSIE

LES CENDRES DE GRAMSCI. – Pier Paolo Pasolini

Ipsilon éditeur, Paris, 2025, 264 pages, 18 euros.

Composé entre 1951 et 1956, publié en 1957 en Italie, ce recueil de poèmes constitue un acte de rupture dans la littérature transalpine tout en s'inscrivant dans un tournant historique du communisme. Un an auparavant, lors du XX^e Congrès du PCUS, Nikita Khrouchtchev mettait fin au stalinisme avant d'écraser la révolution hongroise. Pier Paolo Pasolini (1922-1975), resté fidèle à la pensée marxiste malgré son exclusion du Parti communiste italien (PCI) en 1949, déploie ici ses critiques contre la société de consommation considérée comme un nouveau fascisme, prône la lutte des classes, célèbre vaincus et humiliés, et œuvre pour une littérature à la fois erudite et populaire. Le chant central, tissé d'une centaine de versets, chers à Dante, convoque la figure d'Antonio Gramsci, théoricien et membre fondateur du PCI, emprisonné par le régime fasciste de 1926 à sa mort en 1937 : «En lui la grisaille du monde / La fin de la décence où au milieu des décombres / Nous apparaît achevé le profond / Et ingénú effort de changer la vie». Resté inédit en français, cet ensemble, présenté en édition bilingue, est traduit et postfacé par Jean-Paul Manganaro.

CARLOS PARDO



IDÉES

LES MARXISMES. –Jean-Numa Ducange
Que sais-je ?, Paris, 2025, 128 pages, 10 euros.

Fluide et érudit, le propos de Jean-Numa Ducange, codirecteur de la revue *Actuel Marx*, déploie sous la forme d'une fresque aux multiples ramifications l'histoire du marxisme, ou plutôt des marxismes, c'est-à-dire de ce qui a été interprété et produit à partir des théories du grand Karl. Marxismé-léninisme, stalinisme, maoïsme, de Berlin à Moscou, puis de Tirana à Pékin, jusqu'aux «mille marxismes» qui vont surgir après la chute du Mur.

Au-delà de l'anticommunisme propre à la doxa capitaliste, on passe en revue la riche conflictualité d'une pensée qui a inspiré aussi bien l'action que la théorie. S'attachant à une forme d'unité historique autour d'un court XX^e siècle, Ducange identifie dans les penseurs de l'école de Francfort ce qui serait pour lui le dernier reliquat de l'élan théorique marxiste. A lire ce bref et clair condensé, on pourra constater que les discours pro-mondialisation – qui en affirment l'inéluctabilité – procèdent d'une forme dénaturée de matérialisme historique.

ALEXANDRE DUCLOS

AUTOUR DE CANGUILHEM. Vie, médecine et soin. – Sous la direction de Céline Lefèvre

PUF, Paris, 2024, 464 pages, 15 euros.

D'une part, un essai de Céline Lefèvre, introduction à la théorie; d'autre part, plusieurs lectures de l'œuvre de Georges Canguilhem (1904-1995) par des philosophes et des praticiens, interrogant ce qu'elle porte d'essentiel dans l'éthique du soin médical, en une série de variations sur le thème principal, le refus absolu de laisser la norme, le diagnostic, l'institution biologique et médicale abolir la singularité du sujet «patient». Canguilhem, normalien agrégé de philosophie qui entreprendra ensuite des études de médecine sans jamais pratiquer (sinon dans le maquis), résistant, penseur qui exerça une influence décisive, notamment sur le jeune Michel Foucault, a ouvert, avec *Le Normal et le Pathologique* – sa thèse de médecine (1943) –, des pistes de réflexion toujours nécessaires. Les analyses et prolongements qui en sont proposés sont stimulants. On regrettera peut-être que, tout en réignant contre la normativité de la technoscience actuelle, cet ouvrage cède à un certain académisme et manque, si ce n'est de subjectivité, du moins de chair.

A. D.

CD

THE SKY IS CRYING. – Bribes 4

Le Ton Vertical - Coax Records, 35 minutes, 2024, CD, 10 euros.

Le saxophoniste Geoffroy Gesser a profité du confinement de 2020 pour lire *Blues* et *feminisme noir* d'Angela Davis. Il en a tiré le désir d'arranger à son tour les chansons de Ma Rainey, Bessie Smith et Billie Holiday, pour le quartet Bribes 4 qu'il forme avec Romain Clerc-Renaud, Linda Oláh et Yann Josselin. La dimension théâtrale et lyrique du blues de ces trois chanteuses est au cœur de cette réinterprétation, où la part faite à l'électronique permet de mettre en valeur la dramaturgie de morceaux pourtant largement déstructurés – c'est un esprit du blues détourné avec sensibilité plutôt que la lettre des enregistrements originaux des années 1920 ou 1930 qui font reconnaître *Strange Fruit* ou *He's Got Me Going*. Et peu importe, car l'album réussit à inventer d'autres rendez-vous que ceux du blues, d'autres déchirures, d'autres voix, y compris dans les passages instrumentaux. *The Sky Is Crying*, à partir de ces airs centenaires, invente une musique qui refléchit à ces formes populaires et historiques pour les investir d'une beauté éminemment actuelle. Le blues est loin, peut-être, mais il hante avec force ces héritiers singuliers.

PIERRE TENNE

APRÈS LA MARÉE NOIRE. Vers une musique bretonne nouvelle. – Intercommunal Free Dance Music Orchestra

Souffle Continu Records, 46 minutes, CD 12 euros, vinyle 25 euros.

François Tusques avait été, en 1965, le premier musicien du Vieux Continent à inscrire les mots «free jazz» sur un disque. Il fut également l'un des premiers à remettre en cause l'adhésion à ces deux mots tonitruants : le jazz, fût-il libre, est d'abord la musique des Africains-Américains; la liberté des musiciens d'Europe doit trouver d'autres cheminement. Ce sera l'Intercommunal, recherche majeure d'une musique pleinement populaire – proléttaire et traditionnelle. Paru en 1979, *Après la marée noire* est exemplaire de cette démarche, en faisant coexister les formes traditionnelles bretonnes et celles du jazz (*«blues gavotte»*, pour reprendre le titre d'une piste), ainsi que des artistes qui ne se rencontraient habituellement pas. Ce disque, remarquablement réédité comme toujours par Souffle Continu, rappelle cet envers vibrant du «revival breton» des années 1970, où les seurs Goadec, Dan ar Braz ou Alan Stivell connaissaient un succès notable. L'Intercommunal évoque la dimension internationale et ardente de cette renaissance.

P. T.

LITTÉRATURE

Agents secrets et actionnaires discrets

On peut ne pas avoir de penchant pour la littérature d'espionnage. Elle est souvent non seulement réactionnaire mais manichéenne, tire péniblement à la ligne, et ses héros... bon, on n'est pas obligé d'absolument généraliser le point de vue de John le Carré – «James Bond est une pute, et OSS un abruti» –, mais enfin, il est vrai qu'ils sont quelque peu limités. Il faut précisément le Carré pour que le genre acquière un tout autre statut. Avec *L'Espion qui venait du froid* (1963, dix ans après le premier James Bond, *Casino Royale*), la déclinaison fictionnelle du monde du renseignement devient un objet culturel, éclairant, nuancé, légèrement dépressif, et entièrement fréquentable.

On est très loin des puérilités des collections de masse, tout à la gloire de la patrie et à la dénonciation hysterique des «rouges», moins «popu» d'ailleurs qu'on ne le croirait – les lecteurs de *SAS*, la série lubrique de Gérard de Villiers, étaient majoritairement des cadres et des membres de professions libérales. C'est pendant la guerre froide que s'installe le roman d'espionnage – toujours éminemment politique. Le Carré donne une version «humaniste» et désillusionnée de l'affrontement entre les blocs. Un autre Britannique, avant lui, et auquel, comme Graham Greene et Alfred Hitchcock, il vouait une vive admiration, avait investi le genre de façon plus fantasque, et bien moins feutrée. Lire Eric Ambler (1909-1998) est excellent pour les neurones et les maxillaires. Vicieusement teigneux à l'encontre des tenants du juste milieu, il écrit la plupart de ses grands romans dans les années 1930 et 1940. Ses héros ne sont pas des professionnels, mais des gens ordinaires de la classe moyenne, qui pensent très rarement à la politique, et bien plus souvent à leurs affaires. Ils se retrouvent dans des complications auxquelles ils ne comprennent à peu près rien, mais qui les font se cogner assez brutalement contre des abstractions devenues sans prévenir très concrètes.

Le charmant Marlow, le narrateur de *Je ne suis pas un héros*, est ainsi exemplairement ambréen(1). Il est content de sa vie. Il est un bon ingénieur, il a une fiancée parfaite, il se fiche de ce qu'il se passe dans le monde. On est en 1937 (le roman

est de 1938), et il s'en passe beaucoup. Mais ce n'est pas son problème. Ça va le devenir. Son entreprise ferme, il doit finir par accepter un emploi à Milan. Pour y développer la vente de machines-outils qui fabriquent des obus. Aucun cas de conscience. «Si je ne remplissais pas cet emploi, un autre le ferait.» L'Axe Rome-Berlin, la guerre qui se prépare, décidément, ce n'est toujours pas son problème. Sauf que les ventes de matériel militaire, ça intéresse beaucoup de monde. En particulier des agents politiques, espions quand il le faut. Pas de résumé possible : Ambler et le concept de «pitch» sont délicieusement incompatibles. Tout est dans les emboîtements d'histoires, le parfum d'aventures et de cognac, l'humour à froid, l'inscription très précise dans les enjeux politiques du temps, et les paillettes d'extravagance.

Dans *Le Masque de Dimitrios* (1939), pure machine à fasciner, un écrivain désireux de trouver l'inspiration pour un futur polar enquête sur un authentique criminel(2). Qui était Dimitrios? Un traquenard de drogue, l'exécuteur de basses œuvres, ou... une figure du «Mal»? Allons, pas de métaphysique, Dimitrios *in fine* est sans doute un assassin au service du grand patronat, le «Mal» n'existe pas, il a pour nom le capitalisme et ses sbires. Et il a pour relais tous ces braves gens qui ne «font pas de politique» – mais de fait travaillent pour un camp, en toute innocence, et tout bénéfice, comme Marlow. Ambler est le roi de l'embrouille qui dessile. Avec flegme, ironie, et sourde passion. Longtemps un «compagnon de route» des communistes, il s'en éloigne, après le pacte germano-soviétique. Mais il ne fut jamais une bonne conscience tiède.

EVELYNE PIEILLER.

(1)Eric Ambler, *Je ne suis pas un héros*, traduction de Simone Lechevrel, révisée par Patricia Duez, Éditions de l'Olivier, Paris, 2024, 368 pages, 22,50 euros. L'Olivier entreprend de rééditer, dans les versions révisées, une partie de l'œuvre d'Ambler.

(2)Eric Ambler, *Le Masque de Dimitrios*, traduction de Gabriel Veraldi, révisée par Patricia Duez, 2024, 320 pages, 22 euros.

ÉCOLOGIE

Politiser la bifurcation

«**N**os sécessions et nos désertions nous confinent par moments dans une contre-culture abrasive, mais coupée de tout ancrage populaire.» Avec *Premières Secousses*, le collectif écologiste des Soulèvements de la terre établit un bilan d'étape des actions déjà menées – «actions directes de masse» contre les grandes infrastructures inutiles, luttes contre le béton ou l'agro-industrie notamment(1). Assumant le «regain de conflictualité» des dernières années, le mouvement qui s'attache désormais à «reprendre les terres» entreprend, au-delà du pari des luttes locales, d'inventer une organisation transversale susceptible d'éviter l'éparpillement et d'ouvrir, en particulier à l'international, à des actions politiques propices à la «constitution progressive des structures matérielles, politiques ou communicationnelles». On pourra regretter que l'organisation ne soit pensée ici que sur le mode politique, et que les moyens pour parvenir à une société moins destructrice ne soient pas plus détaillés, afin de retenir l'attention au-delà des collectifs militants.

Si l'on ne veut pas s'en tenir à la sobriété dépolitisée des petits gestes individuels, comment reconstruire ce qu'il faut oser appeler une autre organisation sociale? Geneviève Pruvost, sociologue engagée au cœur des luttes écologiques, offre une piste, avec *La Subsistante au quotidien* (2). Elle restitue une enquête d'une dizaine d'années menée au cœur d'une «maisonnée», dans un bocage occupé par des habitats «légers» (non reliés aux réseaux d'eau et d'électricité). Une «alternative rurale» s'y constitue non comme un mouvement institutionnalisé mais comme un projet politique au quotidien, incarné dans un mode de vie. Si elle note le haut niveau d'organisation vivrière, elle ne cache pas que «cette parcelle de vie alternative peut sembler bien réduite au regard de l'enjeu vital d'une reprise massive des terres». Une objection qui n'a cessé d'être opposée aux communautés autonomes – des «utopies américaines» de Ronald Creach aux «zones à défendre» de la gauche libertaire.

Mais, à l'encontre des stéréotypes sur les «néoruraux», Pruvost pointe qu'une telle entreprise ne concerne pas qu'un concentré de classes moyennes diplômées et de professions

intellectuelles (héritières ou en déclassement) : elle implique aussi des «enfants de petits agriculteurs, mécaniciens, postiers et cheminots». Toutefois, et c'est la richesse particulière de l'ouvrage, une ethnocomptabilité minutieuse, grâce à un journal d'enquête de neuf jours où tous les travaux et toutes les dépenses sont systématiquement consignés, montre que ce modèle repose à la fois sur la limitation de la consommation, l'invention d'autres critères de confort et le primat accordé aux activités vivrières. Plus que sur la socialisation à une contre-culture politique, l'adhésion à cette refonte des styles de vie repose sur des formations scientifiques, techniques ou manuelles, des pratiques associatives (voire religieuses) antérieures et des expériences de voyage (principalement dans les pays du Sud).

L'auteure s'attache enfin aux stratégies d'installation qui permettent la constitution d'un maillage de lieux interdépendants. L'attention portée aux dimensions matérielles de l'adaptation des techniques et des espaces de vie confère selon elle une véritable crédibilité politique à la sobriété mise en œuvre collectivement, y compris dans les pluriactivités qui se développent autour de l'idéal du «paysan-artisan» caractéristique du «fonctionnement en maisonnée des sociétés prémodernes». La transformation des structures de production et de reproduction nécessaire à l'écologisation des sociétés contemporaines est d'une ampleur qui risque de «désespérer» l'écologie ordinaire...

Reste néanmoins en suspens la question de la possibilité d'une généralisation. Il faudrait sans doute pour cela élargir la définition de l'écologie adoptée par Les Soulèvements de la terre : ne pas se limiter à la défense «des terres, de l'eau et de mondes habitables», pour interroger les moyens de construire ce «monde d'après» que tous n'ont pas toujours les moyens de choisir.

FRANCK POUPEAU.

(1)Les Soulèvements de la terre, *Premières Secousses*, La Fabrique, Paris, 2024, 296 pages, 15 euros.

(2)Geneviève Pruvost, *La Subsistante au quotidien. Contre ce qui compte*, La Découverte, Paris, 2024, 504 pages, 28 euros.

DANS LES REVUES

□ **THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** Un documentaire, *Drop Dead City*, revient sur l'histoire mouvementée de New York et de la terrible crise financière que la ville a affrontée au milieu des années 1970. Également au sommaire : les défenseurs de la Palestine persécutés par l'État américain agissant de concert avec des délateurs pro-israéliens. (Vol. LXXII, n° 11, 26 juin, bimestriel, 9,95 dollars. – New York, États-Unis.)

□ **THE NATION.** Google, de la start-up adorée par ses employés au pilier de la Big Tech qui collabore avec l'armée israélienne; reprise de la course aux armements nucléaires; explosion des paris en ligne; la cryptomonnaie s'empare de la politique américaine. (Vol. 320, n° 6, juin, mensuel, 12,95 dollars. – New York, États-Unis.)

□ **THE TIMES LITERARY SUPPLEMENT.** Un point sur la dystopie technologique, à partir de deux livres récents : les élites libertariennes, célébrant les différences immuables entre sexes, races et classes, définies par Quinn Slobodian comme les «bâtards» de l'économiste Friedrich Hayek; les scénarios pseudo-scientifiques et «technofascistes» des rois de la tech selon Adam Becker. (N° 6375, 6 juin, hebdomadaire, 4,50 livres sterling. – Londres, Royaume-Uni.)

□ **NEW LEFT REVIEW.** Le sociologue Loïc Wacquant dresse une comparaison des formes de violence en vigueur dans les colonies et des techniques de domestication mises en œuvre dans les banlieues. (N° 152, mars-avril, bimestriel, 14 euros. – Londres, Royaume-Uni.)

□ **REVISTA SAAP.** Comment la massification des réseaux sociaux renforce-t-elle la polarisation politique? Étude de cas en Uruguay, dont la tradition démocratique, bâtie autour du consensus, est régulièrement évoquée. (Vol. 19, n° 1, mai, semestriel, gratuit en ligne. – Buenos Aires, Argentine.)

□ **ESTUDIOS INTERNACIONALES.** L'Argentine et le Chili développent une coopération énergétique étroite depuis les années 1990. L'intégration de leurs infrastructures gazières constitue une priorité stratégique pour Santiago du Chili et Buenos Aires. (Vol. 57, n° 210, janvier-avril, quadrimestriel, gratuit en ligne. – Santiago du Chili, Chili.)

□ **MONTHLY REVIEW.** L'impérialisme à la mode MAGA («Make America Great Again»). Comment les États-Unis ont exploité les fractures de l'ex-bloc soviétique en Ukraine. Et «Big Pharma» renonce à la recherche. (Vol. 77, n° 2, juin, mensuel, 4,50 euros. – New York, États-Unis.)

□ **NEW BLOOM MAGAZINE.** On ne plaisante pas avec le ping-pong en Chine : le conflit autour du détroit de Taiwan vient d'entraîner la petite balle blanche. Après avoir accepté de porter une écharpe rouge lors d'un tournoi sur «le continent», le numéro un taïwanais pourrait être privé de sa citoyenneté par Taipei. (Gratuit en ligne. – Taipei, Taïwan.)

□ **THE DIPLOMAT.** Aux États-Unis, les morts liés aux opioïdes dépassent les pertes combinées parmi les troupes américaines lors des guerres du Vietnam, d'Irak et d'Afghanistan. Les revenus des 50% les plus pauvres dégringolent, tout comme l'espérance de vie. La «démocratie» américaine ne séduit-elle plus en Asie? (N° 127, juin, mensuel, 30 dollars par an. – Washington, DC, États-Unis.)

□ **MELBOURNE ASIA REVIEW.** La «Chine globale» comme phénomène géopolitique distinct des autorités du pays d'où il émane : une transformation économique, culturelle et politique protéiforme, induite par une multitude d'acteurs que Pékin accompagne plus qu'il ne dirige. (N° 22, juin, trimestriel, gratuit en ligne. – Melbourne, Australie.)

□ **MOYEN-ORIENT.** Une livraison consacrée à l'ordre militaire dans de nombreux États de la région, avec une attention particulière accordée au Hezbollah dont l'encadrement et les troupes ont été décimées par Israël à l'automne dernier. Question : ce parti acceptera-t-il de déposer toutes ses armes? (N° 65, janvier-mars, trimestriel, 10,95 euros. – Paris.)

□ **LA CHRONIQUE D'AMNESTY INTERNATIONAL.** Retour sur un épisode particulièrement tragique de la guerre civile syrienne : l'attaque chimique de Douma. Forcés de mentir durant sept ans, des témoins accusent désormais le régime et son allié et protecteur russe. (N° 463, juin, mensuel, 3,60 euros. – Paris.)

□ **TUMULTES.** Une réflexion sur les déplacements forcés, née de la guerre menée aux Palestiniens par Israël. Sous la direction de Sonia Dayan-Herzbrun et Aïssa Kadri, un ensemble d'études portant principalement sur la Nakba depuis 1948, considérée comme la mise en œuvre continue d'une épuration ethnique. Également : les conséquences de déplacements forcés, notamment de villageois kurdes en Turquie. (N° 64, juillet, semestriel, 20 euros. – Paris.)

□ **ESPRIT.** Où en est le Proche-Orient après vingt mois de guerre? Quelles trajectoires attendent la Syrie et le Liban, pays exangues qui demeurent confrontés à d'importants défis? Un texte de l'auteur syrien Yassin Al-Haj Saleh sur «l'art du désespoir» dans le monde arabe. (N° 522, juin, mensuel, 20 euros. – Paris.)

□ **POPULATION ET SOCIÉTÉS.** Selon l'enquête Virage, 1,4% des hommes déclarent avoir subi des violences sexuelles, dans huit cas sur dix avant 18 ans. Bien que moindre que celle visant les femmes, cette violence commise par d'autres hommes méritait d'être documentée. Elle a pour cadre principal la famille et l'entourage proche, mais advient aussi à l'école et dans d'autres espaces de sociabilité. (N° 633, mai, mensuel, gratuit en ligne. – Paris.)

SCIENCES

Le mythe de la neutralité

Le rapport entre savoir et pouvoir n'a jamais été simple. Le premier est une composante du second, cependant que les choix politiques et moraux des scientifiques ont des effets concrets sur nos vies. En bien, et parfois en mal.

PAR CARLO ROVELLI *

L'HISTOIRE du xx^e siècle illustre l'entrelacs des liens qui unissent physique et politique. Celle de la seconde guerre mondiale en particulier. Aux États-Unis et au Royaume-Uni, des spécialistes de physique quantique convainquent alors leurs dirigeants de s'engager dans la course à l'arme nucléaire, de crainte que le III^e Reich ne l'obtienne en premier. Parmi eux, des scientifiques ayant fui les politiques antisémites de l'Allemagne et de ses alliés : les Hongrois Leó Szilárd, Eugene Wigner et Edward Teller, l'Italien Enrico Fermi et l'Allemand Albert Einstein.

Et pourtant Berlin n'est pas en train de concevoir l'arme atomique. Si les raisons pour lesquelles les grands noms de la communauté scientifique allemande – tels Werner Heisenberg (prix Nobel de physique en 1932) ou Carl Friedrich von Weizsäcker – résistent aux pressions de leur gouvernement suscitent encore le débat, l'absence de démarche dans le sens de l'acquisition de l'arme nucléaire fait aujourd'hui consensus. L'humanité est donc entrée dans l'ère du risque de l'autodestruction atomique sur la base d'une inquiétude infondée, motivée par la peur.

À l'image du Danois Niels Bohr, qui prônait même l'abolition du secret scientifique, et de l'Américain Robert Oppenheimer, responsable de la construction de la bombe américaine («projet Manhattan»), certains scientifiques plaideront pour un contrôle international du développement de la recherche dans le domaine de l'énergie nucléaire. Cette volonté de traiter le savoir scientifique comme une ressource commune à l'humanité, et non comme un instrument de pouvoir, se trouve au fondement des grandes institutions internationales liées à ce secteur. Qu'elles en organisent la supervision – comme l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA, créée en 1957), sous l'égide des Nations unies (ONU) – ou qu'elles orchestrent la recherche – comme l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (le CERN créé en 1954), qui s'est donné pour mission de «rassembler des personnes du monde entier dans le but de repousser les limites de la science et de la technologie, dans l'intérêt de tous(1)».

©

HTTPS://WORKFOURTEENSCARREFEFETCOM

désaccord fondamental) et le mathématicien et philosophe britannique Bertrand Russell (3). Sa charte reprend le manifeste dit «Russell-Einstein». Écrit en 1955 par Russell et signé par dix autres intellectuels et scientifiques reconnus (dont Albert Einstein, Frédéric Joliot-Curie, Max Born, Hideki Yukawa...), il appelle à évaluer le danger des armes atomiques et à rechercher des solutions pacifiques aux conflits internationaux. À 89 ans, en 1961, Russell sera arrêté pour ses positions.

Et voici que l'humanité reprend le chemin des conflits. Privé de l'illusion, née de l'effondrement de l'Union soviétique, de la souveraineté définitive des États-Unis sur la planète, l'Occident a perdu sa splendeur économique. Il craint désormais de perdre son emprise politique sur le monde. Sa réponse ? Miser sur sa suprématie militaire, intacte, elle. En 2019, Washington est sorti du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI), l'un des piliers de la stabilité en Europe. Il a ensuite annoncé son intention de déployer des missiles capables de transporter des ogives nucléaires et d'atteindre Moscou, ce qu'interdisait le traité FNI.

Un tel climat ne pouvait épargner le domaine scientifique, où la collaboration internationale fait désormais l'objet d'entraves. Les États-Unis

sont guidés par des systèmes satellitaires qui l'utilisent pour défendre les priviléges d'une petite fraction de l'humanité.

En réalité, le savoir n'est jamais détaché de la réalité : il n'existe que dans un réseau de relations politiques. L'ignorer, c'est faire le jeu du pouvoir. Et, pour les scientifiques, nier leur responsabilité relève d'une hypocrisie confortable. Il ne s'agit pas de renoncer à la recherche, aux découvertes, mais de s'engager politiquement en partageant la connaissance, en la rendant publique. Bref, en s'opposant à son usage au profit du pouvoir de quelques-uns.

La science n'est pas qu'acquisition et collecte d'informations. Elle ne se limite pas non plus au déroulement d'un ensemble d'observations donnant lieu à une suite historique de théories capables d'expliquer et de prédir les résultats de mesures. Elle est beaucoup plus : un effort constant pour concevoir le monde de façon plus efficace et plus pertinente ; une remise en cause des concepts que nous utilisons pour le penser. Elle nous enseigne par exemple que nous avons des ancêtres en commun avec les libellules, que le temps s'écoule à des vitesses différentes selon les lieux, que l'humanité n'habite qu'un caillou qui file à travers l'espace... Des changements de perspective qui nous changent en profondeur.

NOTRE vision commune du monde résulte d'un long processus d'absorption des découvertes grandes et petites, opérant en parallèle et en échange permanent, en dialogue constant, avec la société. Nicolas Copernic, avec qui commence la grande révolution scientifique moderne, étudie en Italie dans le contexte de la première Renaissance, celle de Michel-Ange et Léonard de Vinci. Galilée prend part à de grands débats philosophico-esthétiques. En France, le développement de la science sous-tend la sortie de l'Ancien Régime : Voltaire admirait Isaac Newton ; et tout comme le fondateur de la chimie moderne Antoine de Lavoisier, les mathématiciens Adrien-Marie Legendre et Pierre-Simon de Laplace participent à la Révolution française... La révolution quantique, qui accompagne l'entrée de l'humanité dans une ère où l'autodestruction totale devient possible, modifie notre vision du monde, en mettant en cause la notion même d'objet(4).

Au fil des siècles, la quête du savoir s'est nourrie d'une aspiration à l'universalisme : un savoir valable par-delà nos différences, destiné à être partagé en dépit des frontières. En 1919, juste après la fin de la première guerre mondiale, l'astrophysicien Arthur Eddington froisse le patriotisme anglais en prenant au sérieux les spéculations d'un encore jeune «ennemi», un Allemand nommé Albert Einstein. Il les vérifia de manière spectaculaire en mesurant, durant une éclipse, la déflexion des rayons de lumière d'une étoile par le champ de gravitation du Soleil.

Cinq ans plus tôt, Einstein avait signé un «Manifeste aux Européens» répondant à un autre texte, largement relayé par la presse de l'époque : le «Manifeste des 93», une «capitulation de l'indépendance intellectuelle allemande» aux yeux du physicien, pourtant signée par des Prix Nobel, des scientifiques, des philosophes, des artistes, des médecins et des enseignants de renommée internationale qui estimaient que la guerre était «la faute des autres» et proclamaient : «Dans cette lutte nous irons jusqu'au bout.» À l'encontre de ce discours qui fait étrangement écho à celui qu'on peut entendre dans certains départements scientifiques aujourd'hui, le manifeste d'Einstein incitait intellectuels et scientifiques à résister aux passions nationalistes en s'opposant à la guerre. Ce fut possible hier. Serait-ce devenu inimaginable aujourd'hui ?



NICK VAN WOERT. – «Hollow Core» (Noyau creux), 2010

À plus fort de la guerre froide, motivés par la conscience de leur responsabilité, scientifiques soviétiques et occidentaux continuent à échanger, grâce à des initiatives individuelles qui défient les politiques d'affrontement de leurs gouvernements. Cet engagement ouvre la voie aux grands accords entre États-Unis et Union soviétique visant à la non-prolifération, la maîtrise et la réduction des armes nucléaires. Des textes qui, un temps au moins, repoussent la perspective d'une catastrophe nucléaire en diminuant le nombre des ogives de plus de 80 % depuis la fin de la guerre froide(2).

Parmi les organisations ayant joué un rôle déterminant dans ce domaine, le «mouvement Pugwash», fondé en 1957 notamment par le physicien polonais Józef Rotblat (le seul membre du projet Manhattan à l'avoir quitté sur un

rechignement à accorder des visas aux étudiants et scientifiques chinois cependant que certaines universités, en Floride par exemple, ont totalement renoncé à les accueillir. De son côté, le CERN a interrompu en 2024 sa coopération avec la Russie et la Biélorussie sur l'insistance des pays de l'ancien bloc soviétique, particulièrement hostiles à Moscou. Et l'Occident interdit tout échange de savoirs avec la Chine dans les secteurs considérés comme stratégiques, avec l'espoir (illusoire) de retarder son développement économique et militaire. Des choix contraires non seulement aux intérêts de l'humanité, mais à la plus basique rationalité scientifique. Des choix qui imposent aux chercheurs de se souvenir que la neutralité n'existe pas.

Nombre de spécialistes de la physique de l'espace et du temps ont pu se convaincre que la théorie de la relativité d'Einstein, au cœur de ce domaine de recherche, était «trop belle» pour servir à tuer. Ce fut le cas de l'auteur de ces lignes... Ils avaient tort : les missiles modernes

(1) «Quelle est la mission du CERN?», <https://home.cern>

(2) «Nuclear Notebook», Bulletin of the Atomic Scientists, <https://thebulletin.org>

(3) Lire Francis Nettier, «Naissance et développement du mouvement Pugwash», *Le Monde diplomatique*, septembre 1976.

(4) Carlo Rovelli, *Helgoland. Le sens de la mécanique quantique*, traduit de l'italien par Sophie Lem, Flammarion, Paris, 2021.

DANS LES REVUES

HERMÈS. L'Amérique latine est marginalisée dans le champ des relations internationales comme dans celui de la recherche universitaire. Pourtant, la région continue de stimuler les imaginaires politiques, artistiques et culturels dans le monde entier. (N° 95, juin, semestriel, 25 euros. – Paris.)

FUTURIBLES. Un essai de prospective concernant les risques sanitaires liés à l'environnement, qui deviennent omniprésents et fortement imbriqués. (N° 466, mai-juin, bimestriel, 22 euros. – Paris.)

POPULATION & AVENIR. La baisse de la fécondité en France ne se traduit pas uniformément dans l'espace. Certains territoires et de nombreuses communes sont particulièrement fragilisés par le vieillissement. (N° 773, mai-juin, bimestriel, 12 euros. – Paris.)

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES. L'austérité selon François Bayrou : «Un désastre annoncé» La fausse opposition entre TGV et «petites lignes» ferroviaires. M. Donald Trump menace la recherche scientifique, M. Emmanuel Macron aussi. (N° 459, juin, mensuel, 5,90 euros. – Quetigny.)

PRESCRIRE. Les troubles sexuels chez les femmes peuvent avoir pour origine de nombreux médicaments, comme la plupart des anti-dépresseurs, psychotropes ou neuroleptiques, mais aussi certains contraceptifs et d'autres molécules encore. Une synthèse sur les inégalités territoriales d'accès à l'interruption volontaire de grossesse. (N° 500, juin, mensuel, 55 euros. – Paris.)

LA DÉFERLANTE. Une bande dessinée retrace le combat de la militante indépendantiste camerounaise Marthe Moumié dans les années 1950. Violences et humiliations durant l'enfance, le berceau de toutes les dominations. «Éduquez vos fils!», histoire d'un slogan, et d'un changement de perspective. (N° 18, trimestriel, mai, 19 euros. – Pantin.)

SPORT ET PLEIN AIR. Un numéro spécial consacré à la Palestine. En dépit de la guerre et de l'occupation, les échanges solidaires continuent, avec des formations en France ou sur place. L'Agence française de développement soutient un projet de démocratisation et d'emancipation par le sport porté par la Fédération sportive et gymnique du travail. (N° 690, juin, mensuel, 3 euros. – Pantin.)

COURANT ALTERNATIF. Un dossier pour déconstruire «l'union sacrée de la batterie» qui met État, industriels et médias à l'unisson. Des exemples pris dans les Hauts-de-France racontent comment le capitalisme se réinvente avec les voitures électriques. (N° 350, mai, mensuel, 5 euros. – Paris.)

SILENCE. Comment faire face au manque d'eau? Des exemples de luttes contre l'accaparement de ce bien précieux par l'industrie, et une proposition pour dissocier les bonnes idées des fuites en avant technologiques. (N° 543, juin, mensuel, 5,50 euros. – Lyon.)

LA BRÈCHE. Une enquête sur «les savants fous du climat» qui essaient de faire croire que la géo-ingénierie permettra de répondre au défi du réchauffement. (N° 12, juin-août, trimestriel, 4,20 euros. – Saint-Étienne.)

MÉDIACRITIQUES. La fabrique du consentement à l'effort de guerre; le traitement de la guerre à Gaza par *Le Parisien*; l'invisibilisation de la situation en Cisjordanie; les points aveugles de Guillaume Erner. (N° 54, printemps, trimestriel, 4 euros. – Rennes.)

ÉTINCELLES. Résister à l'américanisation, combattre la servitude culturelle volontaire envers la première puissance mondiale : un ambitieux dossier où voisinent francophonie, économie, French Theory et une chanson de Jean Ferrat. (N° 61, mai, trimestriel, 8 euros. – Lens.)

APRÈS-DEMAIN. Un dossier consacré à l'extrême droite : sa définition, les facteurs explicatifs de son succès, comment elle arrive au pouvoir, ce qu'elle fait quand elle y arrive, ce qu'elle pourrait faire en France, comment instruire de son programme ceux qu'elle prendrait pour cibles. (N° 73, avril-juin, trimestriel, 9 euros. – Paris.)

LE POSTILLON. Une lecture critique de la sécurité sociale alimentaire que vient de lancer la mairie de Grenoble. Vendu notamment à la criée, le journal refuse la carte bleue et explique pourquoi. (N° 77, parution saisonnière, été, 4 euros. – Grenoble.)

DÉDANS DEHORS. Neuf mètres carrés pour deux, trois, voire quatre personnes : les détenus confrontés à la surpopulation carcérale racontent la promiscuité, mais aussi les délais d'attente pour les parloirs, l'accès à la formation, les aménagements de peine... «Même les surveillants deviennent fous.» (N° 126, parution irrégulière, mai, 9,50 euros. – Paris.)

L'ÉMANCIPATION SYNDICALE ET PÉDAGOGIQUE. Bilan de la loi «séparatisme» : le pouvoir n'entend pas renforcer la laïcité de la loi de 1905, mais la dénaturer. En mars, une tribune publiée par *Le Monde* réclamait la pénalisation de l'antisionisme. Le droit de réponse, auquel la revue s'est associée, a été refusé à deux reprises, par manque de place... (N° 9, mensuel, mai, 5 euros. – Dijon.)

À quoi rêvent les socialistes ?

PAR GRÉGORY RZEPSKI

UNE structure en béton le long des voies, des façades-rideaux. Les postiers l'appelaient « Nancy Gare ». C'était leur centre de tri jusqu'en 2006, et un bâtiment industriel en plein centre-ville. La métropole l'a reconvertis : « à quatre-vingt-dix minutes de Paris », « à une minute à pied de la gare TGV », « une destination dynamique et attractive pour accueillir les congrès des filières d'excellence »(1). Ou, du 13 au 15 juin dernier, la 81^e édition de celui du Parti socialiste (PS).

Quand ses cadres débarquent vendredi en fin de matinée, il fait beaucoup trop chaud. Dès la descente de la rame, les dirigeants tombent la veste. Les dirigeantes portent d'élégantes robes d'été. Dans un concert de roulettes, tous tirent leurs valises jusqu'à l'imposant Centre Prouvé. Ses escalators desservent sur trois niveaux des halls d'exposition, des auditoriums ainsi qu'un espace belvédère à la blancheur nacrée, aux formes sophistiquées.

En 1907, Nancy avait accueilli son premier congrès du parti – alors Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) –, à la Maison du peuple. Les bas-reliefs de la façade du bâtiment, toujours propriété de la Confédération générale du travail (CGT), symbolisent la puissance concertée du travail et de la pensée. Quelle importance les socialistes d'aujourd'hui accordent-ils à cette alliance ?

On cherche à le savoir tandis que commence leur symposium, loin du fracas du monde, pour quarante-huit heures. Un rituel, avec sa liturgie et ses règles. Celui du PS a changé en 2010. Le vote des textes d'orientation (TO) et l'élection du premier secrétaire interviennt désormais avant la tenue d'un congrès national privé de dramaturgie. Toujours moins de militants, plus de vraies délibérations collectives, plus non plus de grands discours : « *Le congrès, c'est pour la presse, nous avait prévenu le politiste Rémi Lefebvre. Et elle ne vient pas en masse.* »

Vendredi, 14 h 30, il y a tout de même une petite dizaine de journalistes au point presse que Mme Johanna Rolland organise sur une mezzanine. Alors que les débats en plénière n'ont pas débuté, la maire de Nantes, première secrétaire déléguée, débouine les éléments de langage. Le texte de la direction sortante (« TO A ») a obtenu le plus de suffrages ; puis M. Olivier Faure, la majorité des voix face à M. Nicolas Mayer-Rossignol (« TO C ») ; il faut à présent rassembler le PS pour réconcilier la gauche « de Glucksmann à Ruffin »...

Plutôt qu'en plénière, les représentants des TO vont passer l'essentiel du congrès en tractations – à se répartir l'appareil – ou avec les médias – à mener la bataille du récit. Le parti doit s'unir autour de la « démarchandisation », répètent les soutiens du troisième homme, M. Boris Vallaud (« TO B ») ; plus jamais d'alliance avec La France insoumise (LFI), martèlent les porte-parole du « TO C ».

Le député Arthur Delaporte raconte « un rituel sain dans une organisation démocratique. On repart de la base. Depuis plusieurs semaines, dans les fédérations, il y a eu un vrai travail ». Ce proche de M. Faure évoque même « un moment d'émulation intellectuelle ». Mais à Nancy, comme il le déplore lui-même, la « tambouille » l'a détourné du « socialisme joyeux » qu'il espère. « Moi, vous savez, LFI, je m'en branle », lâchera-t-il, fatigué, à un point presse le dimanche. Surtout, à la lecture des TO, on peine à discerner l'enjeu de la « bataille doctrinale » dont nous a parlé l'élu. Il semble loin le temps de la confrontation des deux gauches incarnées par François Mitterrand et Michel Rocard – ou même juste de l'opposition entre des figures d'envergure nationale.

Aujourd'hui, presque rien ne distingue des textes brefs qui empilent dans un ordre parfois différent les mêmes généralités sur la nécessité de retrouver les classes populaires, de défendre la République et de renforcer l'Europe face aux crises... Pour les uns, qui ne savent pas comment critiquer le quinquennat Hollande, comme pour les autres, qui n'ont plus les moyens de le défendre, la question du rapport aux Insoumis fait office de clivage : sans eux jusqu'à nouvel ordre selon les deux premières motions, plus jamais avec eux selon la troisième. Au-delà de cette ligne de partage, le monde n'existe pas.

ISRAËL a attaqué l'Iran la nuit précédente. Mais, dans le hall où les délégués ont pris place devant une tribune et trois écrans géants, les interventions évacuent les enjeux internationaux. Plus tard vendredi après-midi, durant une heure et demie, une vingtaine de représentants des différentes tendances se succèdent pour défendre leurs lignes : des hommes ont fait le chemin depuis Lille, Marseille, Paris pour entretenir la salle de stratégie électorale ; quelques femmes – moins arrogantes, plus âgées – parlent de coins populaires, de retraites et d'hôpital ; rien ou presque sur Gaza, rien non plus sur l'Ukraine. Pas davantage au cours du débat concernant l'unité des socialistes, conclu par le président de leur mouvement de jeunesse. M. Rémi Boussemart tente de nous rassurer à la sortie : « *On était sur l'unité. L'international, c'est demain.* »

Deux sujets parfois liés néanmoins : en début d'après-midi, l'historien Jean-Numa Ducange rappelait à une assistance clairsemée le souvenir du congrès fondateur en 1905, la révolution russe commencée quelques mois auparavant et la création de la II^e Internationale en 1889, qui avaient poussé les socialistes à l'union. Les enjeux étrangers n'intéressent plus guère : le lendemain, le représentant du Fatah palestinien Saifwat Ibraghith s'exprime lui aussi devant une plénière déserte.



THIERRY LAGALLA. – « Les nabis de mes nabis sont mes nabis (à Paul Sérusier) », 2018

Monde pose à M. Faure sa sixième question sur LFI, le premier secrétaire lève les sourcils avec un mélange de lassitude et de fatalisme. « Ça faisait longtemps. »

Rêverait-il d'autre chose que de M. Jean-Luc Mélenchon et des combines en vue des prochaines élections municipales, le lointain descendant de Jaurès se sait impuissant à enrayer un système : la direction du PS, comme celle d'autres partis, a peu de contacts avec la société hormis les journalistes parisiens qu'elle tutoie, appelle par leurs prénoms ou côtoie aux soirées du congrès. Et puisque la formation vit dans la presse plutôt que dans la rue, il faut nourrir le feuilleton qui passionne les chefferies de *Liberation*, du *Monde* ou du *Figaro*, à défaut d'exciter les rubriques dépêchées à Nancy qui soupirent de dépit devant leurs ordinaires.

Compte tenu de l'étroitesse de sa victoire, M. Faure a-t-il intérêt à fixer un cap au parti ? Des prises de position claires, sinon clivantes, sur l'économie par exemple, devraient servir la direction. Alors, comme une plume dans le vent, le parti flotte sans trop savoir s'il échouera un peu plus à gauche – malgré le naufrage de l'alliance nouée en 2022 – ou du côté de Place publique – même si M. Raphaël Glucksmann ne s'intéresse qu'aux questions géostratégiques que le PS délaisse.

Le premier secrétaire l'admet à mots couverts devant une mousse au chocolat à l'Excelsior : lui et ses lieutenants se préoccupent surtout de ménerger les alliances nécessaires à la réélection des sortants à l'Assemblée nationale, ou aux municipales. Mais l'opposition interne a beau jeu de leur reprocher leurs calculs. Jusqu'à nouvel ordre, les circonstances territoriales paraissent dispenser les figures les plus hostiles à la direction – souvent des barons locaux comme Mme Carole Delga en Occitanie – du soutien des Insoumis. Et leur permettent de faire conspuer M. Mélenchon par les cadres de circonscriptions où il a fallu avaler l'investiture d'un candidat LFI...

Le dimanche matin, M. Faure clôt l'événement un peu comme un prêtre récitant la messe en latin devant une assemblée de tiktokeurs : « *Nous sommes les héritiers de ces mains calleuses, celles des mineurs, celles des paysans tendus vers le ciel.* » Quelques minutes auparavant, un spectacle à l'américaine destiné à chauffer la salle mettait en scène l'enthousiasme des Jeunes socialistes. « *Le PS a une représentation bourgeoise, mais ce n'est pas pour autant qu'on ne va pas se battre contre l'injustice sociale, le racisme, nous confiait en aparté une cadre du mouvement à Paris. Ça a toujours été comme ça, c'était déjà le cas avec Léon Blum.* » Et l'absence de table de livres, de brochures, la légèreté des débats de fond sur le social ou l'international ? Elles ne troubleront pas la relève socialiste. « *Ça reste un moment interne,* » estime son camarade M. Naïl Klioua, syndicaliste étudiant à Lyon, bientôt avocat. Avant de résumer d'un trait pénétrant la vocation du congrès, et peut-être celle de son parti : « *On n'est pas là pour parler de l'extérieur.* »

(1) www.nancy-tourisme.fr

SOMMAIRE

PAGE 2 :

Bernard Cassen, par IGNACIO RAMONET. – Courrier des lecteurs.

PAGE 3 :

Mesurer la glotonnerie numérique, par SÉBASTIEN BROCA.

PAGES 4 ET 5 :

Au cœur de la machine suprémaciste hindoue, par GUILLAUME DELACROIX.

PAGES 6 ET 7 :

Un défi à la nation iranienne, par SHERVIN AHMADI ET MARMAR KABIR. – Ce que cherche Tel-Aviv au Proche-Orient, suite de l'article d'AKRAM BELKAÏD. – Pour les États-Unis, c'est « Israël d'abord ! », par SERGE HALIMI.

PAGES 8 ET 9 :

De Gaza à la Cisjordanie, un siècle d'oppression et de résistance, par OLIVIER PIRONET. – Au salon du génocide, par PIERRE RIMBERT.

PAGE 10 :

Les Argentins se soulèveront-ils ?, par EVA TAPIERO.

PAGE 11 :

Donald Trump, seul en scène, par GUILLAUME ORIGNAC. – Le bon sens de Joe Rogan (G. O.).

PAGE 12 :

Le Mozambique dans la gangue djihadiste, par MARGAUX SOLINAS.

PAGE 13 :

Le vrai sens des « fake news », suite de l'article de DANIEL ZAMORA.

PAGES 14 ET 15 :

Comment le marketing a façonné la contraception, par PAULINE MORTAS.

PAGE 16 :

Les limites du modèle d'intégration finlandais, par ÉLISA PERRIGUEUR.

PAGE 17 :

Giorgia Meloni, idéologue pragmatique, par HUGUES LE PAIGE.

PAGE 18 :

Faire l'opinion allemande, par THOMAS SCHNEE.

PAGE 19 :

Pourquoi les Polonais votent à droite, par JAN RADOMSKI. – L'étrange plume de ChatGPT, par FRÉDÉRIC KAPLAN.

PAGES 20 ET 21 :

En Kanaky, deux stratégies pour le « métal du diable », par BENOÎT TRIPÉD. – Kabyles de Nouvelle-Calédonie, par ARIANE BONZON.

PAGE 22 :

Au « temps bénî » du bagne de Cayenne, par SAMUEL TRACOL.

PAGE 23 :

Le Tour de France et ses routes parallèles, par PHILIPPE DESCAMPS.

PAGES 24 À 26 :

LES LIVRES DU MOIS : « Pitié », d'Andrew McMillan, par JEAN-PHILIPPE ROSSIGNOL. – « Tout va bien se passer », de Leyde Adenle, par HUBERT ARTUS. – Convergences réactionnaires, par MIKAËL FAUJOUR. – Chroniques de la terreur, par MORVANDIAU. – Le chant des citoyens, par PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER. – Agents secrets et actionnaires discrets, par EVELYNE PIEILLER. – Politiser la bifurcation, par FRANCK POUPEAU. – Dans les revues.

PAGE 27 :

Le mythe de la neutralité, par CARLO ROVELLI.

Juillet 2025